

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA.

**FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES
SCIENCES GESTION.**

Département des Sciences Commerciales

**Mémoire de fin de Cycle
Pour l'obtention du diplôme de Master en Sciences Commerciales**

Option : Finance et Commerce International

Thème

***L'effet de l'ouverture économique sur la croissance
économique en Algérie
Données en panel : 1990→2010.***

Réalisé par :

1- REMTANE Rahima
2- TAKORABET Wahiba

Encadreur :

M^r. FRISOU Mahmoud

Membre du Jury

M^{lle} ZIANI
M^r MAAMRI Moussa

Promotion 2012-2013

Remerciements

Tout d'abord nous exprimons nos remerciements à Dieu le clément qui nous a donné la force et le courage d'aller au bout de notre objectif.

Nous avons l'honneur et le plaisir d'exprimer notre profonde gratitude à Mr FRISSOU MAHMOUD, notre promoteur pour ses conseils et ses orientations;

Nous tenons aussi à remercier Mr MAAMRI MOUSSA et Mr OUKACI KAMEL pour leurs conseils précieux et leurs remarques pertinentes pour le bon déroulement de ce mémoire ;

Nos chaleureux remerciements s'adressent à M^{elle} CHEBAB WAHIBA pour sa contribution à la réalisation de notre travail de modélisation ;

Nous tenon également à remercier les membres du jury d'avoir accepté de lire et d'évaluer ce travail ;

Sans oublier les enseignants qui nous ont accompagnés durant notre cycle universitaire, tous nos amis et tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce travail.

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail à :

À ma mère :

*Puisse ce travail être la récompense de tes soutiens moraux et sacrifices. Que
dieu te garde et t'accorde santé et bonheur*

A mon père :

*Puisse ce travail constituer une légère compensation pour tous les nobles
sacrifices que tu t'es imposé pour assurer mon bien*

Être et mon éducation

*Mon très cher Mari abdelhamid qui s'est sacrifié pour m'offrir un climat idéal de
travail et pour son soutien Moral et Financier. ;*

Mes très chers frère :m^d arezk, idir;

Mes chères sœurs :dahbia, khlidja, na fadila ;

Mes charmantes : anyas, norhane ;

Mes neveux: taou, aimad, hicham, nahed, hamza;

Mes oncles et mes tantes ainsi mes cousines et cousins ;

*Mes très chères amie ;kamilia, kahina, alia, naima, Horia, lamia1, lamia2, hadjira,
et mon binôme wahiba*

Sans oublier toute la famille REMTANE ainsi que ma belle-famille CHERIFI.

RAHIMA

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail à :

Mes très chers parents, pour leur soutien et leur présence à tout moment et à toute situation. Ma mère, qui par son affection spéciale, pour tout ses

Sacrifices

Mes très chers frère yacine, sofiane ;

Ma chère étoile Louiza ;

Mon cher Mari sofiane ;

Mes oncles et mes tantes ainsi mes cousines et cousins ;

*Mes très chères amie ; Houa, Keyssa, Safia, Samia, Horia, sonia, kahina, alia, faiza,
mon binôme Rahima,*

Sans oublier toute la famille TAKORABET ainsi que ma belle famille.

WAHIBA.

Liste des abréviations

Liste des abréviations

- **ADF** :Dickey – Fuller Augmentés
- **AIC** : AKAIKE
- **ALENA** : l'Accord de libre-échange nord-américain
- **ANDI** : agence National du développement de l'investissement.
- **ASEAN** :Association des nations de l'Asie du Sud-Est.
- **CAGEX** : compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations.
- **CEE** : communauté économique européen
- **CNES** : Conseil National Economique et Social
- **CNI** : conseil national de l'investissement.
- **CNUCED** : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement:
- **DS** : differencystationary
- **FBCF** : la formation brute de capital fixe
- **FMI** : Fonds Monétaire International
- **GATT** : General Agreement on Tarifs and Trade (GATT, en français: Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).
- **GPL** : Gaz de Pétrole Liquéfié.
- **IBS** : impôts sur les bénéfices des sociétés
- **IDE** : investissement direct étranger
- **IDH** : Indicateur de développement humain.
- **LMC** : la Loi sur la Monnaie et le Crédit
- **MCO** : moindre carrés ordinaires
- **O.C.I** : organisme français de coopération industrielle.
- **OMC** : L'Organisation mondiale du commerce (OMC, en anglais: World Trade Organization, WTO).
- **ONIDI** : l'organisation des nations Unies pour le développement industriel.
- **ONS** : Office National des Statistiques
- **PAS** : programme d'ajustement structurel.
- **PIB** : produit intérieur brute.
- **PME** : petite et moyenne entreprise
- **PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement.

Liste des abréviations

- **PP** : prix de pétrole.
- **PROMEX** : promotion du commerce extérieur
- **SC** :Schwardz
- **TOC** : le taux d'ouverture commerciale
- **TS** : Trend stationary.
- **UE** : Union européenne.
- **VAB** :valeur ajoutée brute.
- **VALHYD** : valorisation deshydrocarbures.
- **VAR** : Victor autorégressive

Liste des figures

Figure n° 01 : Croissance en volume du commerce mondial des marchandises et du PIB, 1994-2004	24
Figure n° 02 : Partenaires commerciaux.....	26
Figure n° 03 : Les évolutions des différentes séries.....	82
Figure n° 04 :Corrlogrammes (PIB).....	84
Figure n° 05:Corrélogrammes prix du pétrole (PP)	84
Figure n° 06 : Corrélogrammes ouverture commercial(TOC)	85
Figure n° 07:Corrélogrammes investissements directs à l'étranger(IDE).....	85
Figure n° 08 : Fonction de réponse impulsionnelle (PIB).....	90
Figure n° 09 : Fonction de réponse impulsionnelle (PP).....	91
Figure n° 10 : Fonction de réponse impulsionnelle (IDE)	92
Figure n° 11 : Fonction de réponse impulsionnelle (TOC).....	92

Liste des tableaux

Tableau n° 01 : Les exportations de marchandises	26
Tableau n° 02 : Contribution de l'allocation des ressources à la croissance des développés	36
Tableau n° 03 : Evolution du taux de croissance du PIB et prix de pétrole : 1978-1990.....	48
Tableau n° 04 : Produit Intérieur Brut (PIB) - Taux de croissance réelle (%) de l'Année 1999 à l'Année 2010	67
Tableau n° 05 : Investissement brut en capital fixe (%) de l'Année 2004 à l'Année 2010.....	67
Tableau n° 06 : Taux de chômage (%)	67
Tableau n° 07 : Réserves d'or et de devises (US\$) de l'Année 2004 à l'Année 2010 ..	68
Tableau n° 08 : Taux de change de la monnaie locale en dollars américains (USD) .	69
Tableau n° 09 : Evolution de la Dette extérieure Algérienne en (milliards US\$) de l'Année 2000 à l'Année 2011.....	70
Tableau n° 10 : Evolution de la Dette publique intérieure Algérienne mesurée en pourcentage du PIB (PIB%) de l'Année 2004 à l'Année 2010.....	70
Tableau n° 11 : Evolution des Importations et des Exportations en (milliards \$) de l'Année 2002 à l'année 2010.	71
Tableau n° 12 : Détermination du nombre de retard	86
Tableau n° 13 : Test de Dickey- Fuller augmenté (ADF)	87
Tableau n° 14 : Le test de non causalité de Granger	89
Tableau n° 15 : Décomposition de la variance de (PIB)	94
Tableau n° 16 : Décomposition de la variance de (PP)	95
Tableau n° 17 : Décomposition de la variance de (IDE).....	95
Tableau n° 18 : Décomposition de la variance de (TOE)	96

Sommaire

Introduction générale.....	01
Chapitre I : Etude descriptive sur la Croissance économique ..	04
Introduction	04
Section 1 : généralités sur la croissance économique.....	05
Section 2 : Les théories de la croissance économique	10
Conclusion du chapitre	20
Chapitre II : Le commerce international et la croissance	
économique	21
Introduction	21
Section 1 : le commerce international	22
Section 2 :L'ouverture économique	31
Section 3 : Les effets du commerce international sur les facteurs de la	
croissance	33
Conclusion du chapitre	42
Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie	
algérienne	43
Introduction	43
Section 1 : Les facteurs de libéralisation de l'économie algérienne	44
Section 2 : Les réformes économiques	56
Section 3 : Les déterminants de la croissance économique en Algérie.....	62
Section 4 : les données de l'Algérie après l'ouverture économique	66
Conclusion chapitre.....	73
Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture	
économique sur la croissance économique en Algérie ..	74
Introduction	74

Sommaire

Section 1 : Démarche économétrique	74
Section2 : Présentation des données, analyse graphique et analyse statistique	80
Section3 : Etude analytique (modélisation vectorielle)	86
Conclusion du chapitre	97
Conclusion générale	98
Bibliographie	100
Annexes	106

Introduction générale

Introduction générale

L'économie mondiale a connu ces dernières années des changements profonds marqués par un accroissement des échanges et une ouverture de plus en plus importante des économies où la libre circulation des capitaux et des biens et où les IDE sont de plus en plus qualifiés comme une nouvelle voie de financement de la croissance économique¹. Dans ce contexte de mondialisation, une ouverture croissante de toutes les économies nationales est à l'œuvre depuis de nombreuses années, et partant la dépendance croissante de nombreuses économies à la conjoncture mondiale.

Un des sujets suscitant un fort intérêt en économie internationale est l'influence qu'exerce l'ouverture au commerce extérieur sur la croissance économique. La libéralisation des échanges est maintenant considérée comme source de convergence et un élément clé pour l'élaboration de stratégies de développements. D'ailleurs, un bon nombre d'organisations internationales incitent les pays à libéraliser leurs échanges commerciaux. Pour certaines d'entre elles, comme le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, la libéralisation des politiques commerciales est souvent une condition majeure à l'octroi d'aide financière ou d'assistance économique pour les pays en voie de développement.

L'Algérie n'est pas restée à l'écart de celle-ci. L'insertion de l'économie nationale dans cette économie mondiale mutante, est envisagée à travers un double processus d'ouverture économique : une éventuelle adhésion à l'organisation mondiale du commerce (OMC) d'une part, et la signature d'un accord d'association avec l'Union Européenne (UE) d'autre part. Cette nouvelle stratégie économique basée sur l'ouverture économique et la libéralisation aura certainement des répercussions sur la croissance économique de l'Algérie et sur son développement en général.

De nouvelles réformes sont engagées sous l'impulsion du FMI et la banque mondiale à travers un plan d'ajustement structurel (PAS) visant à stabiliser l'économie nationale. Outre le désengagement de l'Etat, ces réformes se sont orientées vers une plus grande ouverture de l'économie vers l'extérieur.

¹ZIMMERMENN Thomas A, « les investissements directs : évolution actuelle en théorie, pratique et politique », revue de politique économique 7/8-2008.

Introduction générale

En raison de ces considérations et vue le contexte de l'Algérie qui est impliqué dans un vaste programme d'ouverture économique que se forme notre problématique :

- **Quel est l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie ?**

La contribution que nous apporterons, dans ce présent travail, va nous permettre la vérification des hypothèses suivantes :

H1 : L'ouverture économique à un impact positif sur la croissance économique en Algérie.

H2 : l'économie algérienne nécessite d'autres réformes pour réussir cette ouverture économique.

L'objectif général de cette étude est d'appréhender analytiquement et empiriquement l'impact de cette politique d'ouverture sur la croissance économique en Algérie.

Pour pouvoir reprendre à notre problématique, nous avons mené d'abord une étude théorique suivie d'une étude analytique qui a nécessité :

-Une recherche bibliographique qui nous a permis de cerner notre problématique, de fixer les objectifs de notre analyse et de prendre connaissance des aspects théorique liés notamment, à la croissance économique et l'ouverture.

- une analyse de données et de statistique, couvrant la période (1990-2010), portant sur la collecte de données annuelle et l'évolution des principaux indicateurs économique en Algérie à partir des rapports et bulletins statiques de la banque d'Algérie, statistiques de la banque mondiale, rapports du FMI, office national des statistiques et ministère de finance.

Dans ce contexte, nous avons structuré une démarche qui se compose des quatre chapitres suivants :

Le premier chapitre sera consacré à la présentation, la mesure, et les facteurs de croissance économique dans sa première section. Et la deuxième section sera consacrée aux différentes théories de la croissance économique.

Introduction générale

Dans le deuxième chapitre nous aborderons le commerce international, son évolution, ses théories, et l'ouverture économique pour ensuite voir dans la dernière section les effets du commerce international sur les facteurs de la croissance.

Dans le troisième chapitre le processus la libéralisation de l'économie algérienne, et ce par les facteurs qui ont aidé à la libéralisation, les réformes engagées, enfin les données de l'Algérie après cette ouverture.

En fin, le pilier de notre travail est le quatrième chapitre, qui est consacré à déterminer l'impact de l'ouverture sur la croissance économique à travers un modèle économétrique avec l'utilisation de logiciel Eviews 4.1 et nos résultats sont présentés corrélativement à la structure de la modélisation, modèle VAR.

Chapitre I

Chapitre I : Etude descriptive sur la Croissance économique

Introduction

Depuis Adam Smith, la croissance occupe l'esprit de nombreux économistes. La croissance économique n'est pas un fait naturel ; c'est au contraire un évènement historique exceptionnel, dont le début est récent : le dix-huitième siècle « pour la Grande-Bretagne ; le dix-neuvième pour quelques autres pays occidentaux : la France, l'Allemagne, les États-Unis, l'Italie ; le vingtième siècle pour beaucoup d'autres.

La théorie de la croissance économique a repris avec vigueur depuis les Trente Glorieuses alors que l'entre-deux-guerres était caractérisé par une réflexion sur les cycles.

La notion de la croissance économique ainsi que ses instruments de mesure ont connues une longue histoire et continue d'alimenter les débats sur leur efficacité et leur pertinence.

On propose dans ce chapitre de faire ressortir les grandes notions théoriques de la croissance et les instruments de mesures de la richesse nationale ensuite les facteurs et les différentes théories qui la fondent.

Chapitre I : Etude descriptive sur la Croissance économique

Section 1 : généralités sur la croissance économique

Pour mieux comprendre l'importance du phénomène de la croissance économique nous tenterons d'éclaircir la notion de croissance économique, présenter ses concepts de base ainsi que ses différents indicateurs de mesure.

1-1) Les différentes définitions de la croissance économique

Pour Jacques MULLER¹ : « la croissance économique est une notion purement qualitative qui reflète l'augmentation de la production à long terme dans une économie, comme nous pouvons la mesurer »

Pour François PERROUX² : « la croissance économique est l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit net en terme réel »

Adam SMITH définit La croissance économique comme « un accroissement durable de sa dimension, accompagné de changements de structure et conduisant à l'amélioration du niveau de vie ».

D'après ces définition on constate que la croissance économique désigne la variation positive de la production de biens et de services marchands dans une économie sur une période donnée, généralement une période longue, elle concerne souvent les grands agrégats économiques et constitue un phénomène quantitatif.

1-1-1) Quelques concepts de la croissance économique

- **la croissance intensive** : elle se caractérise par une meilleure utilisation des facteurs de production qui permet de réaliser des gains de productivité.
- **La croissance extensive** : elle est une augmentation quantitative des facteurs de production, cette augmentation peut être par regroupement ou fusion avec d'autres entreprises.

¹ MULLER Jacques, « Manuel et application économique », DUNOD, Paris, 1999, P34.

² PERROUX François, « les théories de la croissance », DUNOD, Paris, 2004, P254.

Chapitre I : Etude descriptive sur la Croissance économique

- **La croissance potentielle** : elle correspond à l'utilisation maximale de tous les équipements et facteurs de production et à la productivité optimale du fait de la qualification de la main d'œuvre et du savoir-faire.
- **Le progrès technique** : expression désignant tout phénomène permettant d'obtenir une production plus élevée, sans augmentation du volume des facteurs de production utilisés.
- **La croissance exogène** : selon le modèle de Solow, elle signifie que le progrès technique est quelque chose d'exogène c'est-à-dire qui vient de l'extérieur.
- **La croissance endogène** : les théories endogènes considèrent que la croissance est autoentretenu, c'est la croissance qui va produire de la croissance. Dans ces théories le progrès technique est lui-même endogène, il est le résultat de l'activité économique.
- **Le taux de croissance** : le taux de croissance d'une économie est généralement mesurer par l'augmentation en pourcentage de son produit national brut en volume ou de son produit intérieur brut.

1-2) La mesure de la croissance économique

L'indicateur le plus utilisé pour mesurer la croissance économique est le produit intérieur brut (PIB). Il est mesuré en volume ou à prix constants pour corriger les effets de l'inflation.

Le PIB mesure la croissance économique d'un pays il donne une indication sur la puissance économique et la richesse d'un pays. Le PIB se définit comme étant la somme des valeurs ajoutées de tous les secteurs institutionnels sur un territoire, il est évalué en terme brut (inclus les amortissements), il est exprimé en volume c'est-à-dire à prix constants³.

$$PIB = \sum VAB \quad ^4$$

Avec VAB : valeur ajoutée brute

Cependant, cet indicateur du PIB pose des problèmes subsistants dans la mesure de la croissance. Il est pour cela l'objet de plusieurs critiques :

- il ne mesure pas le travail bénévole, le travail domestique, l'économie souterraine (travail noir, activités illégales : drogue, proxénétisme...)

³BEITONE Alain, DOLLO Christine, GUIDONI Jean Pierre, LEBARDEZ Alain, Dictionnaire des sciences économiques, Armand Colin, Paris, 1991, p111.

⁴ Idem.

Chapitre I : Etude descriptive sur la Croissance économique

- il ne déduit pas les dégradations de l'environnement, la pollution... au contraire on l'additionne. Un accident routier avec des morts augmente la valeur ajoutée des garagistes, des hôpitaux, des dépanneurs ...
- il ne reflète pas les inégalités car la PIB/HB n'est qu'une moyenne qui n'indique pas comment sont réparties les richesses.
- Il ne mesure pas le bien être, la santé, l'éducation, ou le chômage.
- Les signaux qu'il envoie ne permettent pas de prévenir les crises et d'orienter les politiques économiques vers plus de bien-être.

Pour conclure, on peut dire que le PIB est un indicateur extrême utile pour mesurer l'activité économique d'un pays. Toutefois, il ne peut à lui seul donner des indicateurs pertinents sur le bien-être des individus ; c'est un baromètre de croissance et non de développement, c'est pourquoi il convient de compléter avec d'autres outils ayant comme souci de combiner l'économique, le social, et l'environnement. Le rapport du PNUD sur le développement humain en 1996 définit cinq formes de « mauvaise » croissance à éviter :

- la croissance sans création d'emplois ;
- celle qui accroît les inégalités ;
- la croissance sans progrès vers la démocratie ;
- celle qui s'accompagne de perte d'identité culturelle et ;
- la croissance qui dilapide les ressources aux générations futures.

1-3) les facteurs de la croissance économique

On entend souvent par les facteurs de la croissance tout ce qui peut avoir un effet immédiat et quasi mécanique sur la croissance. Les facteurs de croissance agissent essentiellement sur l'offre des biens et services. Cependant, on peut distinguer trois facteurs de croissance, à savoir le facteur travail, le facteur capital et le progrès technique.

1-3-1) Le facteur travail

Dans une économie, le travail est représenté par les capacités physiques et intellectuelles que les hommes mettent en œuvre pour produire les biens et services nécessaires à la satisfaction de leurs besoins. Il s'agit de la totalité des forces disponibles pour produire. Ainsi la contribution du facteur travail peut s'expliquer par une plus grande utilisation de celui-ci (aspects quantitatifs).

Chapitre I : Etude descriptive sur la Croissance économique

L'aspect quantitatif se base sur la population active ainsi que celles n'ayant pas d'emploi (chômeurs) car population active = actifs occupés + chômeur, et cette population active est fixée par une durée de travail dans le cadre de la production de biens et services.

L'accroissement de la population active est dû essentiellement à l'évolution démographique, et à l'arrivée de travailleurs étrangères (immigration) et aussi à l'évolution du mode de vie (travail des femmes, durée des études, âges de départ en retraite).

L'aspect qualitatif se base sur la qualité du facteur travail fournie par la main d'œuvre qualifiée afin de réaliser la productivité. Cette dernière peut être mesurée par rapport à un volume de production réalisé et un volume de travail nécessaire à cette production.

$$\text{Productivité} = \text{production en volume} / \text{quantité de travail utilisée}$$

Cette productivité peut être évaluée en fonction de trois caractéristiques individuelles des personnes active : le niveau est en effet une source de qualité de la main d'œuvre. Ensuite, on indique traditionnellement que la productivité féminine est inférieure à celle de la main d'œuvre masculine. Les sources d'amélioration de la qualité du facteur travail résident dans le capital humain via les capacités physiques et intellectuelles dont l'être humain est doté. Ce capital s'accroît grâce à la formation continue.

1-3-2) le facteur capital

La première référence concerne le capital technique ou le capital fixe au sens de la comptabilité nationale. Par définition, le capital technique est l'ensemble des moyens de production utilisés pour produire des biens et services. Il est constitué de la somme du capital fixe qui regroupe les biens d'équipements et les machines utilisés au cours de processus de production et du capital circulant (consommation intermédiaire) et sa qualité peut se repérer d'abord à sa productivité. Cette dernière se calcule par le rapport entre la valeur ajoutée (VA) produite et le stock de capital fixe nécessaire à cette production. Pour ce calcul, on exclut généralement les moyens du capital fixe non productif (exemple : Bâtiments).

L'accumulation de ce capital dépend de l'investissement qui est, par définition, une dépense immédiate en vue de recettes futures ou d'économie de coût. Il existe deux types d'investissement matériel correspond à la formation brute de capital fixe (FBCF) et l'investissement immatériel qui regroupe l'investissement intellectuel (formation continue, recherche et développement) ainsi l'investissement incorporel (brevet, logiciels, publicité).

Chapitre I : Etude descriptive sur la Croissance économique

1-3-3) le progrès technique

Dans la plupart du temps, pour mesurer la croissance économique, seuls deux facteurs sont étudiés : le travail et le capital. La productivité apparente des deux facteurs est en effet facilement calculable : il suffit de faire le rapport entre la production réalisée et les facteurs mis en œuvre. La contribution de ces deux facteurs à la croissance ne suffit cependant pas à expliquer la totalité de la croissance: il existe un « résidu » de croissance non expliqué. C'est ce résidu qui est assimilé aux effets du progrès technique. Celui-ci peut être un élément indispensable à la croissance d'un pays.

En économie, le progrès technique désigne le processus général de développement et de perfectionnement des méthodes et des moyens de production destinés à la maîtrise de la nature par l'homme, en réduisant de plus en plus l'effort humain.

Cependant, le progrès technique se manifeste par des changements de machine, la mise en œuvre de nouvelle méthode d'organisation ou l'ouverture de nouveaux débouchés.

Le progrès technique résulte directement des innovations c'est-à-dire de la mise en application d'une invention. En modifiant les techniques de production, ces innovations vont donner au facteur de production capital, une place de plus en plus importante dans la combinaison productive vis-à-vis du facteur travail⁵.

Section 2 : Les théories de la croissance économique

Les théories explicatives de la croissance sont relativement récentes dans l'histoire de la pensée économique. Ces théories ont conduit à mettre en avant le rôle primordial du progrès technique dans la croissance. Sur le long terme, seul le progrès technique est capable de rendre plus productive une économie (et donc de lui permettre de produire plus, c'est-à-dire d'avoir de la croissance). Toutefois, ces théories expliquent encore mal d'où provient ce progrès, et en particulier en quoi il est lié au fonctionnement de l'économie.

⁵ DIEMER Arnaud, « théories de la croissance endogène et principes de convergence », document de travail, MCF IUFRM D'Auvergne, pp7-8.

Chapitre I : Etude descriptive sur la Croissance économique

2-1) Les théories de la croissance démographique

La croissance démographique représente la variation de la population dans le temps Elle peut être exprimée par le taux d'évolution du nombre d'individus au sein d'une population par unité de temps

2-1-1) Le malthusianisme

2-1-1-1) Malthus et sa thèse

Thomas Malthus (1766-1834)⁶ était un prêtre britannique, mais également un économiste libéral. Dans son Essai sur « le principe de population », la population croît selon les termes d'une suite géométrique (1, 2, 4, 8,16...), alors que les subsistances (la production agricole) croient selon les termes d'une suite arithmétiques (1, 2, 3, 4,5...). D'où le fait est qu'il y aura nécessairement pénurie ! Malthus ici se sert de la « loi des rendements décroissants » de la production agricole pour expliquer ce décalage entre les ressources et la population.

Pour lui, la seule solution (radicale) reste la contrainte morale, c'est-à-dire l'abstinence et la chasteté, puisqu'il faut à tout prix limiter la croissance démographique, pour éviter qu'elle ne dépasse les potentialités de la production.

Critique de Karl Marx :

Karl Marx (1818-1883) fut un des premiers à rejeter les thèses de Malthus et surtout l'idée de « loi naturelle » indépendante des conditions de production. Pour lui, la surpopulation n'est que relative et la conséquence de l'état des techniques à un moment donné. Pour lui, les limites de la planète évoluent avec le progrès technique et le niveau de développement : « La surpopulation relative n'a pas la moindre relation avec les moyens de subsistances comme tels mais avec la manière de les produire »⁷

2-1-1-2) Le néo-malthusianisme

⁶Une édition électronique réalisée à partir du livre de Thomas Robert Malthus (1798), Essai sur le principe de population. Paris : Éditions Gonthier, 1963, 236 pages. Collection : Bibliothèque Médiations. (Préface et traduction par le docteur Pierre Theil).

⁷MARX.K, « Bibliothèque de la Pléiade », Gallimard, 1977, tome 2.

Chapitre I : Etude descriptive sur la Croissance économique

Pour les néo-malthusiens, il existe un certain nombre d'arguments qui plaident en faveur d'une croissance démographique faible (mais ces arguments concernent plus directement le développement de la croissance économique en tant que telle).

Au niveau microéconomique, le premier argument consiste à dire que réduire le nombre d'enfants par femme permet d'augmenter le niveau de vie.

Au niveau macroéconomique, les ressources naturelles étant limitées, le fait de ne pas maîtriser la croissance démographique, implique que l'on surexploite le sort des générations futures.

Finalement le malthusianisme préconise une faible croissance démographique pour assurer une meilleure croissance économique (ou en tous les cas ne pas l'entraver). Mais les arguments du courant « récent » restent des arguments essentiellement qualitatifs, c'est-à-dire qui concernent le développement plutôt que l'augmentation des richesses (quantitatifs).

Mais aujourd'hui, il subsiste ce discours néo-malthusien, alimenté par la forte croissance démographique des pays du tiers-monde⁸.

2-1-2) Le populationnisme

Jean Bodin (1530-1596): « il n'est de richesses que d'hommes »⁹.

On comprend alors que la thèse populationniste est l'opposé de la thèse de Malthus.

2-1-2-1) Les précurseurs

Des auteurs comme Vauban, F. Quesnay et J. Bodin voyaient dans l'homme la seule richesse d'un royaume. Leur théorie est que si les hommes sont la force d'une nation et que leur nombre augmente, la production suivra et le pays n'en sera que plus puissant. Ce qui revient à dire que la croissance démographique est un facteur permissif de la croissance économique.¹⁰

⁸ CANALIS Emilie, EBERT Corinne, croissance et population, Licence Analyse et Politiques Economiques, 1999-2000, pp5-6.

⁹BODIN Jean, « les Six Livres de la République », Paris, 1576, livre V, chapitre II.

¹⁰ Idem, p7.

Chapitre I : Etude descriptive sur la Croissance économique

2-1-2-2) Le néo populationnisme

Ce courant est souvent illustré par la thèse d'Esther Boserup (milieu des années soixante), encore appelée la thèse de la pression créatrice : la croissance de la population fait pression sur l'amélioration des techniques de production (hausse du progrès technique et de l'innovation favorisée). En fait, pour cet auteur, ce n'est pas la richesse qui détermine la population, mais la population qui détermine la richesse, grâce notamment à cette pression créatrice qu'elle génère.

Finalement, pour les néo populationnistes, la croissance démographique ne constitue en rien un frein mais plutôt un stimulant pour la croissance économique.

2-1-3) La thèse d'Alfred Sauvy

Selon les études d'Alfred Sauvy, il n'y a pas de corrélation directe entre croissance démographique et croissance économique, puisque tous les cas existent. En effet, on peut avoir le cas d'une faible croissance démographique avec en parallèle une faible croissance économique (exemple avec la France entre les deux guerres) ou bien encore la situation d'une forte croissance de la population avec une faible croissance économique (exemple avec le tiers-monde) ou enfin le cas d'une faible croissance démographique et d'une forte croissance économique (exemple avec le Japon dans les années soixante-dix, quatre-vingt).

Pour lui, il est nécessaire de faire une étude cas par cas, puisqu'il n'existe pas de cas général où la corrélation entre croissance démographique et croissance économique serait directe. Tout dépend du pays et de sa situation (pyramide des âges, choix sociaux et politique...) et dans la Théorie générale de la population comme dans l'ensemble de son œuvre, Alfred Sauvy enseigne que la croissance de la population n'est pas un obstacle au progrès économique. Plusieurs de ses articles sont consacrés à l'analyse des corrélations entre la croissance démographique et la croissance économique et concluent à l'absence de relation de causalité entre ces deux grandeurs, ni dans un sens, ni dans l'autre.

2-2) La théorie de la croissance exogène

La croissance exogène est une théorie de croissance économique qui considère le progrès technique comme exogène. Le modèle de croissance exogène le plus connu est le modèle de

Chapitre I : Etude descriptive sur la Croissance économique

Solow¹¹ qui propose un modèle néoclassique de croissance qui est de nature optimiste car il ne prévoit pas de situation de crise.

2-2-1) La théorie de Solow

Dans "A Contribution to the Theory of Economic Growth"¹² en 1956, Solow fonde sa théorie qui deviendra par la suite la base du modèle de croissance exogène, dont la paternité est partagée entre Solow et Trevor Swan¹³¹⁴, qui est arrivé aux mêmes conclusions que celui-ci en travaillant indépendamment. L'intérêt de son modèle est de mettre en avant le rôle crucial du progrès technique dans la croissance économique. Selon ce modèle, le développement économique s'explique par trois paramètres : les deux premiers sont l'accroissement des deux principaux facteurs de production - à savoir le capital (au sens d'investissement) et le travail (quantité de main d'œuvre), et le troisième le progrès technologique.

Le modèle est fondé sur une fonction de production à deux facteurs: le travail et le capital. La production résulte donc exclusivement de la mise en combinaison d'une certaine quantité de capital (capital physique) et de travail (main d'œuvre).

Ce modèle essaye de montrer d'une part, qu'il existe un équilibre dynamique de l'économie et d'une autre part que cet équilibre est stable et autorise le plein emploi les hypothèses retenues sont les suivantes: l'économie produit un bien unique en combinant deux inputs le travail et le capital physique; le capital est homogène car il est formé d'un bien unique; le taux de croissance(constant)de la force de travail est une variable exogène au modèle; la fonction de production utilisée par Solow est une fonction à facteur substituable qui connaît des rendements décroissant par contre, le rendements d'échelle sont supposés constants. Ce modèle déduit trois prédictions :

-Augmenter la quantité de capital (c'est-à-dire investir) augmente la croissance : avec un capital plus important, la main d'œuvre augmente sa productivité (dite apparente).

¹¹SOLOW Robert, « A contribution to the theory of economic growth », Quarterly Journal of Economics, 1956.

¹² Op.cit, pp. 65-94.

¹³ Robert W. Dimand et Barbara J. Spencer (2009), «Trevor Swan And The Neoclassical Growth Model» NBER Workink Paper n°13950

¹⁴L'article fondateur de Trevor Swan est «EconomicGrowth and Capital Accumulation», Economic Record, 32.63: 334-361.

Chapitre I : Etude descriptive sur la Croissance économique

-Les pays pauvres auront un taux de croissance plus élevés que les pays riches. Ils ont en effet accumulé moins de capital, et connaissent donc des rendements plus faiblement décroissant, c'est-à-dire que toute augmentation du capital Y engendre une augmentation de la production proportionnellement plus forte que dans les pays riches.

-En raison des rendements décroissant des facteurs de production, les économies vont atteindre un point où toute augmentation des facteurs de production n'engendrera plus l'augmentation de la production par tête. Ce point correspond à l'état stationnaire. Solow note toutefois que cette troisième prédiction est irréaliste : en fait, les économies n'atteignent jamais ce stade, en raison du progrès technique qui accroît la productivité des facteurs.

Il en résulte du modèle de Solow la notion de convergence conditionnelle qui signifie que plus le niveau de départ du produit réel par habitant est faible par rapport à sa position de long terme ou d'état régulier, plus le taux de croissance de l'économie est rapide. C'est l'hypothèse de rendements décroissant du capital qui permet de l'expliquer : les systèmes productifs qui, comparativement à leur stock de capital par tête a long terme, ont moins de capital par tête, tendent à avoir des taux de rendements du capital est des taux de croissance de produit plus élevés. Mais cette convergence est qualifiée à juste titre de conditionnelle, car dans le modèle de Solow, les niveaux d'état régulier du capital par tête et de la production par tête dépendent du taux de croissance de la population, du taux d'épargne est de la position de la production, autant de paramètre qui peuvent varier selon les économies¹⁵.

Alan Blinder, professeur à Princeton déclara «Attention, il n'y a pas seulement un modèle qui porte son nom, il y a même aussi un résidu!»¹⁶. En effet, dans son article «Technical Change and the Aggregate Production Function» de 1957¹⁷, il décompose les sources de la croissance entre capital, travail et progrès technologique. Si les deux premières sources peuvent être contrôlées, la dernière apparaît dans sa logique comme exogène. Ainsi, ses résultats génèrent ce progrès comme résidu. Un résidu surprenant en termes d'ampleur et de son importance dans l'explication de la croissance. Il explique à plus de 80 % la croissance américaine, selon ses résultats. C'est ce fameux résidu qui va porter son nom et va constituer avec le temps un des grands mystères de l'économie de la croissance, jusque officiellement à

¹⁵ GUELLEC Dominique, RALLE Pierre « les nouvelles théories de la croissance », Edition la Découverte, Paris, 2001, pp30-35.

¹⁶ Blinder, Alan, 1989, "In Honor of Robert M. Solow: Nobel Laureate in 1987," Journal of Economic Perspectives, Vol. 3, No. 3.

¹⁷ SOLOW Robert, 1957, "Technical Change and the Aggregate Production Function", the Review of Economics and Statistics, Vol. 39, No. 3, p. 312-320.

Chapitre I : Etude descriptive sur la Croissance économique

la soutenance de la thèse de Paul ROMER, qui va l'endogénéiser dans son article « Increasing Returns and Long Run Growth. »¹⁸.

Expression mathématique de La Fonction de production :

$$Y = AK^{\alpha}L^{1-\alpha}$$

C'est une fonction de Cobb-Douglas où Y représente la production totale de l'économie, A la productivité globale des facteurs (aussi appelée niveau technologique ou niveau de progrès technique), K le capital et L le travail.

2-2-2) Paradoxe de Solow

En 1987, Solow fit remarquer que l'introduction massive des ordinateurs dans l'économie, contrairement aux attentes, ne se traduisait pas par une augmentation statistique de la productivité. Cette constatation a reçu le nom de paradoxe de Solow, formulé sous la forme « You can see the computer age everywhere except in the productivity statistics »¹⁹. (« Vous pouvez voir l'ère informatique partout, sauf dans les statistiques de la productivité »).

Il s'explique par le décalage dans le temps entre l'investissement en connaissances et son impact, dû au temps de formation et aux effets d'obsolescence.

Avec une croissance soutenue à partir de 1992, on a cru que les États-Unis étaient parvenus à briser ce "paradoxe" : retour d'une productivité record. Business Week²⁰ a parlé du nouveau paradigme économique. Solow lui-même y a cru : "il est possible que ce soit la fin du paradoxe des ordinateurs, mais je n'en suis pas sûr" (Le Monde de l'économie, 18 avril 2000). Finalement, la nouvelle économie ne tenait qu'à une bulle spéculative qui a fini par exploser. Le paradoxe de Solow, lui, tient toujours.

Pour Solow l'équilibre est la règle et le déséquilibre l'exception, il pense qu'à long terme l'économie tend vers une situation d'équilibre.

¹⁸ ROMER Paul, Increasing Returns and Long Run Growth, Journal of Political Economy, October 1986

¹⁹ LEMOINE Philippe, les nouvelles théories et ses paradoxes, LASER, 2000, paris, cahier LASER N°3.

²⁰ TRIPLETT Jack E., the Solow productivity paradox: what do computers do to productivity?, business week, Brookings Institution, 20mai, 1998.

Chapitre I : Etude descriptive sur la Croissance économique

2-3) La théorie de la croissance endogène

Endogène c'est interne, ce qui est produit, ce qui émane de l'intérieur d'un organisme ou d'une structure, en dehors de tout apport ou influence extérieure. On appelle croissance endogène, non pas une forme de croissance, mais une théorie qui explique la croissance économique par des facteurs endogènes comme le développement du capital humain, le capital physique, le capital public et le capital technologique²¹ :

- **Le capital physique** : C'est l'équipement dans lequel investit une entreprise pour la production de biens et de services.

- **La technologie** : C'est l'analyse des conditions économiques qui favorisent le changement technique. Chaque changement technique provient d'une idée mise en forme et testée. Cependant, entre l'émergence d'une idée nouvelle et sa mise en œuvre concrète, il peut y avoir un très long chemin (test, essais, erreurs...)

- **Le capital humain** : Le capital humain désigne l'ensemble des capacités apprises par les individus et qui accroissent leur efficacité productive. Chaque individu est en effet, propriétaire d'un certain nombre de compétences, qu'il valorise en les vendant sur le marché du travail.

- **Le capital public** : Il correspond aux infrastructures de communication et de transport. Elles sont au cœur du modèle élaboré par R.J Barro. En théorie, le capital public n'est qu'une forme de capital physique. Il résulte des investissements opérés par l'Etat et les collectivités locales. Le capital public comprend également les investissements dans les secteurs de l'éducation et la recherche.

Cette théorie remet en question le modèle édicté par l'économiste américain Robert Solow (dit "modèle de croissance exogène") La théorie de la croissance endogène à son origine en 1986 dans un article de Paul ROMER, intitulé "Increasing Returns and Long Run Growth"²², qui lie la croissance au comportement, aux initiatives et au développement des compétences des agents économiques. Développée notamment par Paul ROMER, Robert E. LUCAS, et Robert BARRO, elle est devenue l'un des sujets d'étude majeur en sciences économiques.

²¹ Cours de Mr DIEMER, économie générale : La croissance économique, partie II chapitre 4, p104

²²ROMER Paul , «*Increasing Returns and Long Run Growth*, *Journal of Political Economy*», October, 1986

Chapitre I : Etude descriptive sur la Croissance économique

2-3-1) Le modèle AK

Le modèle AK est ainsi le premier modèle de la croissance endogène, c'est un modèle économique mis en place entre la fin des années 1980 et le début des années 1990. Plusieurs économistes se sont attelés à ce modèle, à commencer par ROMER, suivi par la suite par Rebelo, Mankiw et Weil.

Ces économistes, bien qu'attachés au modèle de croissance élaboré par Solow, et reconnaissant sa validité, ont cependant voulu dépasser deux limites perçues dans cette théorie. La première est que, dans le modèle de Solow de base, lorsqu'il n'y a pas de progrès technique ou que celui-ci n'est pas continu, la croissance n'est pas entretenue et l'économie arrive au bout d'une certaine période à un état stationnaire, caractérisé par une croissance nulle. La seconde est que, même dans les versions plus élaborées du modèle de Solow, le taux de croissance est déterminé de manière exogène. Ainsi, si le modèle de Solow envisage que le progrès technique soit source d'une croissance continue, celui-ci n'est pas inclus dans le modèle, c'est une donnée. La croissance, dépendant essentiellement du progrès technique sur le long terme (une fois les opportunités de rattrapage ou d'utilisation optimale des facteurs de production épuisées), est alors elle aussi exogène au modèle.

Il est intéressant de noter que, dans ce modèle, une focalisation est faite sur un unique facteur : le capital. Ce premier modèle ne prend pas en compte les autres facteurs alors que l'élément A (productivité totale des facteurs) de l'équation $Y=AK$ ²³ montre déjà qu'une croissance continue est possible grâce à une amélioration constante de la productivité par le progrès technique. Romer lui-même, avec d'autres économistes tels que Lucas et Barro, a développé cet aspect dans le reste de leurs travaux sur l'endogénéisation de la croissance.

Ce modèle est donc le premier à montrer qu'une croissance endogène de l'économie est possible. En effet, si l'économie parvient à assurer des rendements constants égaux alors la production totale du capital dépend essentiellement du facteur capital et l'accumulation de capital permet la croissance endogène de l'économie. Deux difficultés vont donc se poser pour assurer cette endogénéisation : la lutte contre les rendements décroissants et le maintien d'une situation d'accumulation de capital. Ainsi, dans cette configuration, la possibilité d'une action publique est reconnue.

²³ AGHION Philippe, HOWITT Peter, théorie de la croissance endogène, DUNOD, paris, 2000, p27.

Chapitre I : Etude descriptive sur la Croissance économique

Trois économistes ont développé la théorie de la croissance endogène : Paul ROMER, Robert LUCAS et Robert BARRO, chaque un d'eux a montré que l'accumulation du capital peut donner une croissance endogène.

2-3-2) Paul ROMER

Pour ROMER²⁴ il s'agit de l'investissement (capital physique) qui incorpore des nouvelles technologies (capital technologique) ces deux facteurs produisent de l'accumulation des connaissances, pour pouvoir utiliser ce capital technique et capital technologique il faut acquérir de nouvelles connaissances, avec ces nouvelles connaissances on peut de nouveau incorporer du capital technologique plus moderne qui produira de nouvelles connaissances donc on est dans un phénomène endogène et donc dans une croissance endogène²⁵.

L'accumulation des connaissances peut se faire d'une manière constante il y a pas d'arrêt donc on est en présence d'une croissance qui peut durer sur le long terme.

2-3-3) Robert LUCAS

LUCAS insiste sur le capital humain il pense que si la formation s'améliore et les salariés sont constamment formés par les entreprises il va y avoir une productivité supérieure de ces salariés, ces derniers pourront à mieux travailler, donc il y aura encore une nouvelle formation chaque fois qu'il y aura de nouvelles technologies. Ainsi on élève le capital humain qui va provoquer des externalités positives parce que en fait et à mesure on améliore la formation ces salaires vont se répartir dans diverses entreprises et vont apporter leur amélioration de connaissances, leurs nouvelles formations et celle-ci va reprendre dans l'ensemble du tissu industriel et pourra donner une amélioration généralisée du capital humain.

Ainsi il y aura d'abord une croissance endogène parce que ce capital humain sera amélioré et ensuite des externalités positives parce que cette amélioration produira de nouvelles améliorations dans l'ensemble de l'économie.

²⁴ROMER Paul, « why, indeed, in America? Theory, history and origins of modern economic growth », papier de travail 5443, université de Californie, Berkeley, 1996, p1-2.

²⁵ROMER Paul, « human capital and growth: theories and evidence », papier de travail n°3173, université de Cambridge, 1989, p3.

Chapitre I : Etude descriptive sur la Croissance économique

2-3-4) Robert BARRO

BARRO insiste sur le capital public il pense que les investissements sont fondamentaux. Ces investissements sont l'éducation (elle va donner un capital humain nettement supérieur) ; les infrastructures (elles vont permettre aux pays d'avoir des facilités pour le transport par exemple au niveau économique et aussi pour les télécommunications) ; la recherche fondamentale (on ne peut attendre du privé qu'il fasse une recherche fondamentale longue et pas toujours fructueuse alors que l'Etat peut le faire au nom de la collectivité). L'éducation, les infrastructures, et la recherche fondamentale sont eux-mêmes entretenues. Plus d'éducation va donner un capital humain plus élevé, plus les infrastructures vont améliorer l'économie et la recherche fondamentale va permettre d'avoir un capital technologique supérieur là aussi des externalités positives.

La croissance économique, grâce à cette accumulation du capital technique, technologique, humain et public, va être une croissance auto-entretenue

La croissance endogène réhabilite le rôle de l'Etat. En retrouvant le rôle de l'Etat à travers les investissements publics et s'est BARRO qui insiste dessus et aussi à travers l'éducation. Par sa voie son rôle au niveau du capital humain, il retrouve encore le rôle de l'Etat avec la recherche fondamentale qui va permettre de développer le capital technologique, donc le rôle de l'Etat est fondamentale dans la recherche de la croissance économique.

Chapitre I : Etude descriptive sur la Croissance économique

Conclusion

Pour conclure, nous avons essayé dans ce premier chapitre de toucher aux importants points concernant la croissance économique, nous n'avons exposé aucun modèle de croissance dans ce chapitre, on a essentiellement présenté les théories qu'illustrent les modèles.

Donc, La croissance est un processus fondamental des économies contemporaines, lié notamment à la révolution industrielle, à l'accès à de nouvelles ressources minérales (mines profondes) et énergétiques (charbon, pétrole, gaz, énergie nucléaire...) ainsi qu'au progrès technique. Elle transforme la vie des populations dans la mesure où elle crée davantage de biens et de services. À long terme, la croissance a un impact important sur la démographie et le niveau de vie (à distinguer de la qualité de vie) des sociétés qui en sont le cadre. De même, l'enrichissement qui résulte de la croissance économique peut permettre de faire reculer la pauvreté.

Chapitre II

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

Introduction

Le commerce international est l'échange de biens, de services et capitaux entre pays. Ce type de commerce existe depuis des siècles, mais il connaît un nouvel essor du fait de la mondialisation économique.

Les échanges commerciaux internationaux se caractérisent actuellement par des accords régionaux, ou par des accords bilatéraux, les pays sud de la méditerranée adoptent des stratégies multilatérales, et en même temps réalisent des stratégies bilatérales. Concernant le cas de l'Algérie qui relativement bien dotée en facteur travail, et dans certain richesses naturelles (Gaz, Pétrole), et l'Europe qui est relativement bien dotée en capital. Donc il est bénéfique pour l'Algérie de se spécialiser dans la production des biens dont ont besoin de travail, et importer des biens dotés en capital de l'Europe.

Ce chapitre sera respectivement réparti en trois sections : définitions et généralités sur le commerce international, l'ouverture économique et pour terminer la relation entre le commerce international et la croissance économique.

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

Section 1 : le commerce international

Dans cette section nous allons présenter le commerce international, son évolution ainsi que les théories du commerce international.

1-1-) présentation du commerce international

Le commerce est une activité consistant à fabriquer, transporter et vendre des biens ou des services dans un autre lieu dans le but de les échanger. Selon l'économiste britannique Adam SMITH¹, l'objet des sociétés civiles consiste en la réalisation de leurs intérêts matériels.

Dans la littérature économique beaucoup d'auteurs utilisent les expressions commerce extérieur et commerce international comme étant synonymes. Le commerce extérieur, c'est celui qui comprend l'ensemble des échanges entre habitants des pays différents. Il est divisé en commerce d'importation, d'exportation et de transit.

Le commerce d'importation, c'est celui qui consiste à acheter de l'étranger le produit destiné à la consommation locale. Le commerce d'exportation est celui qui consiste à vendre à l'étranger le bien produit dans les frontières d'un pays. Et le commerce de transit est la faculté accordée à un produit originaire d'un pays A et destiné à la consommation d'un pays C de traverser le pays B sans acquitter le droit de douanier.

En définitive, le commerce extérieur peut être considéré comme l'ensemble des échanges entre un pays et l'ensemble de ses partenaires extérieurs. Et le commerce international peut donc être défini comme l'ensemble de transactions commerciales entre les différentes nations du monde.² Il s'agit ici d'un aspect plus dynamique dans ce sens que tout ce qui est produit quelque part est vendu, et consommé ailleurs.

L'échange permet alors la satisfaction des besoins en permettant aux individus de se procurer ce qu'ils convoitent sans nécessairement avoir à le produire eux même. La découverte de nouveaux territoires, synonyme de nouveaux biens, consiste le facteur qui explique le développement de l'échange, pulsion naturelle des individus.

¹ SMITH Adam, Commerce International, Edition 2, 1990.

² MINON : cours de pratique de commerce international, 2° Graduat, ISPL, 1993-1994.

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

L'importance du commerce international varie en fonction des pays. Certains pays n'exportent pas que pour élargir leur marché intérieur ou pour aider certains secteurs de leur industrie. D'autres sont largement dépendants des échanges internationaux pour l'approvisionnement en biens destinés à la consommation immédiate ou pour revenus en devises.

1-2) L'évolution du commerce international

Sous l'égide du GATT³ puis de l'OMC⁴, l'après-guerre froide est marqué par une réduction progressive et importante des barrières à l'échange. La croissance du commerce international qui en découle est patente : En valeur, les exportations mondiales de marchandises sont ainsi passées de deux mille milliards de dollars en 1980 à plus de cinq mille milliards de dollars en 1995 (dollars courants) et celles de services s'élèvent désormais quant à elles à 1300 milliards de dollars⁵. Bien que plus erratique, la progression du commerce au cours des décennies 1980 et 1990 reste importante et très largement supérieure à celle de la production mondiale.

Ces deux dernières décennies, les échanges commerciaux internationaux ont grandement augmenté, plus particulièrement pour les pays développés, et pour les nouveaux pays industrialisés, favorisant la croissance de ces derniers. Les pays les moins avancés n'ont pas connu une telle hausse des échanges commerciaux internationaux. Le volume du commerce mondial a été multiplié par quinze à partir des années 1950 et 1960 et il a encore triplé entre la chute du Mur de Berlin en 1990 et 2010⁶. En 2011⁷, les exportations mondiales de marchandises ont augmenté de 20 pour cent, tandis que les exportations mondiales de services commerciaux ont progressé de 11 pour cent.

³ GATT : General Agreement on Tariffs and Trade (GATT, en français: Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

⁴ OMC : L'Organisation mondiale du commerce (OMC, en anglais: World Trade Organization, WTO).

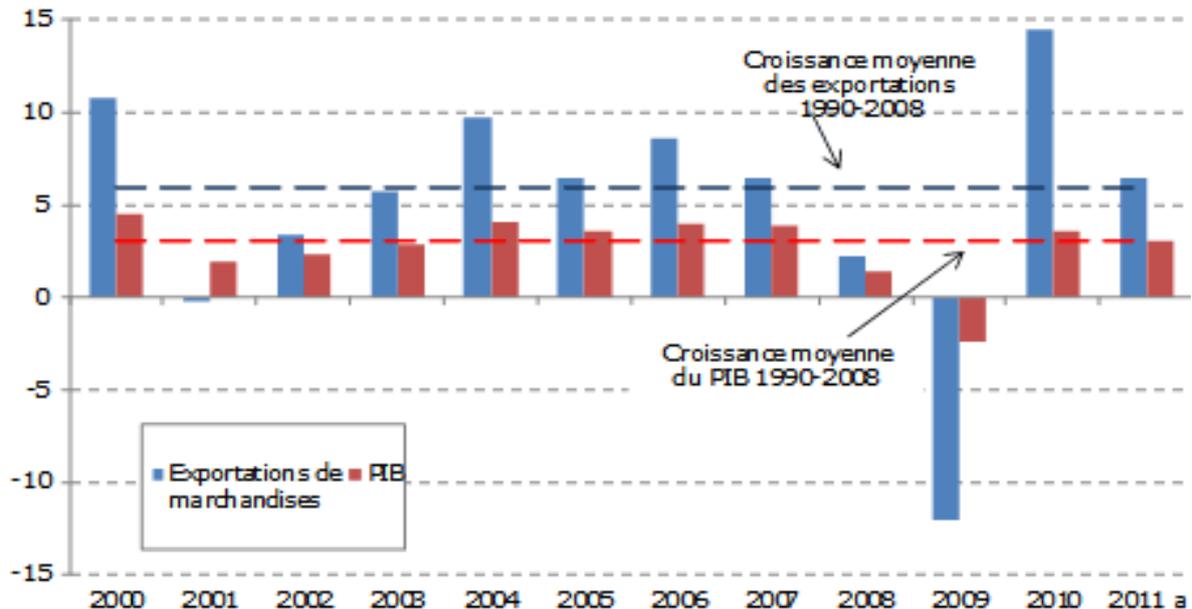
⁵ World Investment Directory Revue, Volume X Africa 2008.

⁶ World Trade monitor.

⁷ OMC, statistique du commerce mondial 2012, l'évolution du commerce mondial, Genève, p11.

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

Figure n°01 : Croissance en volume du commerce mondial des marchandises et du PIB, 2000-2011 Variation annuelle en pourcentage



Source : OMC.⁸

Les échanges internationaux des biens et services se sont accélérés, au cours de 2004, en rapport avec une forte demande mondiale, stimulée surtout par les importations soutenues des Etats-Unis dont la demande intérieure dépasse largement la production et celles de la Chine qui connaît une évolution rapide aussi bien des investissements que de la consommation. Aussi, le volume du commerce mondial de bien continué à progresser à un rythme soutenu⁹.

- **La polarisation des échanges internationaux**

La croissance du commerce mondial cache bien selon les termes de Roger BLEIN « des évolutions contradictoires ». La chute du Mur de Berlin et la disparition du rideau de fer ont entraîné avec elles la bipolarisation des systèmes : communiste et capitaliste¹⁰. A présent, c'est

⁸OMC, Rapport sur le commerce mondial 2005 : Analyse des liens entre le commerce, les normes commerciales et l'OMC, Genève, 2005, p.1

⁹PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 2005 : La coopération internationale à la croisée des chemins. L'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités, éd. Economica, Paris 2005, p.13

¹⁰BEKOLOEBE Bruno, « L'Afrique ne va-t-elle pas vers une diminution de ses avantages comparatifs ? », Africa Development, Vol. XXV, Nos. 3 & 4, 2000.

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

une multitude de pôles qui apparaît, transformant les échanges internationaux. On peut donc citer, au titre de ces pôles :

- **Le pôle nord-américain** : symbolisé par le traité de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada ;
- **Le pôle sud-est asiatique (ASEAN)** : structuré autour du Japon, sans préjudice de l'attrait qu'y exercent les Etats-Unis au titre des pays riverains du Pacifique ;
- **Le pôle européen (UE)** : structuré autour du noyau dur de la CEE (communauté économique européenne), dont les divers élargissements témoignent de sa montée en puissance et la constitution de l'Union économique et monétaire (avec l'Euro).

La mise en place de blocs économiques régionaux a ainsi renforcé les échanges entre pays voisins car en effet les blocs régionaux tendent à faciliter le flux des produits entre pays membres en réduisant des barrières commerciales et en augmentant la vitesse et le nombre des transactions. Et comme nous l'indique le graphique et le tableau ci-dessous, l'essentiel du commerce s'opère entre ces grands pôles économiques et à l'intérieur de chacun de ces ensembles économiques régionaux, organisés autour des grandes puissances. A titre d'exemple, nous avons les Etats-Unis pour l'ALENA, l'Allemagne et la France pour l'Union européenne et le Japon comme grande puissance (et bientôt la Chine) pour l'Asie-Pacifique.

Ces nations contribuent à structurer autour d'elles des espaces privilégiés d'échanges. Par exemple, près de 70 % des exportations de l'union européenne interviennent dans le cadre d'échanges entre pays membres. Il en va de même en Asie où relèvent d'un commerce intra-zone¹¹.

¹¹ Commerce international : le nouvel ordre des plus forts, Roger BLEIN in politique africain, N°71, octobre 1998, p39.

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

Tableau n°01 : Les exportations de marchandises en %

	En 10 milliards de dollars	En % du commerce mondial
Echanges intra-zone ALENA	57,9	10,6
Echanges intra-zone Europe Occidentale	162,5	29,7
Echanges intra-zone Asie-Pacifique	65	11,9
Echanges zone ALENA-Asie Pacifique	65,3	11,9
Echanges zone Transatlantiques	41,3	7,5
Echanges Europe Occidentale-Asie	42,8	7,8

- Source : Histoire Géographie 3^e, Collection Martin Ivernel, Hatier, Paris, Avril 2003, p.225

A partir du tableau et du graphique ci-dessus, nous voyons que l'importance des trois principaux pôles commerciaux y est confirmée aussi bien en termes d'échanges avec les autres groupes de pays qu'en termes de flux commerciaux intérieurs.

1-3) Les théories du commerce international

1-3-1) Théorie classique

Ces théories se situent dans le cadre de l'analyse néo-classique de l'échange international et montrent que les pays ont intérêt à suivre les principes du libre-échange et qu'ils doivent se spécialiser.

1-3-1-1-) Théorie de l'avantage absolu

Elle a été exprimée par Adam Smith en 1776 : «Un pays a intérêt à acheter à l'étranger, donc à importer, les biens qu'il produit lui-même à un coût plus élevé et à se spécialiser dans

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

les biens pour lesquels il a un coût moindre. Il doit exporter ces biens pour lesquels il dispose d'avantages absolus en matière de productivité.¹² »

Chaque nation doit chercher à se spécialiser dans les secteurs d'activités pour lesquels elle dispose un avantage absolu (Chaque pays doit valoriser son avantage absolu, c'est-à-dire la production pour laquelle il est le plus efficace. Les coûts de production étant par hypothèse mesurés en heures de travail, un pays A dispose d'un avantage absolu sur le pays B dans la production d'un bien donné si le pays A produit une unité du bien considéré avec moins d'heures de travail que le pays B). Ceci signifie que les facteurs de production ne servent pas à produire l'ensemble des biens et service nécessaire à la satisfaction des agents économique nationaux mais doivent être concentrés sur un nombre limité de biens et services ou la nation possède un avantage en termes de coût de production.

Une meilleure utilisation des ressources productives est donc obtenue au niveau mondial, grâce à la spécialisation et à la division internationale du travail. L'ouverture des marchés permet d'élever le niveau général de la production des pays, engendrant un gain au niveau mondial¹³

1-3-1-2) Théorie des avantages comparatifs

Développée par Ricardo en 1817, elle explique l'échange international dans le cas où un pays disposerait d'avantages absolus dans toutes les branches (au niveau de la productivité) et ou un autre pays, à l'opposé, serait totalement désavantagé. Il démontre, en s'appuyant sur deux pays, l'Angleterre et le Portugal, et sur leur production du drap et du vin, que même si le Portugal dispose d'un avantage absolu pour les deux produits, la spécialisation est globalement plus bénéfique aux deux pays. Le Portugal se spécialisera dans le vin et l'Angleterre dans le drap.

Il affirme que « chaque pays a l'intérêt à se spécialiser dans la production pour laquelle il est relativement le plus avantage ou le moins désavantagé ». Un pays se spécialisera dans le bien pour lequel il a l'avantage comparatif le plus élevé ou le désavantage comparatif le moins important.

¹² Adam Smith Op.cit., Edition3, 1990

¹³ Cours « les théories du commerce international » par E. Legrand-IUFM d'Auvergne /Université de Rennes1.

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

Le principe de l'avantage comparatif, dénommé aussi le principe des coûts comparés, s'énonce ainsi « A la condition nécessaire et suffisante qu'il existe une différence entre les coûts comparés constatés en autarcie dans plusieurs pays, chacun d'eux trouvera avantage à se spécialiser et à exporter les biens pour lesquels il dispose du plus fort avantage comparé ou du moindre désavantage comparé, en important en échange les autres biens de ses partenaires »¹⁴. L'avantage comparatif est l'argument le plus général et le plus puissant pour démontrer l'intérêt de l'échange international et de la spécialisation

1-3-2) Théorie suédoise

La deuxième grande théorie du commerce international fut d'abord esquissée par Eli HECKSHER en 1919, précisée par Bertil OHLIN en 1933, formulée définitivement sous la forme du « théorème HOS » par Paul SAMUELSON¹⁵. Cette théorie est l'extension du modèle ricardien : les échanges internationaux reposent sur des différences de dotation dans les facteurs de production (capital, travail, travail qualifié, non qualifié...). La spécialisation d'un pays dans le commerce international s'explique par l'abondance relative du facteur capital ou du facteur travail.

Dans ce modèle, on se base sur l'inégale rareté des facteurs de production¹⁶ (les facteurs de production sont inégalement répartis entre les nations) et les disparités de coût des facteurs (la rareté relative se répercute sur le coût de ces facteurs. un facteur abondant dans un pays sera peu cher, rare dans un autre il coûtera beaucoup).

Le théorème HOS propose, pour un pays donné, une spécialisation dans les productions pour lesquelles il dispose de facteurs de production en abondance. Parallèlement il importera des biens qui correspondent à une rareté des facteurs.

1-3-3-) Les nouvelles théories du commerce International

Dans les années 1980, l'approche jusqu'alors dominante est supplantée par « une nouvelle théorie du commerce international » dont l'initiateur le plus connu est Paul KRUGMAN. La nouveauté est au demeurant très relative, dans la mesure où cette « nouvelle théorie »

¹⁴ Bernard LASSURDIE-DUCHENE et DENIZÜNAL-KESENCI, L'avantage comparatif, notion fondamentale et controversée, Édition La Découverte, collection Repères, Paris, 2001.p.90

¹⁵ Article de la review of Economic Studies, « protection and real Wages », 1941

¹⁶ GRETHER, « commerce international : théorie et applications », De Boeck, 1997, pp.206à210

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

prolonge en réalité des travaux plus anciens qui avaient aussi pour objectif d'expliquer les caractéristiques du commerce international contemporain :

-le commerce international se développe le plus entre des nations de niveau de développement comparable, aux dotations factorielles identiques (l'Allemagne est le premier partenaire économique de la France) ;

-les échanges intra-branches occupent une part significative dans le commerce mondial, Lorsque deux pays partenaires échangent des produits appartenant à la même branche ou catégorie de produits ;

-la théorie traditionnelle ne laisse aucune place aux firmes Multinationales (FMN) et au commerce intra-firme, puisque selon elle ce sont les nations et elles seules qui échangent, alors que dans la réalité, les échanges entre des filiales de FMN implantées dans les différents pays, qui échappent à la logique du marché, représentent plus du tiers du commerce mondial de marchandises.

Les nouvelles théories se représentent donc comme concurrentes de la théorie traditionnelle et prétendent expliquer ces faits, en utilisant de nouveaux outils. Alors que la théorie HOS, par exemple, s'inscrit dans le cadre de la concurrence pure et parfaite, les nouvelles théories privilégient la concurrence imparfaite. Les références aux rendements croissants et à la différenciation du produit deviennent alors une évidence pour les nouvelles théories.

1-3-3-1) Echanges internationaux et rendement croissants

L'existence de rendements d'échelles croissants conduit à des économies d'échelle qui, comme le soulignait déjà Alfred MARCHELL (1842-1924)¹⁷, peuvent être soit interne (au niveau de la firme), soit externe (au niveau de l'industrie).

-les économies d'échelle internes : l'existence de monopoles contestables explique la spécialisation des pays. Cela correspond au cas de certains moyens de production qui, au niveau de l'entreprise et de par leurs caractéristiques technologiques, sont indivisibles (ça concerne les techniques qui ne sont rentables qu'à partir d'un certain seuil de production).

¹⁷Michel RAINELLI « la nouvelle théorie du commerce international », 3e édition, Paris, 2003, p.27.

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

Les économies d'échelle, pour MARCHELL, ne peuvent exister quel que soit le niveau de production. Selon lui, la firme rencontre dans son développement trois phases de rendements d'échelle internes (croissants, constants, puis décroissants)¹⁸.

- **Les économies d'échelle externes** : les économies d'échelle externes à la firme mais internes au secteur sont, selon la définition de MARCHELL, dépendantes du développement général du secteur auquel appartient la firme¹⁹. Lorsque de telles économies existent, toutes les firmes du secteur voient leurs coûts de production diminuer alors que les quantités globales produites augmentent. Le coût unitaire de production dépend de la taille du secteur, mais pas de celle d'une firme spécifique. Les économies d'échelle, dans ce cas, sont dites externes à l'Entreprise mais internes au secteur d'activité.

1-3-3-2) Echanges internationaux et différenciation des produits

La différenciation des produits, couplée avec l'hypothèse de rendements d'échelles croissants, est l'un des points centraux d'explication du commerce international par la nouvelle théorie.

Avec la différenciation des produits, l'attention se porte principalement sur la demande des consommateurs et ses conséquences sur les stratégies des firmes. Deux types de différenciation sont confédérées : la différenciation horizontale, qui concerne des produits de qualité comparables mais qui diffèrent par leurs caractéristiques réelles ou perçues ; la différenciation verticale lorsque les consommateurs sont confrontés à des produits de qualités différentes²⁰.

Section 2 : L'ouverture économique

Dans le contexte de la mondialisation, une ouverture croissante de toutes les économies nationales est à l'œuvre depuis de nombreuses années, et partant la dépendance croissante de nombreuses économies à la conjoncture mondiale, ainsi qu'une sensibilité accrue aux mouvements internationaux de prix.

¹⁸Michel RAINELLI, Op.cit., p28.

¹⁹Idem, p28.

²⁰Idem, p45.

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

2-1) Présentation de l'ouverture économique

Une économie ouverte est une économie autorisant (toujours plus ou moins) librement le commerce international avec les autres pays, un coefficient d'ouverture de chaque économie nationale (rapportant les importations et les exportations d'un pays à son PIB – Produit Intérieur Brut) pouvant donner la mesure de cette ouverture.

Par opposition, une économie dite « fermée » réalise peu d'échanges avec les autres pays. Tel était par exemple le cas, avant la chute du mur de Berlin, des pays de l'ancien « Bloc de l'Est » (URSS,...).

Structurellement, l'ouverture commerciale semble d'autre part proportionnelle à la taille (population et dimension) d'une économie nationale. Ainsi l'étendue de la demande interne (taille du marché national) permet de concilier diversification de la production et compétitivité, le recours à l'échange international s'en trouvant réduit.

De même et a priori, plus l'étendue géographique d'un pays est vaste, plus il y a de chances pour que ses ressources minérales et énergétiques soient importantes, ce qui rend moins impératif l'échange international.

2-2-) La mesure de l'ouverture économique

Le taux d'ouverture d'une économie mesure la place que tient le reste du monde dans l'économie d'un pays. Il mesure le niveau de la contrainte extérieure et s'évalue par de multiples éléments significatifs et informatifs du degré d'échange d'une économie avec le reste du monde. Ainsi des flux comme les importations et ou exportations nettes peuvent être utilisés. Des rapports significatifs (ratios) peuvent l'être aussi. Dans ce sens, le taux de dépendance par exemple peut être mesuré par les importations, exportations ou leur moyenne rapportée au PIB, au PNB ou à la VA. Un pays avec un très faible taux d'ouverture vit en quasi autarcie. Un pays à fort taux d'ouverture a une économie extravertie.

On mesure aussi le taux de participation d'un pays au commerce international de biens et de services grâce à son degré (ou taux) d'ouverture.

$$\text{Degré d'ouverture} = \frac{\text{somme des exportations et des importations}}{\text{PIB}} \times 100$$

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

Le taux de couverture permet de comparer, pour un pays ou un secteur d'activité, le montant des exportations avec celui des importations, celles-ci étant mesurées en valeur ou en volume.

Une mesure en volume (ou « à prix constants ») permet de mieux comparer le volume réel des échanges, en négligeant l'effet des évolutions de prix. Si le commerce extérieur d'un pays est en équilibre (importations = exportations), le taux de couverture est de 100 %.

$$\text{Taux de couverture} = \frac{\text{Valeur des exportations} \times 100}{\text{Valeur des importations}}$$

Les taux de couverture permettent ainsi de montrer quels sont les pays les plus exportateurs/importateurs, et ceci dans chaque domaine d'activité productive.

2-3) La diversité des degrés d'ouverture selon les régions

2-3-1) Une inégale ouverture aux échanges selon les pays

Le degré d'ouverture au commerce international est très variable d'un pays à l'autre. Il dépend de la taille des pays et du degré de spécialisation de leur production.

Ainsi, de petits pays comme les Pays-Bas ou la Belgique ont des taux d'ouverture élevés (72 % et 94 %) alors que de grands pays comme les États-Unis ont des taux assez bas (11,5 % seulement du fait de la diversité de leur production), leur permettant de moins dépendre de l'extérieur²¹. Le degré d'ouverture de la France est de 28 % en 2007²².

2-3-2) L'évolution de la répartition géographique des échanges

Globalement, ce sont les pays développés qui occupent une place prépondérante dans le commerce mondial, et ceci depuis une cinquantaine d'années : ils représentent près des 2/3 des échanges et commercent essentiellement entre eux. On parle de la Triade pour désigner l'ensemble des trois pôles qui dominent l'économie mondiale : l'Amérique du Nord (États-Unis et Canada), l'Europe occidentale (Union européenne, Norvège et Suisse) et l'Asie-Pacifique (Japon et Corée du Sud).

²¹ L'ouverture des économies, chapitre 4, p3.

²² Idem, chapitre 4, p3.

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

L'Europe réalise d'ailleurs en 2008 plus de 40 % du commerce mondial, dont les 2/3 sont des échanges intra-européens.

Le changement le plus notable réside dans la montée des pays du Sud (Asie et Amérique du Sud), notamment des pays asiatiques (les « Dragons asiatiques », la Chine, l'Inde, etc.), dans le commerce mondial. Ils représentent aussi en 2008 environ 37 % du commerce international contre 30 % dans les années 1950.

Les pays en développement (PED), comme ceux d'Afrique et certains pays d'Amérique du Sud, ne participent que très faiblement au commerce international et demeurent extrêmement pauvres.

Section 3 : Les effets du commerce international sur les facteurs de la croissance

Lorsqu'on examine les modèles théoriques ou les études empiriques consacrées à la croissance, on retrouve toujours à peu près la même liste de facteurs, à savoir :

- L'accumulation de capital
- La croissance démographique et notamment l'élévation des services rendus par le facteur travail
- L'allocation des ressources
- Le progrès technique
- Les rendements d'échelle.

L'évaluation de la part du taux de croissance attribuable à l'un ou l'autre est variable selon les études et les pays. En tout état de cause, ces facteurs sont souvent considérés comme les « causes ultimes » de la croissance, tant et si bien que lorsque l'on élargit le champ en passant de l'économie fermée à l'économie ouverte, seule est examinée l'incidence de la croissance sur le commerce extérieur selon le type de facteur responsable de la croissance²³. Si, par exemple, la croissance est due à une augmentation relative du facteur capital, on déduira que la spécialisation du pays dans les biens intensifs en capital s'accroîtra. De même, le progrès technique est aussi envisagé en fonction de ses conséquences sur la combinaison productive

²³H.G.Johnson, Développement économique et commerce international, in Echange international et croissance. B. Lassudrie-Duchêne, Paris, Economica, 1972.

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

des biens produits dans le pays (biens exportables ou biens concurrents des importations) et donc sur l'évolution des échanges extérieurs. C'est donc par le biais de l'évolution de la spécialisation que se trouvent reliés le commerce international et la croissance²⁴.

Mais le phénomène inverse, à avoir l'incidence du commerce international, et plus particulièrement de l'ouverture, sur les facteurs de croissance eux-mêmes est rarement pris en compte et étudié systématiquement.

Dans ce domaine, la théorie du commerce international, ricardienne et néo-classique, nous est d'un faible secours. Elle étudie avant tout l'effet du commerce international sur la spécialisation du pays, donc sur l'allocation des ressources. Elle néglige ses conséquences pour les rendements d'échelle et le progrès technique²⁵.

3-1) L'allocation des ressources

Si l'effet du commerce international est la théorie du commerce international, d'engendrer une réallocation des ressources entre les produits, par rapport à la situation « antérieure » (autarcie), on ne peut conclure en aucun cas que la production globale augmente puisque, en se limitant au modèle traditionnel à deux biens, la production de l'un diminue alors que celle de l'autre augmente. Il en est ainsi parce que, avant tout échange, chaque pays se situe déjà sur sa « frontière des possibilités de production » Et que l'ouverture n'entraîne qu'un déplacement sur la frontière elle-même.

L'ampleur du changement dans la production et dans la consommation dépend uniquement du rapport des prix internationaux qui s'établit après l'instauration de l'échange, étant entendu que le prix relatif du bien dans lequel chaque pays se spécialise est supérieur au rapport interne d'échange existant en situation d'autarcie. Dans la mesure où l'ouverture sur l'extérieur est censée, en principe, n'influer que sur l'allocation des ressources et que l'effet sur la production n'est pas directement mesurable, on comprend qu'elle ne puisse être reliée facilement au phénomène de croissance. Néanmoins, si l'on en croit les tests réalisées sur la part relative des différents sources de croissance dans les pays développés depuis la deuxième guerre mondiale, l'allocation des ressources, quelle que soit l'origine, interne ou externe, des

²⁴ Bertrand NEZEYS, commerce international croissance et développement, Ecomonica, 2^{ème} Edition, paris, 1990, p33.

²⁵ Idem, p33.

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

changements intervenus, ne semble jouer qu'un rôle relativement modeste, bien que non négligeable, pour les pays dont le taux d'ouverture s'est le plus accru.

Ainsi, aux Etats-Unis, le taux de croissance moyen annuel pour la période 1948-69 a été de 4%. La réallocation des ressources n'y a contribué que pour 0,30% ; soit environ 7,5% du taux de croissance (voir tableau II). La même remarque s'applique au Royaume-Uni où la réallocation des ressources n'est intervenue que pour moins de 5% de la croissance sur la période 1950-62. Pour l'ensemble des pays considérés le poids de La réalisation est très variable. Il situe entre minimum de 5%(Royaume- uni) et un maximum de 25,4%pour l'Italie. L'examen du tableau montre cependant que la contribution de l'allocation des ressources à la croissance a été en moyenne plus forte pour les pays européens continentaux que pour les Etats- Unis, le Royaume-Uni et le japon. Sans que l'on puisse établir un lien strict entre l'ouverture des échanges et l'incidence de la réallocation des ressources dans le processus de croissance, puisque des causes internes interviennent aussi, force est de relever qu'au cours des années cinquante, les pays européens ont progressivement libéralisé leurs échanges (suppression des contingents, abaissement des droits de douane, dévaluations) et que ce mouvement s'est accentué avec la création du Marché Commun.

Tableau n°02 : Contribution de l'allocation des ressources à la croissance des pays développés

Pays	japon	Etats-Unis	Belgique	Dance-mark	France	RFA	Italie	R.U	Pays-Bas
Période	1953 71	1948 69			1950	1962			
Taux de croissance moyen annuel	8,81	4,00	3,03	3,63	4,70	6,27	5,60	2,38	4,07
Allocation des ressources(en %des taux de croissance)	10,8%	7,5%	16,8%	18,7%	20,2%	16,1%	25,4%	5%	15,5%

Source : E. Denison et W. Chung , Japan's Economic Growth and its sources, in Asia's New Giant, Patrick H.et Rosovsky H .(éd), 1976,pp.98-99.

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

3-2) Les rendements d'échelle

En situation de concurrence parfaite, les économies d'échelle existent, mais elles disparaissent sous l'effet de l'entrée de nouveaux concurrents et le point d'équilibre est atteint lorsque chaque firme opère à rendements d'échelle constants (situation pour laquelle le coût moyen de long terme est minimum et égal au coût marginal de long terme) ce qui correspond à la taille optimale de l'unité de production. Cela suppose que le marché soit suffisamment vaste pour permettre à chaque firme d'écouler la production correspondant à la taille optimale.

Dans cette optique, la faible dimension d'un marché donné constitue en soi une cause d'imperfection de celui-ci, car elle empêche qu'un nombre suffisant de firmes puisse atteindre la taille optimale. Il arrive en effet que sur de tels marchés aucune firme n'investisse de peur de gâcher un marché déjà étroit sur lequel toute production supplémentaire exigerait un puissant effort commercial (coût de vente). A la limite, même le monopole ne pourra atteindre la taille optimale. Des économies d'échelle demeurent donc inexploitées. Dans ces conditions, il est évident que l'élargissement des marchés, provoqué par la disparition réciproque des barrières douanières et autres obstacles au commerce, peut créer les conditions favorables à l'obtention par les firmes existantes de chaque branche d'économie d'échelle qui ne pouvaient être obtenue sur des marchés séparés.

Traditionnellement, les économies d'échelle sont associées à l'unité de production, ou ce qui revient au même, à la firme Monoproductrice²⁶. Pour chaque technique employée, correspondant à une combinaison productive particulière, il existe une taille optimale permettant d'obtenir le coût minimal....Mais le passage du marché national, même large, au marché international élargit considérablement le champ d'exploitation de ces économies. Il faut pour s'en rendre compte considérer les deux stratégies de croissance de la firme : la croissance horizontale et la croissance verticale.

La première consiste pour une firme à tendre vers le monopole d'un produit sur un marché. Comme la demande n'est pas homogène et varie notamment en fonction des classes de revenu, la firme sera amenée à offrir un ensemble de produits, différenciés. Cette stratégie de différenciation de produit, ou de segmentation du marché, élargit les possibilités de choix du

²⁶ Bertrand NEZEYS, op.cit., p36-37.

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

consommateur, mais comporte des coûts. Outre les frais de vente, publicité, promotion des ventes etc., supportés pour convaincre les consommateurs des différences réelles ou fictives des produits différenciés, elle accroît les coûts de production dans la mesure où l'échelle de production de chaque élément de la gamme peut se situer en deçà de la taille optimale. Le coût de cette stratégie est d'autant plus élevé que le marché global pour le type de produit considéré est plus étroit.

Avec l'ouverture sur l'extérieur, chaque produit différencié possède un marché plus large. Des économies d'échelles deviennent réalisables et diminuent le coût de la différenciation. Il n'est pas douteux que ce type d'économies d'échelle a joué un rôle non négligeable dans le développement du commerce « intrabranche » qu'ont connu les pays de la communauté Economique Européenne entre eux et que l'on relève aussi dans les échanges entre les Etats-Unis, l'Europe et le Japon.

Cette stratégie de diversification par différenciation n'est pas incompatible avec la spécialisation des firmes et des pays. Elle en est au contraire une des conditions essentielles. C'est parce que chaque segment du marché international est suffisamment large que les firmes d'un pays donné peuvent choisir lesquels exploiter sans perdre des avantages liés à la taille de la production²⁷.

La stratégie de la croissance verticale conduit à intégrer au sein de la firme les activités d'aval et d'amont. En règle générale, elle vise à assurer à la firme la sécurité des approvisionnements et des débouchés, tout en lui permettant de percevoir les profits des stades intermédiaires. Au plan international, la stratégie de l'intégration verticale peut être poursuivie dans un environnement protectionniste. Elle est entrainée dans le passé des investissements directs dans les industries extractives et les activités agricoles ainsi que dans celles de montage.

Mais cette stratégie possède aussi un coût qui lui est propre. Il faut que l'entreprise soit de taille suffisamment grande pour qu'elle puisse bénéficier à chaque stade de production des économies d'échelle maximales. L'élargissement des marchés intervenu depuis la guerre a

²⁷BALASSA Bela, la spécialisation internationale dans les rapports Nord-Sud, in internationalisation et autonomie de décision : les choix français. Paris, Economica, 1982

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

conféré à cette stratégie une nouvelle dimension et une plus grande rationalité, tout en la concentrant sur les activités manufacturières elles-mêmes.

- La libéralisation du commerce international favorise la production en grande série des pièces, accessoires, composants, sous-ensembles, surtout de ceux qui peuvent être normalisés.
- Combinée à l'abaissement des coûts de transport et à l'amélioration des communications, elle favorise la libre localisation des unités de production non seulement pour les produits finis, mais aussi pour les inputs industriels.

La grande série permet l'exploitation des économies d'échelle, où que soit située l'unité de production, car c'est avant tout une donnée technique. La libre localisation permet à la firme d'obtenir un avantage supplémentaire, en matière de coût de production, dans la mesure où elle peut décider de fabriquer, ou de faire fabriquer, les composants et les inputs dans les pays où les coûts de production sont les plus bas.

Ce phénomène, qualifié de division internationale des processus Productifs, a connu un développement rapide au sein des pays de la CEE. La motivation en était principalement la recherche d'économies d'échelle. Il s'est amplifié depuis l'adaptation par certains pays en voie de développement d'une stratégie d'industrialisation fondée sur l'exportation. Aux rendements d'échelles se sont ajoutées les économies dues à la faiblesse des salaires.

On peut considérer que la libéralisation des échanges, telle qu'elle s'opère de nos jours, favorise la segmentation des marchés des firmes et la différenciation de leurs produits ainsi que la segmentation des processus productifs. Elle permet l'obtention d'économies d'échelle dans la fabrication de « produits » de plus en plus spécifiques (produits finals, inputs intermédiaires, pièces et composant) la spécialisation internationale peut donc se réaliser de manière très fine à l'intérieur même de chaque branche sans perdre le bénéfice des économies d'échelles²⁸.

3-3) Les progrès techniques

Les écarts technologiques entre les pays représentent chez Ricardo le déterminant essentiel des échanges internationaux. Il en va de même pour la théorie du « cycle de vie de

²⁸NEZEYS Bertrand, op.cit., p39.

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

produit »²⁹ : les produits nouveaux sont d'abord exportés par le pays innovateur ce n'est que plus tard, lorsque les produits et les processus de production se seront standardisés et les nouvelles techniques diffuseront à l'étranger que les autres pays pourront les fabriquer éventuellement exporter à leur tour, ce qui implique d'ailleurs que l'on prenne alors en compte les autres déterminants de l'échange, comme les dotations de facteurs et leurs coûts.

Quant au progrès technique il est unanimement considéré comme facteur essentiel de croissance, sinon comme un facteur de production, dont le rôle historique a peut-être été supérieur à celui de l'accumulation du capital ou de l'augmentation du nombre de travailleurs.

Néanmoins, tant dans les théories du commerce international que dans celle de la croissance, le progrès technique est considéré comme une donnée, comme un facteur autonome. Là encore, les effets dynamiques de l'ouverture extérieure sur le progrès technique, et partant sur la croissance, sont négligés.

Par contre, les études empiriques insistent souvent sur cette conséquence de l'ouverture des échanges et, réciproquement sur les risques de retard technologique que subiraient les pays qui de nos jours recourraient au protectionnisme pour résoudre, par exemple, leurs problèmes de chômage.

En effet, face au renforcement de la concurrence engendré par l'ouverture, les entreprises, même celles qui sur le marché national peuvent déjà être considérées comme étant « de grande taille » doivent s'adapter, innover ou disparaître à cet égard, la liberté des échanges représente une incitation difficilement remplaçable à la modernisation et à l'innovation. Certes, les pays dont le retard technologique est manifeste, peuvent certainement le combler en partie, même à l'abri de barrières douanières ou autre grâce à une action volontariste de l'Etat, car la simple imitation des techniques des pays avancés peut constituer la logique de leur stratégie. Mais les pays qui ont déjà atteint un niveau technologique élevé doivent accepter leur part de risque dans la recherche de nouveaux produits et de nouvelles techniques.

A ce titre, l'ouverture sur l'extérieur constitue non seulement une incitation mais aussi une garantie, car les nécessités de la compétitivité interdisent aux firmes, grandes ou petites, et aux

²⁹Vernon R, international investments and international trade in the product life, quarterly journal of economics vol. Lxxx, mai 1966

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

gouvernements qui éventuellement les soutiennent dans leurs efforts, de persister trop longtemps dans des recherches qui ne déboucheraient pas sur des progrès économiques, c'est à dire des produits nouveaux dotés d'une demande suffisante et des technique abaissant les couts de production

Par ailleurs, le progrès technique et les rendements d'échelle sont liés. Chaque technique peut engendrer des économies d'échelle, mais il est vraie que la taille optimale de l'unité de production a eu, historiquement, tendance à s'accroître- et le cout minimal à décroître- pour un grand nombre de produits de consommation de masse, au fur et à mesure que l'on a abandonné les techniques les plus simples pour adopter des techniques plus complexes, si bien que l'on peut estimer que l'ouverture extérieure conduit les grandes firmes nationales à devenir encore plus grandes. Cette évolution comporte certains dangers. On considère traditionnellement que les grandes firmes nationales peuvent exercer un pouvoir de monopole sur le marché intérieur en y pratiquant des prix élevé. Ce risque existe, mais il est nettement atténué par l'intensification de la concurrence internationale. Ce n'est pas nécessairement sur les consommateurs que la grande firme soumis à la concurrence internationale peut exercer avec plus d'efficacité son pouvoir, mais sur les autorités publiques. Son poids dans l'économie du pays, mesurable par son nombre de salariés, le volume de ses investissements, de ses exportations, de sa recherche etc., la place en situation de force pour obtenir des avantages divers, d'autant plus facilement octroyés que le gouvernement considère souvent que la plus grande taille est en soi une condition nécessaire et suffisante de l'efficacité.

Chapitre II : Le commerce international et la croissance économique

Conclusion

L'ouverture est considérée comme un choix de politique économique globalement préférable. Plusieurs voies théoriques renforcent cette idée. Les théories classiques du commerce international montrent que l'ouverture entraîne une réorientation des ressources vers les emplois relativement les plus efficaces par voie de spécialisation. Mais ces gains acquis n'infléchissent pas de façon durable le sentier de croissance. La nouvelle théorie du commerce international insiste sur l'existence de gains dynamique qui sont associés à l'élargissement du marché, la réalisation d'économie d'échelle et aux externalités positives associées à la diffusion des technologies par le commerce.

Ce débat a été nourri par de nombreuses études empiriques dont la quasi-totalité d'entre elles identifient un effet positif.

Mais ça reste que l'ouverture commerciale n'a pas eu les mêmes effets sur les économies des différents pays. Les pays développés vont plus profiter du commerce international contrairement aux pays africains qui n'arrivent toujours pas à tirer parti du nouveau marché mondial en raison de leur manque de dynamique commerciale résultant des produits moins élaborés, des productions en perte de vitesse dans les échanges mondiaux, manque de diversification, manque de pratiques commerciales des pays industrialisés.

Chapitre III

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

Introduction

Le développement économique de l'Algérie est l'objet d'une histoire contrastée voire contradictoire¹. Les réformes introduites depuis le début des années 80 touchent à la substance et au fondement du système économique et social algérien suite à des bouleversements profonds qui ont secoué l'économie algérienne, ce qui a créé une instabilité et un changement radical et brutal dans tout le système économique et le rôle de l'Etat. L'examen de l'évolution et des transformations de l'économie algérienne nécessite de porter un regard rétrospectif sur la période d'avant la réforme de 1988 et les raisons à l'origine de ce bouleversement. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette véritable mutation et de la libéralisation du champ économique en Algérie.

De multiples réformes qui s'inscrivent dans la voie d'une libéralisation ont été entreprises par l'Algérie dès les années 1988. Cette politique a été concrétisée notamment par la signature de l'accord d'association avec l'Union européenne tout en poursuivant les négociations pour accéder à l'OMC. Le processus d'ouverture économique s'est traduit par l'instauration de la liberté des prix, le renforcement de la concurrence, la démonopolisation des activités économiques et commerciales et l'ouverture aux investissements privés, nationaux et étrangers...

Dans ce chapitre nous allons voir en premier lieu les facteurs qui ont aidés à la libéralisation de l'économie algérienne ensuite les réformes introduites par le gouvernement et enfin l'économie algérienne après les réformes.

¹ BOUDJENAH Yasmine, «Algérie : décomposition d'une industrie, la restructuration des entreprises publiques (1982-2000) : l'Etat en question », Édition l'Harmattan, 2002, p7.

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

Section 1 : Les facteurs de libéralisation de l'économie algérienne

Avec l'avènement des années 80, sous l'effet de la poussée libérale qui a envahi l'économie mondiale au début de la décennie, la détérioration des marchés pétroliers et l'aggravation du stock de la dette extérieure, l'Algérie s'est vue contrainte d'adopter un plan de réformes. En effet, sous l'impulsion de facteurs internes et externes l'Algérie a engagée des réformes dans tous les domaines.

1-1-) Les facteurs internes

L'Algérie a connu une période plus au moins longue d'étatisation de l'économie.

La situation économique en Algérie a dévoilé les imperfections du modèle entretenu et le pays est devenu insolvable avec l'aggravation du stock de la dette extérieure.

1-1-1) L'échec d'un modèle de développement

Par revanche ou par mépris au colonialisme, l'Algérie a choisi un système d'économie socialiste qui trouve ses justifications dans les stratégies industrielles par le contexte de sous-développement², la domination du secteur des hydrocarbures et la négligence des autres secteurs, le délaissement des investissements privés.

1-1-1-1) Le choix de stratégie d'industrialisation

Etant un pays en développement, l'Algérie a choisi une stratégie d'industrialisation reposant sur trois piliers³

-La substitution des importations

C'est une stratégie conçue dans l'objectif d'indépendance visant le développement d'une industrie locale limitant la dépendance économique et politique.

² SADI Necer Eddine, «la privatisation des entreprises publiques en Algérie », éd l'Harmattan, paris, 2005, p26.

³ ALLOUI Farida, «l'impact de l'ouverture du marché sur le droit de la concurrence », mémoire de magistère en droit, option droit des affaires, faculté de droit, université mouloud Mammeri Tizi-Ouzou, 2011,p13

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

-Les industries industrialisantes

En règle générale, l'entreprise publique est perçue dans un nombre de secteurs limités, qui forment des monopoles naturels, en Algérie le secteur d'Etat s'étend à toutes les branches

La réalisation de cette industrialisation repose sur une politique soutenue d'investissements productifs publics. Ainsi le secteur industriel bénéficie entre 1967-1983 est de 383.3 milliards de dinars(DA) sur une enveloppe totale consacrée à l'investissement public de 793 milliards de DA, soit 50% des crédits d'investissements⁴.

-La valorisation des exportations

L'inexistence d'un secteur privé important en poids et en nombre était par l'Etat afin de fortifier son capitalisme. Les stratégies citées dessus reposent elles-mêmes sur quatre piliers⁵

- La priorité à l'investissement industriel ;
- Industrialisation par substitution aux importations ;
- Intervention active de l'Etat ;
- Déficits extérieurs couverts par le financement international.

Conçue dans un sillage de l'indépendance politique, cette stratégie a fortement marginalisé le capital privé et multiplié la création d'entreprises publique, ce qui a favorisé « un véritable capitalisme d'Etat ».

1-1-1-2) Une domination du secteur des hydrocarbures et la négligence d'autres secteurs : une quasi absence d'un secteur privé et des IDE (hors hydrocarbures)

Au cours des années post-indépendance, l'Algérie n'a pas mené une politique d'encouragement des investissements privés (locaux ou étrangers), l'attractivité du secteur des hydrocarbures s'est accrue avec l'augmentation des prix du pétrole pendant les années 70 et 80⁶.

⁴ BOUDJENAH Yasmine, «Algérie : décomposition d'une industrie, la restructuration des entreprises publiques (1982-2000) : l'Etat en question », Édition l'Harmattan, 2002, p23.

⁵ SADI Necer Eddine, «la privatisation des entreprises publiques en Algérie », éd l'Harmattan, paris, 2005, p27.

⁶ Rapport de la CNUCED : examen de la politique de l'investissement en Algérie, 2004, p7.

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

Depuis l'indépendance, les exportations des hydrocarbures ont présenté la ressource principale du pays. A titre d'exemple, la part des hydrocarbures dans les exportations totales se situe entre 61.3% et 81.8%, pour la période de 1963 à 1968⁷.

L'attractivité de ce secteur s'est accrue suite aux chocs et contrechocs pétroliers des années 70 et 80⁸. Toutefois, avant 1992, les sociétés étrangères n'étaient pas autorisées à produire directement pour leur propre compte mais elles pouvaient bénéficier de contrats de partage de production ou autres contrats de prestations avec la Sonatrach. Cependant une remise de cette politique était remarquable avec les différents gouvernements des années 80, ce qui a engendré une quasi absence des investissements étrangers ou privés nationaux.

1-1-1-2) Des contraintes et ambiguïté vis-à-vis des investissements privés

A l'indépendance, l'économie algérienne (ou bien l'héritage) était caractérisée par l'absence de préparation des rouages et des institutions de l'Etat⁹. L'Algérie a hérité d'un modèle administratif de gestion, caractérisé par les idées de l'Etat omniprésent et régalién, fortifié et soutenu par les choix politiques du modèle socialiste et par l'héritage des comportements et la culture managériale¹⁰. Cela s'explique à travers son rejet de l'investissement privé qui se traduit à travers la réglementation des investissements depuis 1963 :

-Le code de 1963 (loi n°63-277 du 26/07/1963)¹¹

Le premier code des investissements date du 26 juillet 1963. Son article 3 prévoit que la liberté d'investissement est reconnue aux personnes physiques et morales étrangères sous réserve des dispositions d'ordre public et des règles d'établissement. Toutefois, tout investissement devait faire objet d'un agrément¹² auprès de la commission nationale d'investissements. Le capital privé national ne bénéficie pas des mêmes avantages que le capital étranger. Le titre V traite des investissements publics

⁷ Statistiques Financières Internationales, FMI, édition française, 1993.

⁸ BENISSAD Hocine, « Algérie : de la planification socialiste à l'économie de marché (1962-2004) », éd ENAG, Alger, 2004, p21.

⁹ SADI Nacer-Eddine, « la privatisation des entreprises publiques en Algérie », éd l'Harmattan, Paris, 2005, p28.

¹⁰ BELMIHOUB .M.C, « les rigidités institutionnelles face aux transformations économiques en Algérie : un problème de gouvernance », p2.

¹¹ Loi n°63-277 du 27/07/1963 portant code des investissements, JORA n°53 du 2 août 1963.

¹² Article 13 de la loi n°63-277 portant code des investissements.

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

-Le code de 1966(l'ordonnance n°66-284 du 15/09/1966)¹³

C'est l'échec du premier code qui a poussé le gouvernement de l'époque à promulguer un autre code en septembre 1966. En effet, l'investissement direct peut être tout aussi bien privé que public. Ce texte vise le capital, c'est-à-dire les opérations en capital susceptible d'être réalisées au profit de l'économie nationale. Mais ce nouveau code comportait toujours l'obligation (la contrainte) pour les investisseurs de solliciter la commission nationale d'investissements pour obtenir l'agrément. Il n'apporte pas les clarifications attendues quant au statut de l'entreprise privée et son devenir¹⁴. Ce code n'a pas aidé à la démarginalisation du secteur privé. En effet le capital privé est exclu des composantes vitales de l'économie nationale.

-Le code de 1982 (la loi n°82-11 du 21/08/1982)¹⁵

Cette loi trouve son fondement dans la volonté des pouvoirs publics d'associer désormais le secteur privé à la création d'investissement, à condition que ces derniers soient réalisés dans des activités d'utilité économique. Le code de 1982 comportait un certain nombre de dispositions relatives aux avantages fiscaux qui néanmoins ont été fixés au fur et à mesure par des lois de finance.

L'investissement privé se limitait à des secteurs dérisoires, et même quand l'investissement est agréé, ce dernier rencontre des entraves quasi insurmontables pour l'acquisition des terrains d'implantation appartenant à l'Etat, les achats-ventes de terrains privés, industriels ou urbanisable étant interdits en 1974-1990¹⁶

1-1-2) Le double choc : chute des prix du pétrole et du dollar

Le gouvernement algérien pose les jalons de la bureaucratie économique algérienne et considère la rentabilité financière (hors hydrocarbures) comme un critère de bourgeois et capitaliste, inacceptable dans la cité socialiste algérienne¹⁷.

¹³ Ordonnance n°66-284 du 15/09/1966 portant le code des investissements, JORA n°80 du 17/09/1966.

¹⁴ LAGGOUNE Walid, « le contrôle de l'Etat sur les entreprises privées industrielles en Algérie », préface par MAHIOU AHMED, les éditions internationales, ALGER, 1996, p162.

¹⁵ La loi 82-11 du 21/08/1982 portant code des investissements, JORA, n°34 du 24/08/1982.

¹⁶ BENISSAD Hocine, « Algérie de la planification socialiste à l'économie de marché », Ed ENAG, Alger, 2004, p55.

¹⁷ BENISSAD Hocine, op.cit., p16

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

Les choix économiques de l'Algérie ont été largement influencés par la manne pétrolière (la nationalisation des hydrocarbures). Les exportations des hydrocarbures n'ont pas cessé d'augmenter pour former, pratiquement, la seule ressource de l'Etat avec un taux dépassant 98% des exportations totales au début des années 80, et d'accroître « au point de rythmer toutes les activités économiques et sociales »¹⁸. Selon un auteur, le pouvoir de l'époque portait une conviction pour construire l'économie algérienne, qui est : « semer du pétrole pour récolter des usines »¹⁹.

Parmi les facteurs de régression de l'économie algérienne, le choc causé par la baisse des cours du baril de pétrole sur le marché mondial à partir de 1981²⁰. En 1981, la production de pétrole tombe à 1,050 millions de baril/jour, alors qu'elle s'élevait à 1,230 millions de baril/jour, en 1968-78.

Tableau n°03 : évolution du taux de croissance du PIB et prix de pétrole : 1978-1990

Années	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Taux de croissance du PIB	- .84%	3.2%	1.63%	- 1.7%	6.2%	2.4%	5.6%	- .21%	- .28%	3.3%	4.47%
Prix de pétrole	36.64	34.64	73.83	74.06	64.73	52.76	46.25	23.41	28.19	20.66	23.47

Source : banque mondiale.

Le deuxième choc est la faiblesse du dollar américain qui a alourdi la contribution du service de la dette étrangère sur les recettes en devise au moment de la chute du marché pétrolier, ce qui a réduit les ressources disponibles. La dépendance de l'Algérie vis-à-vis de la rente pétrolière n'est qu'une conséquence des choix et de l'infrastructure industrielle mis en place. Le pétrole est une source de revenus difficile à contrôler, ce qui mit en danger toute une économie, cette dernière est soumise aux fluctuations des cours des hydrocarbures et du dollar. En effet, ce modèle a dévoilé ses limites à partir de 1979 avec la crise du modèle pétro exportateur. Toutefois, ce n'est qu'en 1985, avec la double crise de la chute des prix du

¹⁸ DAHMANI.A, « l'Algérie à l'épreuve : économie politique des réformes, 1980-1997 », casbah édition, Alger, 1999, p33

¹⁹ BELHIMEUR.A, « la dette extérieure de l'Algérie », casbah éditions, Alger, 1998, p54.

²⁰ HASSANE Fodil, « chronique de l'économie algérienne, vingt ans de réformes libérales, 1986-2004 : les chemins d'une croissance retrouvée », éd l'économiste d'Algérie, 2005, p5.

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

pétrole et de dollar américain que ce modèle a été remis en cause. Dès lors, de nouvelles conditions d'accès aux emprunts internationaux ont obligé le gouvernement algérien à préparer, avec beaucoup d'austérité, un plan d'ajustement structurel autonome.

1-1-3) L'aggravation du stock de la dette extérieure

Les financements internationaux ne favorisent pas un système de production compétitif, ni ne suscitaient une dynamique d'investissements domestiques, mais bien au contraire, ils encouragent plus la politique d'importation.

1-1-3-1) Naissance et évolution de la dette (avant 1986)

Selon un rapport du Conseil National Economique et Social (CNES) sur la dette algérienne²¹, il apparaît que l'Algérie ne comptait comme dette extérieure, dans les annéessoixante, que les seuls crédits de l'O.C.I (organisme français de coopération industrielle). Au début des années soixante-dix, quelques prêts gouvernementaux de pays de l'Est qui partageaient la ligne socialiste avec l'Algérie, et un prêt du Fonds Koweïtien de Développement Economique et Social. Le stock de la dette extérieure était de 3335 millions de dollar US en 1971²².

Afin de répondre aux besoins des différents investissements engagés dans la politique d'industrialisation, l'Etat a augmenté sensiblement son recours à la mobilisation de crédits extérieurs. Le stock de la dette avait atteint en 1976 les 9,5 milliards de dollar US et 18,5 milliards de dollar US en 1979²³.

L'Algérie lance le Plan VALHYD (valorisation des hydrocarbures) qui prévoit l'intensification des exportations d'hydrocarbures, en particulier du gaz naturel. Ce plan vise à long terme la production pétrolière et gazière. Il ambitionne l'extraction de toutes les réserves de pétroles, de condensat et de GPL répertoriées, et prévoit un programme de réalisation sur 30 ans dont le coût atteint 36,4 milliards de dollars²⁴.

²¹Rapport du conseil national économique et social (CNES) sur : « la dette des pays du sud de la méditerranée : obstacle au partenariat euro-méditerranéen, dossier du colloque international, Annaba, 4-5-6 décembre, 1999, p27.

²² Rapport du conseil national économique, op.cit., p27.

²³ Le rapport du conseil national économique et social, op.cit., boudjenah Yasmine, op.cit., p34.

²⁴ De VILLIERS Gauthier, « l'Etat démiurge : le cas algérien », l'Harmattan, Paris, 1987

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

Bénéficiant d'une amélioration importante des termes de l'échange (en 1974 puis en 1979), l'Algérie peut pour autant supporter la charge de la dette, d'autant plus qu'une part très importante (80%) provient des créanciers privés²⁵.

De 17,05 milliards de dollars US en 1980, la dette extérieure est passée à 24,6 milliards de dollars US en 1987²⁶, l'Algérie a subi des conséquences désastreuses à savoir :

- Le transfert de richesse au profit des pays destinataires de ses hydrocarbures du fait de la dégrèvement des prix de ces derniers.
- Des enlèvements très importants sur ces recettes, au titre des intérêts.

1-1-3-2) L'expansion de la dette extérieure (1986-1991)

En 1986, la forte chute du prix du brut se traduit pour le pays par une baisse de ses recettes extérieures de plus de 5,6 milliards de dollars US. La monnaie américaine avait perdu depuis le début de 1985 près de la moitié de son pouvoir d'achat²⁷.

Le stock de la dette extérieure augmente entre 1984 et 1986 de 7 milliards de dollars US du fait principalement de cette dégrèvement du dollar US. Les réserves de change fondent de plus de un milliard de dollars en 1986²⁸. Ainsi fragilisé, et devant la réticence des banques internationales à accorder des prêts libres, le pays a mobilisé des crédits commerciaux pour toute importation afin de ne pas entamer davantage ses réserves de change qui étaient très faibles.

En effet, les crédits à court terme mobilisés en 1986 sont remboursables dès 1988 ; ceux mobilisés en 1987 le sont dès 1989. Le pays accumule alors des dettes : le stock de dette extérieure augmente de plus de 10 milliards de dollars US entre 1985 et 1989 ; il passe de 18,4 à 28,6 milliards de dollars US, et le service de la dette augmente encore plus vite que son stock. La trappe de la dette se referme alors sur le pays. En définitive, le pays a chèrement payé sa volonté de continuer à faire figure de bon payeur :

- Il aura réprimé ses importations, privant l'appareil de production d'inputs indispensables ;

²⁵ BOELLY Rolande, « l'abandon de la dette, un préalable », El Watan, 21 janvier 1999.

²⁶ Rapport du conseil national économique, op.cit

²⁷ Rapport du conseil national économique et social, op.cit., p29.

²⁸ Idem.

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

- Il aura perturbé les circuits et mécanismes d'importation, en raison des délais nécessaires à la négociation et à la mise en place de financement pour des produits qui sont traités habituellement cash ;
- Il aura versé une prime indue à certains pays dont il est devenu de plus en plus l'otage ;
- Il aura ruiné son crédit et payé des surcoûts visibles et non visibles liés à la contraction du champ des partenaires et aux pratiques tellement douteuses que certaines banques ont refusé d'y associer leur nom²⁹.

1-1-3-3) Le reprofilage de la dette

Malgré tous ces efforts et ces sacrifices, le pays ne peut plus assurer sa liquidité extérieure. Il refuse, malgré cela, de se mettre au ban de la société financière internationale par recours au rééchelonnement. Alors que les pays exportateurs de pétrole (Mexique, Nigeria, etc.) crient à la faillite à la cessation de paiement, dès 1982, quand s'amorce le contre-choc pétrolier, l'Algérie, elle, prétend, contre vents et marées, n'avoir aucun problème financier et en attribue le mérite au monopole de l'Etat sur le commerce extérieur (*comme si la compression outrancière des importations effectuée au moyen d'une telle entité une marque de bonne gouvernance*³⁰).

Le crédit Lyonnais a besoin de monter une opération à laquelle il invite un certain nombre de banques créancières de l'Algérie. L'opération traîne sur le marché et fait mauvais effet pour un pays qui faisait valoir une simple crise de liquidité. Pareille opération est difficilement acceptable pour les créanciers au regard des dispositifs qui sous-tendent habituellement les reports d'échéances par rééchelonnement.

L'Algérie a subi une augmentation cumulée de son stock de dette pendant la période 1985-1992 de l'ordre de 6,185 milliards de dollars US du fait des variations du cours de cette monnaie³¹.

²⁹ Rapport du conseil national économique et social, opcit, p29.

³⁰ BENISSAD Hocine, Algérie : du modèle de développement, El Watan, lundi 23 mars 2009.

³¹ Rapport du conseil national économique et social, opcit.

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

1-2) les conditionnalités extérieures :

Les bouleversements intervenus sur la scène politique et économique international, s'ajoutant aux conflits internes, entraînent en Algérie un changement radicale politique, le pays rompt ainsi avec les choix audacieux de développement qui l'avaient pourtant hissé à l'avant-garde du tiers monde, puissance en devenir³². Le Fonds monétaire international et la banque mondiale, sont parmi les institutions qui plaident en faveur de la privatisation, et qu'avant de soutenir l'Algérie, la soumet à plusieurs conditionnalités d'ouverture du marché, d'une part. Le projet d'adhésion à l'organisation mondial du commerce et l'accord d'association entre l'Algérie et l'UE, ont, aussi, engendré des obligations d'ouverture économique et financière sur l'Algérie d'autre part.

1-2-1) Les conditionnalités du FMI et de la banque Mondial

La remise en cause des fonctions économiques de l'Etat, consacrée dans la constitution de 1989, lève virtuellement les barrières à la libéralisation économique. Le gouvernement de l'époque (1989), entre en négociation 'secrètement' avec le FMI, et conclut un accord « stand-by » d'une année, le 30 mai 1989.

Le FMI, en échange de son appui à l'Algérie, ne lui dicte, dans un premier temps, qu'une conditionnalité, qui est, selon M.H.BENISSAD « une conditionnalité supportable et acceptable politiquement »³³. Elle prévoyait de laisser le cours du dinar continuer son glissement, à éponger le déficit budgétaire, à la libéralisation des prix d'un certain nombre de produits soutenus par l'Etat avec l'engagement du gouvernement algérien de supprimer totalement le soutien des prix dans un délai d'une année³⁴.

Un deuxième accord « stand-by », a été signé le 3 juin 1991, ce dernier projette :

-une assistance financière directe, un prêt de 300 millions DTS du FMI à l'Algérie, et dans l'hypothèse d'un effondrement du prix du pétrole, le FMI ajoute une somme de 210 DTS au titre de facilité compensatoire »³⁵

-un appel du FMI à la communauté financière internationale afin d'accompagner la démarche réformatrice en Algérie.

³² BOUDJENAH Yamine, op.cit, p17.

³³ BENISSAD Hocine, op.cit, p37-38.

³⁴ SADI Nacereddine, op-cit, p48

³⁵ BENISSAD Hocine, op.cit, p140.

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

le pouvoir de l'époque s'est partagé entre « réformateur » et « conservateurs » et les conditionnalités des institutions internationales concernant l'ajustement structurel de l'économie algérienne étaient démesurées et ne correspondaient pas à la situation socio – économique, elles étaient attentatoires à l'autonomie de décision d'un pays, mais la situation de banqueroute dans laquelle est plongée l'Algérie en 1994 a fait que la pays ne disposait pas d'une liberté réelle de décision.

En 1994, l'Algérie tombe brutalement en état de cessation de paiement. Cette situation grave, a conduit le pays a signé un accord –stand-by d'une durée d'une année (mai 1994-avril1995),ce dernier a porté sur l'application d'un programme souligné par les institutions internationales soutenu par un prêt du FMI de 1.03 milliards de dollars³⁶.En contrepartie, ce programme, tout en tenant compte du poids de la dette extérieur et des déséquilibres financiers internes, déterminait avec lucidité les mesures à suivre, en l'occurrence :

1. la libéralisation du commerce extérieur et des prix intérieurs.
2. La dévaluation de la monnaie nationale.
3. L'amélioration de la situation sociale et le remplacement de l'indemnité versée aux personnes sans revenus par un système d'activité d'utilité publique.
4. Mise en place d'une politique monétaire et budgétaire rigoureuse afin de réduire le déficit budgétaire et d'alléger le service de la dette à long terme.
5. Assainissement de l'économie et
6. Concrétisation des réformes structurelles.

L'accord stand-by de 1994 /95 est donc considéré comme le premier accord de rééchelonnement de la dette publique algérienne. En effet, le rééchelonnement de la dette était la meilleure solution : l'Etat algérien a été d'une part, un pays débiteur en situation de cessation de paiement, ce qui le contraint à accepter d'autre part l'adoption d'un programme d'ajustement économique sous l'égide du FMI.

Ayant exécuté avec rigueur ce programme économique, des résultats ont été enregistrés après une année de mise en œuvre de cet accord³⁷, l'Algérie obtient un nouvel appui du FMI par le biais d'un programme dit « facilité élargie » de trois ans 95/98, en date du 22 mai 1995. Ce programme requiert des mesures de libéralisation et de réformes économiques

³⁶ SADI Nacer, po.cit, p48

³⁷ SADI Nacer, op.cit.,

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

prolongées, ce qui va permettre à l'Algérie de placer ses efforts de développement dans un contexte de long terme.

1-2-2-) les conditionnalités résultant du projet d'adhésion à l'OMC et de l'accord d'association avec l'union Européenne

Le projet d'adhésion à l'organisation mondiale du commerce et l'accord d'association conclu entre l'Algérie et l'Union européenne, ont produit des obligations de changement de politique économique, financier et social imposés à l'Etat Algérien, en contrepartie à leur contribution et aide au développement.

1-2-2-1) les conditionnalités résultant du projet d'adhésion à l'OMC :

A l'orée de l'adhésion à l'organisation mondiale de commerce, l'Algérie initie 'un changement structurel'³⁸, des modifications institutionnelles dans plusieurs domaines ont constitué un vaste chantier de réforme en Algérie afin de répondre aux exigences de l'adhésion à l'OMC

- Quelques conditions exigées en vue de l'adhésion à l'organisation mondiale du commerce :

L'accession à l'OMC constitue un moyen pour un pays de s'intégrer dans les structures de production et les réseaux d'échanges internationaux en dépit du coût de la procédure.

L'OMC fonctionne selon une logique de club auquel il faut payer un ticket d'entrée 'si un pays souhaite en devenir membre'³⁹. l'accession à l'OMC nécessite un changement multidimensionnel, engendrant des coûts d'ajustement sectoriels et institutionnel que le requérant (le pays en accession) doit assumer. Partant de ces exigences, des réformes économiques d'urgence sont mises en œuvre par l'Etat algérien dont certains réformateurs parle de mesures d'urgence exceptionnelles et extraordinaires, adoptées pour encourager

³⁸ CASTEL. O : les politiques volontaire de l'Etat mexicain, dans l'ajustement structurel et après ?, p59-60, in BENISSAD Hocine, « Algérie : de la planification socialiste à l'économie de marché », op.cit., p217.

³⁹ Les enjeux de l'accession de l'Algérie à l'OMC, article paru le 19 janvier 2010 sur le site internet : www.africatime.com.

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

lesopérateurs que ce soit algériens ou étrangers pour investir dans les différents secteurs économiques⁴⁰.

-les objectifs attendus de l'accession de l'Algérie à l'OMC :

L'objectif principal attendu par l'Algérie depuis la formulation de sa demande d'adhésion à l'OMC, est avant tout, de pouvoir pérenniser et raffermir sa volonté d'ouverture au commerce mondial. Toutefois, elle a aussi pour obligation d'apporter sa modeste contribution au renforcement de cette organisation qui pour se met en place et au renforcement du système commercial multilatéral⁴¹.

A cet effet, l'Algérie est tenu par le respect des règles de l'OMC, bien qu'il soit temps d'adapter des mesures concrètes ayant pour objectif de faciliter l'entrée des investisseurs étrangers et l'encouragement de l'investissement privé. C'est devenu un objectif stratégique, consacré par la loi fondamentale du pays⁴². Pour ce faire, des réformes essentielles, portant sur des aspects essentielles tel que :(système bancaire et financier, système douanier, système judiciaire, le soutien apporté aux petites et moyennes entreprise, les investissements étrangers, des mesures incitatives à l'export, de la TVA sur certains produit, exonération de 05 ans ,accordée en matière d'impôts sur les bénéfices des sociétés (IBS) ,la création de l'office algérienne de promotion du commerce extérieur (PROMEX) et la compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX) ...),ont été élaborées .

Dans l'objectif d'accélérer le processus d'adhésion des pays en développement et de promouvoir leur développement, y compris l'Algérie, des programmes d'aide ont été mis au point. Parmi ces programmes, figurent les programmes de l'organisation des nations Unies pour le développement industriel (ONIDI)⁴³ .en 1999, l'ONUDI a énoncé en collaboration avec les autorités algérienne, un programme pour l'amélioration de la compétitive et la destruction industrielle qui réunit cinq composantes⁴⁴.

- Assistance à l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique et d'une stratégie industrielle ;

⁴⁰ MEDJAHEB Mohamed Tayeb, « le droit de l'OMC et perspective d'humanisation du système algérien de défense commerciale », édition Houna, Alger, 2008, p88.

⁴¹ Idem.

⁴² Idem.

⁴³ L'ONUDI (organisation des nations Unies pour le développement industriel) est créé en 1967 à vienne.

⁴⁴MEDJAHED Mohamed, op.cit., pp95-96.

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

- Renforcement des services d'appui et de conseil à l'industrie ;
- Programme pilote d'appui pour la restructuration et l'amélioration de la compétitivité des entreprises algérienne (publiques et privé) dont 80 entreprise et 40 PME : PMI choisies parmi les sous –secteurs prioritaires ;
- Mise en place et maîtrise des systèmes et réseau d'information et de statistiques,
- Création d'un environnement sain et durable en Algérie.

1-2-2-2) Les conditionnalités résultantes de l'accord d'association entre l'Algérie et UE

L'accord d'association entre l'Algérie et UE est ratifié le 27 avril 2005, et entré en vigueur à partir du 1^{er} septembre 2005. Si son article 1 vise à consolider le dialogue et la sécurité entre l'Algérie et l'union européenne, et à faciliter le renforcement de la coopération entre les deux parties, l'objectif du texte vise principalement à favoriser la libre circulation des marchandises, des services et des capitaux entre les deux rives de la méditerranée⁴⁵

En effet, l'accord prévoit dans le respect des règles de l'OMC, l'établissement progressif d'une zone de libre-échange pendant une période de transition de 12 années au maximum à compter de sa date d'entrée en vigueur. Il implique la libéralisation des échanges commerciaux entre les deux entités, à la faveur d'un démantèlement tarifaire qui sera immédiat pour certaines catégories de marchandises, et progressif pour d'autres.

L'une des principales obligations de l'accord est celle de l'article 37 qui stipule : « *1- les parties évitent de prendre des mesures ou d'engager des actions rendant les conditions d'établissement et d'exploitation de leurs sociétés plus restrictives qu'elles ne l'étaient le jour précédant la date de signature du présent accord...* ».

Section 2) Les réformes économiques :

En Algérie, les premiers changements ont commencé au début des années 1980. Une première batterie de réformes économiques appliquées à la stratégie des industries industrialisantes qui a caractérisé le modèle de développement algérien. Cette expérience fut plus ou moins interrompue suite aux émeutes d'octobre 1988.

⁴⁵ L'article 6 de l'accord d'association entre l'Algérie et l'UE.

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

Depuis 1994, l'Algérie s'est engagée dans un processus d'ajustement structurel, dans un contexte de violence et de contestation permanente. L'excellente pluviométrie et le niveau élevé et durable des prix pétroliers ont permis au pays de retrouver ses grands équilibres macroéconomiques, et de constituer des niveaux historiques de réserves en devises.

2-1) La libéralisation des prix

Un nouveau système de prix a été mise en place qui distingue les prix à la production et les prix à la consommation. En ce qui concerne les prix à la production, on prévoit deux catégories des prix:

- les prix fixé par le gouvernement qui se rapportent aux produits de première nécessité et de large consommation;

- les prix surveillés sur lesquels le ministère du commerce exerce un contrôle a posteriori.

Les prix à la consommation sont basés sur un système de marges commerciales réglementées. Il existe pour certains produits de large consommation un soutien des prix financé par la caisse de compensation.

La mise en œuvre de la réforme de l'entreprise s'accompagne ainsi de mécanismes qui incitent l'entreprise à agir sur les coûts pour les réduire et devenir compétitive à l'intérieur et pour l'exportation d'une part, et qui permettent en même temps de protéger le pouvoir d'achat de la population d'autre part.

L'application de cette nouvelle politique des prix va dans le sens de la décentralisation de l'économie et permet d'assurer la transparence dans la formation des prix et d'évaluer à la juste mesure l'évolution de la productivité de notre économie à l'égard de l'extérieur pour adapter les hydrocarbures aux conditions réelles de fonctionnement de notre économie.

2-2) La libéralisation du commerce extérieur

Les nationalisations opérées, pendant les années 1960 et 1970, avaient permis à l'Etat d'exercer « le monopole sur le commerce extérieur par le biais de concession accordées à des entreprises publiques et à des organismes publics... »⁴⁶Ces mesures ont découragé les

⁴⁶BENISSAD Hocine, Algérie, restructuration et réformes économiques (1978-1993), OPU, Alger, 1994.

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

entreprises exportatrices privées, poussant « le secteur privé à prospérer par la spéculation sur les produits importés par le secteur public à un taux de change artificiellement élevé et sans lien avec le niveau intérieur d'inflation »⁴⁷

L'autre caractéristique du commerce extérieur algérien est qu'il est dominé par les exportations d'hydrocarbures qui atteignent 98% du total des recettes en devises. Les réformes de 1980 ont voulu modifier cette structure des exportations on cherchant à les diversifier. L'étude entreprise dans cette recherche a montré qu'il n'en est rien puisque ce pourcentage est resté identique, sinon qu'il a progressé. Dans le cadre de l'ajustement structurel la caractéristique principale est que le commerce extérieur doit être libéralisé. L'hypothèse, ici, est que la concurrence internationale stimule la production nationale dans le sens d'une meilleure compétitivité.

Malgré son ouverture sur le marché extérieur de 1962 à 1992, l'Algérie a utilisé plusieurs politiques protectionnistes (mesures tarifaires, droits fiscaux et douaniers) cette contradiction a fortement marqué l'économie algérienne.

En fait, c'est à partir de 1988 que l'ensemble de l'édifice de la gestion administrative du commerce extérieur a été remis en question. L'évolution du commerce extérieur sera couronnée par le décret de 1991 qui constitue, sur le plan juridique, une abolition du monopole de l'Etat et consacre dorénavant le commerce extérieur à tous les opérateurs privés et publics justifiant leur « bancarisation » auprès des banques commerciales.

C'est la loi de finance 1995 qui marqua la libéralisation totale du commerce extérieur. En réponse aux exigences de la libéralisation du commerce extérieur, progressivement, les barrières tarifaires ont baissées de 120% à 60% en 1992. Et, on s'attend à d'avantage de réduction dans le cadre des négociations d'adhésion à l'OMC.

2-3) Les réformes bancaires

la Loi sur la Monnaie et le Crédit (LMC) : Une nouvelle configuration du rapport monétaire s'est progressivement mise en place, en même temps que les nouvelles configurations des autres formes institutionnelles. Ce processus a démarré, de manière

⁴⁷BENACHENOU Mourad, Inflation Dévaluation Marginalisation, Dar-Echrifa, Alger, 1993, p.105

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

formelle et systématique, avec la promulgation de la loi 90-10, du 14 avril 1990, relative à la monnaie et au crédit.

Dans ses dispositions, la nouvelle loi consacre l'indépendance de la Banque centrale (devenue « Banque d'Algérie »), annule les lois antérieures, et notamment le décret d'avril 1964, qui subordonnait le pouvoir monétaire au pouvoir politique. La Banque Centrale ne relève plus de la tutelle de l'administration centrale, et le Trésor n'est plus autorisé à s'endetter sans limites auprès d'elle.

La LMC réhabilite la véritable mission de la Banque Centrale en tant que banque des banques, institut d'émission, banque de l'Etat, régulateur des crédits, prêteur en dernier ressort, institution de surveillance et de contrôle. Elle définit, par ailleurs, les modalités de mise en place des marchés monétaire et financier par la Banque d'Algérie, introduit l'utilisation des instruments indirects de la régulation du marché monétaire, consacre la démonopolisation de l'activité bancaire, instaure la réglementation prudentielle, la déréglementation des taux d'intérêt, l'assouplissement de la politique de change et ouvre le secteur bancaire et financier à la concurrence privée.

La LMC de 1990 sera amendée en 2001 puis remplacée en 2003 par l'ordonnance 03-11 relative à la monnaie et au crédit. Celle-ci préserve l'autonomie de la Banque centrale dans la formulation et l'exécution de la politique monétaire et maintient les dispositions limitant, en montant et durée, les avances au Trésor.

En résumé, les évolutions formelles permettent d'identifier deux types de ruptures fondamentales par rapport à la configuration antérieure du rapport monétaire.

Premièrement : une autonomie relative de la Banque Centrale qui met un terme à l'assujettissement du pouvoir monétaire au pouvoir politique.

Deuxièmement, et comme conséquence de la première : nous assistons à une réhabilitation de la monnaie dans ses fonctions traditionnelles. Cette réhabilitation n'est en fait rien d'autre qu'une remise en cause de la conception instrumentale de la monnaie qui a prévalu jusque-là dans les pratiques économiques de l'Etat. Il s'agit, dans les faits, de faire passer le dinar de simple moyen de contrôle administratif des fonds prêtables au statut de véritable monnaie, d'unifier son pouvoir d'achat et en faire l'instrument de la

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

rationalisation et de la financiarisation de l'activité de production. Pour cela, il fallut rétablir le dinar dans ses fonctions de moyen de paiement, unité de compte et réserve de valeur.

Par-delà l'aspect formel, il convient de noter que la configuration concrète du rapport monétaire a connu une évolution qui demeure fortement marquée par la conjoncture du marché pétrolier. On peut distinguer à cet égard deux périodes : les années 90, caractérisées par la prédominance des problèmes de balance de paiements, et les années 2000, caractérisées, elles, par l'amélioration considérable des termes de l'échange

Dans un premier temps, donc, la politique monétaire se présente comme un élément de la politique de stabilisation et du PAS. L'offre de monnaie est strictement maîtrisée. Cela est à lier en grande partie à la conjoncture pétrolière. L'offre de monnaie continue en effet à être déterminée par l'évolution des rentrées en devises provenant de l'exportation de pétrole.

Le boom des années 2000 va, quant à lui, ouvrir une nouvelle phase et donner lieu à une nouvelle situation : la surliquidité monétaire. La politique monétaire va s'efforcer de stabiliser les prix en stérilisant les surplus. Telle est, schématiquement, l'évolution qui a caractérisé la conduite de la politique monétaire durant les deux dernières décennies.

2-4) La loi des investissements

Une nouvelle doctrine a commencé à prendre forme à partir de 1990 fondée sur la liberté et l'égalité de traitement pour toutes les entreprises algériennes qu'elles soient publiques ou privées, cela s'est concrétisé par la promulgation de la loi relative à la monnaie et au crédit qui consacre en son article 183 le principe de la liberté de l'investissement étranger, elle ouvre également la voie à toutes formes de contribution du capital étranger et encourage toute forme de partenariat, y compris la forme d'investissement direct, le capital étranger peut investir dans des banques étrangères en Algérie ouvrant ainsi, la voie au partenariat financier.

L'adaptation du décret législatif du 05/10/1993 relative à la promotion de l'investissement, les objectifs contenus dans ce nouveau cadre s'articulent autour des éléments suivants :

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

- le droit d'investir librement;
- l'égalité devant la loi des promoteurs nationaux privé ou étrangers;
- l'intervention des pouvoirs publics se limite à l'octroi d'incitations aux investissements, principalement au moyen d'allègement fiscaux prévus par la loi;
- la création d'une agence de promotion de soutien et de suivi des investissements (APSI) pour assister les promoteurs dans l'accomplissement des formalités classiques par le biais d'un guichet unique;
- l'agrément préalable, connu par l'autorisation administratives pour investir, est supprimé, il est remplacé par une simple déclaration;
- le délai maximal d'étude des dossiers étant fixé à 60jours;
- le souci de ne pas imposer des formalités trop lourde ou complexe pour la réalisation d'un acte d'investissement en Algérie;
- la clarification et la pérennité des garanties et des encouragements acquis au double plan fiscal et douanier;
- L'accélération des transferts et de renforcement des garanties, associés au capital investi et aux revenus qui en découlent.

Dans les faits, la mise en œuvre des texte 1993 a été confronté à l'immobilisme de tout un environnement censé être au service de l'investissement, les pouvoirs publics ont promulgué l'ordonnance relative au développement de l'investissement du (20/08/2001) et la loi d'orientation pour la promotion de la PME qui visait comme objectifs premiers la reconstitution de la chaine de l'investissement et l'amélioration de l'environnement administratif et juridique ,elle a prévu notamment :

- La création du conseil national de l'investissement (CNI), avec pour mission de :
 - proposer les stratégies pour le développement de l'investissement ;
 - proposer l'adaptation aux évolutions constatées des mesures incitatives,
 - proposer la création d'un fonds d'appui à l'investissement pour la prise en charge de la contribution de l'Etat dans le coût des avantages consentis aux PME.
- La mise en place d'un guichet unique sous la forme d'une agence National du développement de l'investissement (ANDI), avec pour tâches :
 - d'accueillir, d'informer et d'assister les investisseurs résidents et non-résidents,

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

- De fournir la prestation administrative,
- De gérer le fonds d'appui à l'investissement.

Quant à la loi d'orientation sur la promotion de la petite et moyenne entreprise (du 12décembre 2001),celle-ci définit les mesures de facilitation administratives dans la phase de création de l'entreprise .elle a également prévu la création d'un fonds de garantie des prêts accordés par les banques en faveur des PME.la promotion de la sous- traitance,en tant qu'instrument privilégié de densification du tissu des PME est également prise en chargedans la loi, il est prévu la mise en place d'un comité National de la promotion de la sous- traitance (mis en œuvre actuellement).

Section 3) Les déterminants de la croissance économique en Algérie

La croissance en Algérie est largement tributaire du secteur des hydrocarbures qui participe à raison de plus de 45% dans la composition du PIB, suivi par le secteur du commerce et services et du BTP. Cette dépendance vis-à-vis d'un secteur dont l'offre est principalement déterminée par la demande étrangère rend l'économie algérienne très sensible aux fluctuations des prix mondiaux des hydrocarbures.

3-1)La croissance du PIB

L'Algérie a connu une période de performances raisonnable durant la période 1970-1985 ; la croissance du PIB en terme réel était en moyenne de 4,7%. Depuis la crise de l'endettement en 1983 et la chute des prix du pétrole en 1986, la croissance s'est sensiblement ralentie pour se fixer à une moyenne annuelle de 1,4% entre 1986 et 1990. Par ailleurs le pays a enregistré une croissance réelle négative de -0,9% par an entre 1990-1994, et cela dû, essentiellement, aux effets de la nette baisse de cours de pétrole et des conditions climatiques défavorables qui a occasionné une baisse importante de la production agricole.

Une faible amélioration des performances économiques du pays a marqué la periode1995-1998. En moyenne, le PIB, en terme réel, a atteint environ 3,4% par an au cours de cette période. Grâce aux bons résultats obtenus dans le secteur agricole et industriel, ainsi qu'à l'augmentation des cours du pétrole et un fort taux de croissance enregistré pendant l'année 1998 est de l'ordre de 5,1%. Les résultats enregistrés dans les

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

secteurs agricoles ont été favorisés par libéralisation des prix et par l'amélioration des circuits de financement toutefois, la croissance économique était forte et régulière entre 2000 et 2004, dépassant 5% en moyenne annuelle et s'établissant à un taux de 5,1%, 4,7% et 5,6%. Par ailleurs, la poursuite de l'expansion de l'économie mondiale et le niveau élevé des prix de pétrole constituent des facteurs explicatifs à cette croissance économique en Algérie. Par contre la croissance économique est baissée jusqu'à 2% en 2006 et à 1,3% en 2007.

3-2) La croissance de la production pétrolière

L'économie algérienne est toujours surdéterminée par la dépendance vis-à-vis des hydrocarbures (gaz et pétrole). Les tentatives de diversification, qu'il s'agisse de celle engagée dans les années 1970 dans le cadre du système économique centralisé, l'initiative prématurément interrompue de gouvernement de 1989-1991 ou de l'ouverture économique entreprise sous l'égide du FMI depuis 1994, ont systématiquement échoué.

Le démantèlement des barrières au commerce, la circulation libre des marchandises et la cessation des subventions au secteur public commercial, n'ont fait émerger aucune capacité productive ou exportatrice nouvelle. Au contraire, cette ouverture en trompe-l'œil, a fait subir à la fragile industrie nationale, tant publique que privée, une concurrence brutale qui est en train de le détruire. En effet le secteur pétrolier domine près 90% des exportations entre 1995 et 1998⁴⁸, alors que le secteur industriel hors hydrocarbure représente moins de 10% à partir de 1998, un secteur dominé par le privé à plus de 90% par le secteur privé.

La production d'hydrocarbures génère des revenus très substantielles pour le pays entre, 1995 et 1998, ces derniers ont atteint 60 milliards de DA du budget de l'Etat, soit 18 à 20 du PIB. En 2002, les exportations des hydrocarbures ont totalisé 18 milliards de dollars alors que les importations liées aux opérations du secteur se sont situées à 2 milliards de dollars environ. Mais la très forte dépendance de l'Etat, vis-à-vis de ces ressources depuis quatre décennies, a déterminé trois conséquences négatives qui affectent de façon structurelle l'ensemble de l'économie :

⁴⁸ Karim NASHIBI, Patricia ALONSO-GAMO, Stefania BAZZOUNI, Alain FELER, Nicole LAFRAMBOISE, Sebastian PARIS-HORVITZ, « Algérie: stabilisation et transition à l'économie de marché », FMI, Washington, 1998, p 105

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

- la première conséquence est que la création d'emploi industriels est faible, en raison de la faible intensité de main-d'œuvre dans la production d'hydrocarbures ;
- la deuxième conséquence est que les fluctuations des prix du pétrole induisent à une volatilité importante de la balance des paiements, des revenus budgétaires et de la masse monétaire, source de fragilité majeure pour l'économie dans son ensemble ;
- la troisième conséquence la rente, issue de ce secteur hyper rentable, a permis à l'Algérie d'avoir des ressources financières très largement supérieures à celles de ses voisins, et cette capacité continue d'offrir au pays les moyens financiers d'une croissance économique rapide.

L'industrie connaît des problèmes de sous-utilisations de ses capacités installées qui varient de 45 à 60 selon les secteurs. Il faut également souligner les effets des dévaluations du DA sur les entreprises du fait du renchérissement du crédit bancaire et des pertes de change qui ont alourdi leur découvertes bancaires. Selon les responsables privés algériens, les pertes de change pour l'ensemble du secteur industriel ont été estimées à plus de 60 milliards de DA à la fin de 1995. Le secteur industriel se caractérise aussi par la faiblesse de ses capacités d'exportations industrielles qui est de 40 environ en moyenne. Les difficultés de l'industrie ont été amplifiées par la mise en œuvre des mesures du PAS, par la dissolution de plusieurs entreprises, le licenciement de nombreux travailleurs et donc la baisse de l'investissement intérieur brut entre 1990 et 1997⁴⁹.

3-3) La croissance des investissements étrangers :

L'Algérie dont le tour de vis nationaliste qui s'est exprimé par l'obligation légale pour un investisseur étranger de s'associer à un partenaire majoritaire pour tout projet dans le pays a probablement eu un effet dissuasif sur les IDE hors hydrocarbures. Les auteurs du rapport n'hésitent pas d'ailleurs à mettre en exergue la détérioration du climat des affaires déjà déplorée par le Rapport « Doing Business 2010 » de la Banque mondiale. Mais l'image peu attractive de l'Algérie en tant que terre d'accueil des IDE n'a pas eu, au contraire semble-t-il, de conséquences sur les projets étrangers dans le secteur pétrolier et gazier.

L'évolution des IDE en 2009 est significative, les annonces d'investissements en

⁴⁹ BENDERRA Omar, HIDOUCI Ghazi, « Algérie : économie, prédation et Etat policier », comité de justice, dossier n° 14, mai 2004, pp 5-6.

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

Algérie passent de 1,5 à près de 2,5 milliards d'euros. Le rapport de l'AIN cite l'ANDI qui enregistrait une hausse de 40% au cours des 9 premiers mois de 2009. Signe du renforcement du caractère rentier de l'économie algérienne, ces résultats sont à mettre au crédit du secteur de l'énergie en Algérie, qui représente à lui seul 9 des 10 plus gros projets de 2009. A cette aune, la diversification de la production nationale reste un vœu pieux. Le retour à des niveaux d'investissements compatibles avec des objectifs de développement en ligne avec le potentiel et la démographie algérienne n'est pas encore perceptible.

L'Algérie a attiré une bonne partie des flux financiers d'investissement direct étranger (IDE) destinés à la région du Maghreb entre 2010 et 2011. Dans le dernier rapport publié par la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement), il apparaît clairement que l'Algérie s'est accaparée au moins un tiers de la valeur des investissements directs étrangers affectés à la région du Maghreb. En effet, en 2010, l'Algérie a attiré 2,264 milliards de dollars des flux financiers d'IDE, contre 2.571 milliards de dollars en 2011. Pour toute la région du Maghreb, ces flux étaient estimés à 7.260 en 2010 contre 6.233 milliards de dollars durant l'année écoulée.

Ainsi, l'Algérie vient en première position parmi les autres pays maghrébins en termes d'investissement direct étranger entre 2010 et 2011, si l'on tient compte dudit rapport de la CNUCED. Dans son rapport mondial des investissements qui restitue les flux financiers des IDE entre les pays du monde, il est précisé que les investissements directs étrangers ont augmenté globalement de 16% entre 2010 et 2011, pour atteindre 1500 milliards de dollars. Cet organisme onusien prévoit, néanmoins, une baisse du niveau des IDE en 2012. Les 10 pays du sud de la Méditerranée attirent, en 2011, 38,94 milliards de dollars des flux financiers, soit 2,6% des IDE mondiaux, soit l'équivalent de presque 3 milliards de plus que l'an dernier.

Une légère baisse a été constatée pour la région du Maghreb, lequel décroissement est « imputable aux seules Tunisie et Libye ; une dégringolade très préoccupante en Egypte et en Syrie, le premier subissant une année de désinvestissement ». L'évolution des flux financiers des IDE vers le continent africain a marqué une tendance stable en 2011 comparée à 2010. « En ce qui concerne les IDE entrants (-0,9% pour 42,7 milliards de dollars en 2011), les reculs des IDE en Egypte et en Libye étant largement responsables de cette performance bien en dessous de la tendance mondiale, alors que l'Afrique du Sud

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

bénéficie d'une multiplication par quatre de ses investissements sur un an, à 5,8 milliards de dollars. Ainsi, il est utile de préciser que l'Algérie et l'Afrique du Sud ont continué à attirer l'essentiel des IDE vers le continent africain, en 2011, face à une contre-performance patente des Egyptiens, très affectés par les événements en relation avec le «Printemps arabe». Par ailleurs, la CNUCED constate dans son rapport que, du fait de la crise économique, de plus en plus de pays adoptent une approche restrictive par rapports aux investissements sortants et mettent en place des stratégies pour rapatrier les investissements étrangers afin d'améliorer leur balance des paiements, de dynamiser leur création d'emploi et leur tissu industriel.

Section 4 : les données de l'Algérie après l'ouverture économique

4-1) Données Économiques et sociales

L'économie algérienne a progressé de 2,6 % en 2011, tirée par les dépenses publiques, en particulier dans le secteur de la construction et des travaux publics, et par la demande intérieure croissante. Le taux d'inflation était de 3,9 % et le déficit budgétaire à 3 % du produit intérieur brut (PIB). L'excédent du compte courant est estimé à 9,3 % du PIB et à la fin de décembre 2011. Si les hydrocarbures sont exclus, la croissance économique a été estimée à 4,8 %. La production du secteur pétrolier et gazier en termes de volume, continue de diminuer, passant de 43,2 millions de tonnes à 32 millions de tonnes entre 2007 et 2011. Néanmoins, le secteur représentait 98 % du volume total des exportations en 2011 et 70 % des recettes budgétaires, ou 71,4 milliards USD. Le secteur agricole et des services a enregistré une croissance de 10 % et de 5,3 %, respectivement. La politique budgétaire est restée expansionniste et a permis de maintenir le rythme des investissements publics et de contenir la forte demande pour l'emploi et de logement. Une croissance de 3,1 % est attendue en 2012, passant à 4,2 % en 2013⁵⁰.

4-1-1) Produit Intérieur Brut (PIB) :

Taux de croissance réelle: le tableau suivant donne la croissance du PIB sur une base annuelle ajustée pour l'inflation et exprimé en (%).

⁵⁰ Données et statistiques Pays : Algérie, African Economic Outlook.org, Consulté le 17/07/2012.

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

Tableau n°04: Produit Intérieur Brut (PIB) - Taux de croissance réelle (%) de l'Année 1999 à l'Année 2010

Année	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
(PIB) - Taux de croissance réelle (%)	3,9	5	3,8	3	7,4	6,1	5,5	3	4,5	3,5	2,2	3,3

Source: CIA World Factbook - Version du 01 janvier 2011

4-1-2) L'investissement public:

L'investissement a été soutenu par les revenus du pétrole et du gaz, qui a augmenté en raison de la persistance de prix élevés du pétrole, bien que la tendance du volume de production soit à la baisse.

Tableau n°05: Investissement brut en capital fixe (%) de l'Année 2004 à l'Année 2010

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Investissement brut en capital fixe (%)	26,2	22,6	23,4	24,5	26,1	28,4	27,5

Source: CIA World Factbook - Version du 01 janvier 2011

4-1-3) Le chômage :

Le chômage touche surtout les jeunes, avec un taux de 21,5 % pour les 15-24 ans. Les dispositifs en faveur de l'emploi contribuent à atténuer le problème, mais des mesures sont nécessaires pour redresser l'offre d'emplois. La démocratisation de l'enseignement et l'élargissement de la formation professionnelle et des enseignement supérieur restent des priorités nationales.

Tableau n°06: Taux de chômage (%)

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

Année	1999	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Taux de chômage (%)	30	34	31	26,2	25,4	17,1	15,7	11,8	12,5	10,2	9,9

Source: CIA World Factbook - Version du 01 janvier 2011

Le pays est confronté à un certain nombre de problèmes à court terme et à moyen terme, y compris la nécessité de diversifier l'économie, renforcer les réformes politiques, économiques et financières, d'améliorer le climat des affaires et de réduire l'inégalité sociale entre les régions. Une meilleure croissance est également nécessaire pour réduire le chômage des jeunes.

4-2) solvabilité financière :

Les fonctions monétaires et bancaires du gouvernement algérien sont centralisées dans le cadre de la Banque d'Algérie, qui procède à partir de 1990, à la libéralisation du secteur bancaire ainsi qu'à la constitution de banques privées. Soutenu dans cette entreprise par le FMI et la Banque mondiale, l'État algérien a entrepris des efforts d'assainissement de ses finances et a vu sa dette extérieure diminuer à partir de la fin des années 1990. Les réserves de change sont passées quant à elles de moins de 5 milliards de dollars en 1999 à plus de 110,18 milliards de dollars en 2007, avec des prévisions de clôture de l'année 2012 de 205,2 milliards de dollars, selon le FMI.

Tableau n°07 : Réserves d'or et de devises (US\$) de l'Année 2004 à l'Année 2010

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Montant des réserves d'or et de devises (US\$)	43 550 000 000	56 580 000 000	78 000 000 000	110 600 000 000	143 500 000 000	149 300 000 000	150 100 000 000

Source: CIA World Factbook - Version du 01 janvier 2011

Mais en l'absence de marché du change, l'intervention directe de la Banque d'Algérie et les injonctions des autorités politiques (notamment depuis la révision de la loi sur la monnaie et le crédit) ont fait de la cotation de la monnaie algérienne un acte beaucoup plus

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

administratif qu'économique⁵¹

4-3) taux de change :

Le Dinar algérien est l'unité monétaire principale du pays depuis le 1^{er} avril 1964, date à laquelle il a remplacé le nouveau franc algérien. Dévalué de 40,17 % sur injonction du FMI le 10 avril 1994, la dérive du dinar algérien s'est poursuivie tout au long de cette dernière décennie. En début de l'année 2012, et à la suite des fortes augmentations des salaires des fonctionnaires durant l'année 2011, l'État a opéré une nouvelle fois une dévaluation d'environ 10 % du dinar par rapport au dollar et à l'Euro. Cela a eu un impact négatif sur le pouvoir d'achat des algériens, et face à cet effondrement du pouvoir d'achat l'État a eu recours à la loi des finances complémentaires pendant consécutives.

Tableau n°08 : Taux de change de la monnaie locale en dollars américains (USD)

Année	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
Taux de change de la monnaie locale en dollars américains (USD)	3,84	5,03	8,96	47,66	75,26	73,28	74,39

Source: CIA World Factbook - Version du 01 janvier 2011

4-4) Dette

4-4-1) Dette extérieure

L'Algérie a achevé le remboursement anticipé de la totalité de sa dette rééchelonnée. En effet, des accords ont été signés sur le remboursement par anticipation de dettes notamment avec la Pologne, l'Arabie saoudite, la Turquie, l'Inde, la Slovénie et le Portugal, selon la presse locale. Avec ses créanciers publics du Club de Paris, l'Algérie a clos à la mi-novembre tout le processus de remboursement anticipé pour un montant global de 7,75 milliards de dollars. Elle avait également remboursé par anticipation sa dette rééchelonnée avec le Club de Londres en septembre 2006 pour un montant de 800 millions de dollars. L'encours de la dette extérieure est passé de plus de 33 milliards de dollars en 1996 à

⁵¹GRIM Noredine, Paru dans le Journal El Watan, *Algeria-Watch*, 23 janvier 2012.

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

moins de 4,5 milliards de dollars en 2007. Le service de la dette en pourcentage des exportations de biens et de services est en outre passé de 73,9 % en 1991 contre seulement 500 millions de dollars sur un volume global de 63,3 milliards de dollars.

Le FMI conjointement avec la banque mondiale a classé l'Algérie au titre du pays le moins endetté des 20 pays de la région MENA pour l'année 2012, dans un rapport spécial sur les perspectives économiques de la région du Moyen-Orient et l'Afrique du nord. En effet, le Fonds indique que la dette extérieure brute de l'Algérie ne représentera que 2,4 % du Produit intérieur brut en 2012 et devra se maintenir au même taux en 2013 contre 2,8 % en 2011⁵²

Tableau n°09: Evolution de la Dette extérieure Algérienne en (milliards US\$) de l'Année 2000 à l'Année 2011

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Montant de la dette(en milliards US\$)	30	25	24,7	21,6	22,71	21,9	19,45	5	3,96	2,7	5,41	4,14

Source: CIA World Factbook - Version du 01 janvier 2011

4-4-2) Dette intérieure

La dette publique intérieure de l'Algérie a reculé ainsi à moins de 1 % par rapport au Produit intérieur brut (PIB), les taux sont estimés par le Ministère des Finances à 814,4 milliards de dinars, soit l'équivalent de 11 milliards de dollars à fin décembre 2009. La dette intérieure publique connaît une tendance à la hausse. Cette dette intérieure passe de 1170 milliards de dinars en juin 2008 à 750 milliards de dinars en juin 2009 pour finir le même exercice à 814,4 milliards de dinars. Elle (dette intérieure) a donc augmenté de 64,4 milliards de dinars entre juin et décembre 2009, elle représente en grande partie l'ensemble des créances sociales (salaire des fonctionnaires, par exemple, commerciales et fiscales. La dette intérieure est insensible aux écarts de change, car elle est majoritairement libellée dans le dinar algérien.

⁵²FMI : l'Algérie demeure la moins endettée dans la région MENA et 2^e détentrice des réserves de change, La rédaction, APS, 21 avril 2012

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

Tableau n°10 : Evolution de la Dette publique intérieure Algérienne mesurée en pourcentage du PIB (PIB%) de l'Année 2004 à l'Année 2010

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Montant de la dette(% PIB)	37,4	30,2	18,6	18	9,9	20	25,7

Source: CIA World Factbook - Version du 01 janvier 2011

4-5) Commerce

Afin d'intégrer l'économie mondiale, l'Algérie a opté pour le processus de l'ouverture de son commerce extérieur et son engagement dans le cadre des accords commerciaux internationaux par des réformes économiques engagées par les pouvoirs publics⁵³. La Libéralisation du commerce extérieur a été réalisée au cours des années 1990 par l'abolition du monopole de l'État sur le commerce extérieur, la levée de toutes les barrières non-tarifaires, la simplification du tarif douanier en ramenant le nombre de taux des droits de douane à quatre (0 %, 5 %, 15 %, 30 %) et en réduisant le taux maximum à 60 % dans un premier temps au lieu de 100 % précédemment et à 30 % depuis 2002⁵⁴.

Les exportations des hydrocarbures représentent 97,21 % de la totalité des exportations algériennes hors hydrocarbures, qui n'ont atteint que 2,15 milliards de dollars en 2011, en progression de 41 % par rapport à l'année 2010⁵⁵

L'encouragement et le soutien à l'exportation hors hydrocarbures consacrés dans la stratégie économique du pays dans un souci d'équilibre de la dépense publique⁵⁶, n'ont pas donné de résultats satisfaisants. Les contraintes soulevées par les exportateurs restent toujours les mêmes tels que: entraves bureaucratiques, lenteurs et complexité des procédures douanières, un environnement bancaire qui n'est pas facile et un manque de logistique et d'infrastructures portuaires.

Tableau n° 11 : Evolution des Importations et des Exportations en (milliards \$) de

⁵³Le commerce extérieur Ministère Algérien du Commerce, Consulté le 21 juillet 2012

⁵⁴ Idem.

⁵⁵Exportations hors hydrocarbures : Pour l'amélioration des résultats [archive],Par D. Akila , Journal El Moudjahid , 11 juin 2012

⁵⁶ Idem.

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

l'Année 2002 à l'année 2010

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Montant des Importations (milliards \$)	10,6	10,6	12,42	15,25	22,53	27,6	39,16	39,1	37,07
Montant des Exportations (milliards \$)	19,5	19,5	24,96	32,16	49,59	55,6	78,23	43,69	52,66

Source: CIA World Factbook - Version du 01 janvier 2011

L'économie souterraine ou le marché informel reste un phénomène qui menace la stabilité de l'économie algérienne. Selon les experts, la part du secteur informel est évaluée à environ 600 milliards de dinars, soit 17 % de l'ensemble des revenus primaires nets des ménages algériens. Les statistiques du ministère du commerce démontrent par exemple, que 35 % du marché des fruits et légumes active dans l'informel.

Selon l'Oxford Business Group, l'Algérie, dont l'économie continue de résister aux effets de la crise financière mondiale, a vu sa consommation intérieure progresser, ce qui a suscité un intérêt croissant pour le développement du commerce dans le pays à travers la construction de divers centres commerciaux et hypermarchés.

Conclusion

Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne

Le processus d'ouverture vise en priorité, la réhabilitation de l'entreprise en tant qu'acteur économique catalyseur d'une croissance durable et créateur de richesses, jouissant d'une autonomie vis-à-vis de l'Etat. Dès lors, l'Etat se concentre sur ses missions régaliennes économiques et se consacre à son rôle de régulation. Les effets attendus sont une diversification de la base de la production industrielle, agricole et de services permettant de faire sortir progressivement l'économie nationale de la dépendance encore excessive par rapport aux hydrocarbures.

L'ouverture économique repose également sur un profond réajustement du cadre réglementaire législatif ayant trait notamment au commerce extérieur, au régime applicable à la promotion de l'investissement et celui relatif à la privatisation des entreprises publiques.

la situation économique reste caractérisée par le très faible niveau de la production industrielle hors hydrocarbures, un taux de chômage considérable, l'ampleur croissante de l'économie informelle, la précarité croissante du plus grand nombre et des inégalités sociales de plus en plus fortes, l'absence de droit et un environnement institutionnel et administratif défaillant.

Chapitre IV

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

Introduction

Ce chapitre décrira intégralement une démarche logique dans le but d'obtenir des résultats satisfaisants. Ceci étant, commençons d'abord par la présentation démarche économétrique suivit. Ensuite par la description du cadre conceptuel et méthodologique pour enfin terminer avec une analyse empirique de l'impact de l'ouverture économique sur la croissance économique de l'Algérie.

Section 1 : Démarche économétrique

Le point de départ dans toute recherche économétrique est la spécification du modèle (premier point).cette spécification implique la détermination de la variable expliquée et des variables explicative, les signes des paramètres et la formulation mathématique du modèle (deuxième point).le dernier point fera l'objet d'une analyse des séries temporelle (tests et estimation).

1-1) Analyse de la stationnarité :

Avant tout traitement économétrique, il convient de s'assurer de la stationnarité des variables retenues, et cela par le teste de stationnarité qui vise à vérifier l'hypothèse de non stationnarité contre l'hypothèse alternative de stationnarité, deux testes permirent de rendre les séries stationnaires.

1-1-1) La teste Dickey-Fuller (DF)

Le teste DF(1979) permet de mettre en évidence le caractère stationnaire ou non d'une chronique par la détermination d'une tendance déterministe ou aléatoire.

Les modèles de bases de la construction du test de la racine unitaire (Dickey Fuller) sont en nombre de trois :

$$Y_t = \rho_1 Y_{t-1} + \varepsilon_t \dots \dots \dots [1], \text{ absence d'une constante.}$$

$$Y_t = c + \rho_1 Y_{t-1} + \varepsilon_t \dots \dots \dots [2], \text{ présence d'une constante ;}$$

$$Y_t = C + \beta_t + \rho_1 Y_{t-1} + \varepsilon_t \dots \dots \dots [3], \text{ présence d'une constante et d'une tendance ;}$$

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

Le principe du test est simple si : l'hypothèse nulle $H_0 : \rho_1 = 1$ est acceptée dans l'un des trois modèles, le processus est alors non stationnaire, Y admet une racine unitaire quel que soit le modèle retenu.

Le principe général du test qu'on estime avec les MCO le paramètre ρ noté $\hat{\rho}$ pour les modèles [1], [2] et [3].

L'estimation des coefficients et les écarts types des modèles par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) fournissent les statistiques de Dickey Fuller notée $t_{\hat{\rho}_1}$ est calculée comme suit¹ :

$$t_{\hat{\rho}_1} = \frac{\hat{\rho}_1}{\delta \hat{\rho}_1}$$

Les règles de décision :

Si $t_{\hat{\rho}_1} \geq t_{\text{tabulé}}$: on accepte $H_0 : \rho_1 = 1 \rightarrow y_t$ est non stationnaire ;

Si $t_{\hat{\rho}_1} < t_{\text{tabulé}}$: on accepte $H_1 : \rho_1 < 1 \rightarrow y_t$ est stationnaire.

Tel que $t_{\text{tabulé}}$: est la valeur tabulée par DF.

Deux types de processus peuvent être distingués à partir de ce test :

1-1-1-1) Processus TS (Trend stationary) :

Il représente une non-stationnarité de nature déterministe.

Le processus s'écrit : $y_t = a + f(t) + \varepsilon_t$

Où f est une fonction polynomiale du temps et ε_t est un processus stationnaire.

1-1-1-2) processus DS (differencystationary) :

Il représente une non-stationnarité aléatoire

Le processus DS est un processus qu'on peut rendre stationnaire par différenciation

Il s'écrit : $Y_t = y_{t-1} + \varepsilon_t$ (sans dérive)

$Y_t = \beta + y_{t-1} + \varepsilon_t$ (avec dérive)

¹Abdrahmani, cours « méthodes statistiques », master1 EAIF, 2011.

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

1-1-2) Le test de Dickey – Fuller Augmentés (ADF)² :

Dans les modèles précédents, utilisée pour les tests de DF simples, le processus ε_t est, par hypothèse, un bruit blanc. Or il n'y a aucune raison pour que, a priori, l'erreur soit non corrélée ; on appelle tests de Dickey – Fuller Augmentés (ADF, 1981) la prise en compte de cette hypothèse.

Les tests ADF sont fondés, sous hypothèse alternative $|\rho_1| < 1$, sur l'estimation par les MCO des trois modèles :

$$[4] \Delta y_t = \rho_t y_{t-1} - \sum_{j=1}^p \rho_j \Delta y_{t-j} + \varepsilon_t$$

$$[5] \Delta y_t = \rho_t y_{t-1} - \sum_{j=1}^p \rho_j \Delta y_{t-j} + c + \varepsilon_t$$

$$[6] \Delta y_t = \rho_t y_{t-1} + b_t + c - \sum_{j=1}^p \rho_j \Delta y_{t-j} + \varepsilon_t$$

Le test se déroule de manière similaire aux tests DF simples, seules les tables statistiques diffèrent. La valeur de ρ peut être déterminée selon les critères de AKAIKE ou de SCHWARDZ ou encore, d'une valeur suffisamment importante de ρ , on estime un modèle à $\rho - 1$ retards, jusqu'à ce que le coefficient du $\rho^{\text{ième}}$ retard soit significatif.

1-2) choix du modèle

En vue d'analyser empiriquement l'impact de l'ouverture économique sur la croissance économique de l'Algérie, nous allons utiliser un modèle VAR (Vector autorégressive) qui est une modélisation multivariés sans autres restrictions que le choix des variables sélectionnés et du nombre de retard « p ». Il sera estimé sur la période (1990-2011) pour laquelle nous disposons des données.

Les modèles VAR ont été introduit par SIMS(1980) comme alternative aux modèles macro-économique d'inspiration Keynésienne qui ont connu beaucoup de critiques concernant les résultats obtenus, à savoir des estimateurs biaisés, des prévisions médiocres, l'absence d'un test statistique sur la structure causal entre les variables....etc.

² Bourbonnais ; « économie » ; 7ème édition ; Ed DUNOD ; Paris ; 2009 ; pp233.

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

1-2-1) La modélisation VAR permet :

- D'expliquer une variable par rapport à ses retards et en fonction de l'information contenue dans d'autres variables pertinentes ;
- De disposer d'un espace d'information très large ;
- cette méthode est assez simple à mettre en œuvre les estimations et les tests reposent sur l'analyse moderne des séries temporelles (tests de stationnarité des variables, tests de causalité de granger, estimation de la relation de court de long terme).

1-3) Présentation du modèle VAR

La modélisation VAR repose sur l'hypothèse selon laquelle l'évolution de l'économie est bien approchée par la description des comportements dynamiques d'un vecteur à « K » variables et se référant à la théorie économique. Ensuite, le choix de l'ordre de retard des variables et enfin, l'estimation des paramètres.

La construction d'un modèle VAR se fait d'abord, par la sélection des variables d'internes en se référant à la théorie économique. Ensuite, le choix de l'ordre de retard des variables et enfin, l'estimation des paramètres.

La généralisation de la représentation VAR à « K » variable et « P » décalage notée (VAR(P)) s'écrit sous forme matricielle :

$$Y_t = A_0 + A_1 Y_{t-1} + A_2 Y_{t-2} + \dots + A_p Y_{t-p} + V_t$$

Avec : $y_t =$

A_0 est un vecteur et $A_1 \dots A_p$ sont des matrices.

On note $\Sigma v = E(v_t, v_t')$ la matrice de dimension (k, k) des variances covariances des erreurs.

Cette matrice est bien sûr inconnue.

Cette représentation peut s'écrire à l'aide de l'opérateur retard :

$$(I - A_1 D - A_2 D^2 - \dots - A_p D^p) Y_t = A_0 + V_t$$

Ou encore : $A(D)Y_t = A_0 + V_t$

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

1-3-1) Détermination de l'ordre de retard

Le choix de l'ordre de retard détermine la période maximum d'influence de la série explicative sur la série à expliquer. Lorsque la valeur "p" du nombre de retard du modèle VAR(P) est inconnue, il est possible de la déterminer on utilise les critères d'information d'AKAIKE(AIC) et SHWARZ (SC).

La procédure consiste à estimer un certain nombre de modèle VAR pour un ordre de retard "p" allant de 0 à H, où H représente le nombre de retard maximum (H=4), on retient alors un retard "p" jugé suffisamment Bas p_{\min} (généralement égale à 1) qui minimise les caractères de AIC et SC.

Ces statistiques sont données respectivement comme suit :

- $AIC(p) = \log[\det(\sum \varepsilon)] + 2k^2 p / n$
- $SC(p) = \log[\det(\sum \varepsilon)] + k^2 p \log(n)/n$

Avec:

K: le nombre de variables;

n : le nombre d'observation ;

P ; le nombre de retard ;

$\sum \varepsilon$; La matrice des variances covariances des résidus du modèle.

1-3-2) Estimation du modèle VAR

Les paramètres du processus VAR ne peuvent être estimés que sur des séries chronologiques stationnaires (sans saisonnalité et sans tendance). Deux techniques d'estimation sont possibles :

-Estimation de chaque équation de VAR par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) ; ou

-l'estimation par la technique du maximum de vraisemblance.

1-3-3) Teste de causalité de Granger

La causalité consiste à étudier l'évolution de l'ensemble des variables et d'examiner si le passé des une apporte une information supplémentaire sur la valeur présente et future des autres.

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

Cette approche est formalisée par Granger(1987) est définie comme suite :

Considérons un processus VAR d'ordre 1 pour deux variables Y_{1t} , Y_{2t} :

$$\begin{cases} Y_{1t} = \beta_0 + \beta_1 Y_{1t-1} + \beta_2 Y_{2t-1} + \varepsilon_{1t} \\ Y_{2t} = \alpha_0 + \alpha_1 Y_{1t-1} + \alpha_2 Y_{2t-1} + \varepsilon_{2t} \end{cases}$$

Tester l'absence de causalité de Y_2 vers Y_1 revient à effectuer un test de restriction sur les coefficients de la variable Y_2 de la représentation VAR ;

H_0 : Y_{2t} ne cause pas au sens de Granger Y_{1t}

H_1 : Y_{2t} cause au sens de Granger Y_{1t}

La statistique du test noté F^* est égale :

$$F^* = \frac{(SCR_c - SCR_{nc}) / C}{SCR_{nc} / (n - k - 1)}$$

Avec :

C : nombre de restrictions (le nombre de coefficient dont on test la nullité) ;

SCR_c : est la somme des carrés de résidus du modèle contraint ;

SCR_{nc} : est la somme des carrés des résidus du modèle non contraint.

La règle de décision :

Si $F^* > F^{\alpha}_{(v_1, v_2)} \rightarrow$ on accepte H_1 et on rejette H_0

$\rightarrow Y_{2t}$ explique significativement Y_{1t}

Il y a donc une causalité au sens de Granger de Y_{2t} vers Y_{1t}

Où $F^{\alpha}_{(v_1, v_2)}$ est la statistique tabulée par Fisher.

1-3-4) Analyse de la simulation des chocs sur les variables :

La simulation des chocs structurels est une méthode puissante pour analyse de la dynamique entre un groupe de variables. En identifiant un modèle VAR(p), l'analyse impulsionnelle permet d'expliquer les influences des chocs structurels d'une des variables sur les autres variables du système. Les réponses aux impulsions demeurent l'un des instruments le mieux indiqués pour expliquer les sources d'impulsion. Elles reflètent la réaction dans le temps des variables aux chocs contemporains identifiés. Leur examen fournit des informations sur les conséquences dans le temps des chocs. Il nous paraît alors intéressant d'analyser les

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

fonctions des repenses impulsionnelles et la décomposition de la variance de l'erreur de prévision dans le but d'interpréter l'impact des chocs sur la dynamique des variables étudiées.

1-3-4-1) Fonction de repenses impulsionnelles

Les repenses à des chocs sur les résidus des variables étudiées sont présentées par des graphes. Les courbes en pointillés représentent l'intervalle de confiance. L'amplitude du choc est égale à l'écart type des erreurs de la variable et l'on s'intéresse aux effets du choc sur dix périodes. L'horizon temporel des réponses est fixé sur ces dix périodes et il représente le délai nécessaire pour que les variables retrouvent leurs niveaux de long terme.

1-3-4-2) Décomposition de la variance de l'erreur de prévision

L'étude précédente, basée sur les fonctions de réponses impulsionnelles, peut être complétée par une analyse de la décomposition de la variance de l'erreur de prévision.

La décomposition de la variance de l'erreur de prévision a pour objectif de calculer pour chacune des innovations sa contribution à la variance de l'erreur. En effet on peut écrire la variance de l'erreur de prévision à un horizon K en fonction de la variance attribuée à chacune des variables .il suffit ensuite de rapporter chacune de ces variances à la variance totale pour obtenir son poids relatif en pourcentage³.

Section2 : Présentation des données, analyse graphique et analyse statistique

Dans cette section, nous allons présenter les différentes variables endogènes et exogènes jugées nécessaires pour la présentation économique et l'analyse va nous permettre d'expliquer l'évolution des différentes variables à partir de l'allure de leurs graphes et de dégager les caractéristiques statistiques « stationnarité » à partir de leurs corrélogrammes.

2-1) Le choix des variables :

Malgré l'existence de plusieurs variables pouvant déterminer l'ouverture économique en Algérie, nous avons limité notre étude sur les quatre variables exogènes qui déterminent la variation de l'ouverture économique, et ce pour deux raisons :

³ABDERHMANI F, « Essai d'application de la théorie de la cointégration d'erreurs (ECM) à la détermination de la fonction de demande de monnaie : cas de l'Algérie » ; mémoire de magister, dirigé par Kherbachi Hamid, université de Bejaia, 2004.

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

- Soit parce que les données n'étaient pas disponibles ;
- Soit parce que les observations ne présentaient que peu de variation pour avoir un effet significatif.

Notre modèle va contenir deux types de variables :

- La variable dépendante ou explique, ou encore endogène qui est le taux de croissance économique du pays (y) ou la valeur du produit intérieur brut (PIB réel) de l'Algérie ;
- Les variables indépendantes ou encore exogènes qui sont : les investissements direct étranger (IDE), ouverture commerciale(OC) et les prix du pétrole (pp).

Ces données concernant l'Algérie recueillies essentiellement auprès de l'ONS et l'ANDI et la banque mondiale. Toutes les données sont prises en dollars constant et en pourcentage de PIB.

Pour une meilleure compréhension des résultats, nous avons transformé les variables en logarithmiques afin d'aplatir les écarts entre les séries utilisées. Le programme utilisé à Cet effet a été la version 4.1

2-1-1) le PIB

La croissance économique d'un pays définie par l'expansion de revenu nationale or par la production intérieure totale de biens et services aux cours d'une période donnée (François FERROUX)⁴. À cet effet la PIB annuel s'avère l'indicateur propice pour mesurer la croissance économique en Algérie.

2-1-2) Les prix du pétrole

Le pétrole est la locomotive de la croissance économique en Algérie depuis l'indépendance [Seers, 1964]⁵, cela est prouvée par l'évolution systématique des deux agrégats « prix du pétrole et le taux de croissance du PIB ». En plus, plus de 90% des recettes de l'Etat sont constituée des revenus d'exportation du pétrole. Le poids économique du pétrole explique le choix de son utilisation dans le modèle.

⁴ Bertrand Blancheton. « Le concept de développement en débat ». conférence à l'université montesquieu-Bordeaux IV. 2004

⁵ Mehdi ABBAS, « l'accession de l'Algérie à l'OMC, entre ouverture contrainte et ouverture métrisée », document de travail, université de Grenoble, 2009, P8.

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

2-1-3) Le taux d'Ouverture commerciale

L'Algérie s'est engagée dans un processus d'ouverture de son économie depuis 1987. Cependant jusqu'au jour d'aujourd'hui cette ouverture se limite à l'aspect réel (commercial), ce qui justifie le choix du taux d'ouverture commerciale comme indicateur de l'ouverture économique en Algérie.

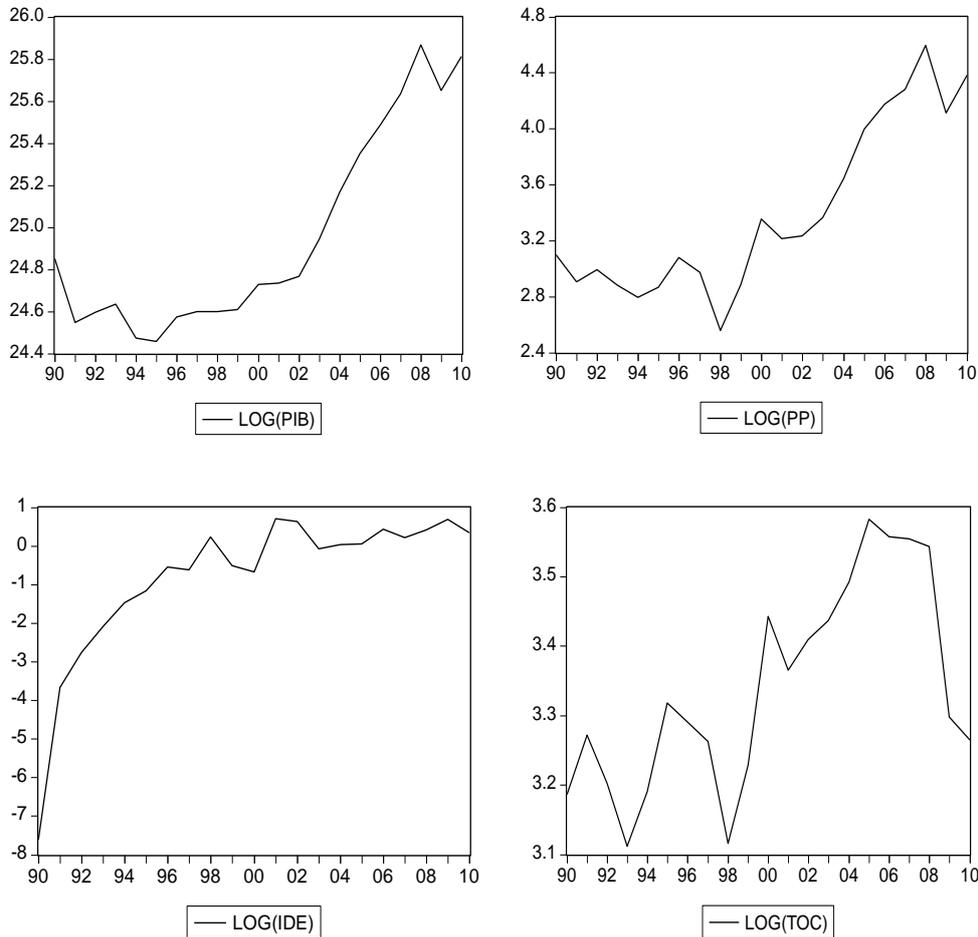
2-1-4) Les investissements directs étrangers

Les IDE sont vus par bon nombre de pays d'accueil comme étant un facteur clé de croissance, qui exercent un effet sur la demande globale et un effet sur les capacités de production. Ils sont aussi considérés, dans un contexte où l'essentiel du commerce mondial est réalisé par les entreprises multinationales, comme étant un moyen de s'insérer dans la mondialisation.

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

2-2) Analyse graphique des séries

Figure n°03: Les évolutions des différentes séries



Source : calculs effectués à partir des données avec le logiciel EViews4 .1

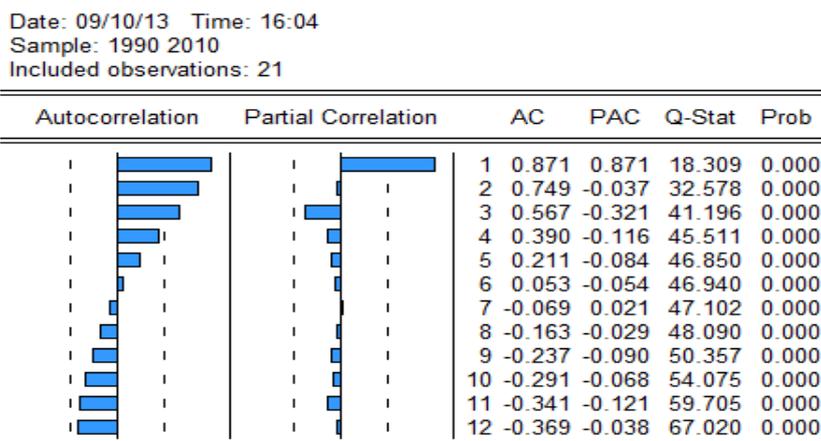
D'après les graphes ci-dessus, Il nous semble donc que les séries soit non stationnaire.

2-3) Analyse statistiques des séries

2-3-1) Analyse statistique de la série produit intérieur brut (PIB)

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

Figure n° 04 : Corrélogrammes (PIB)

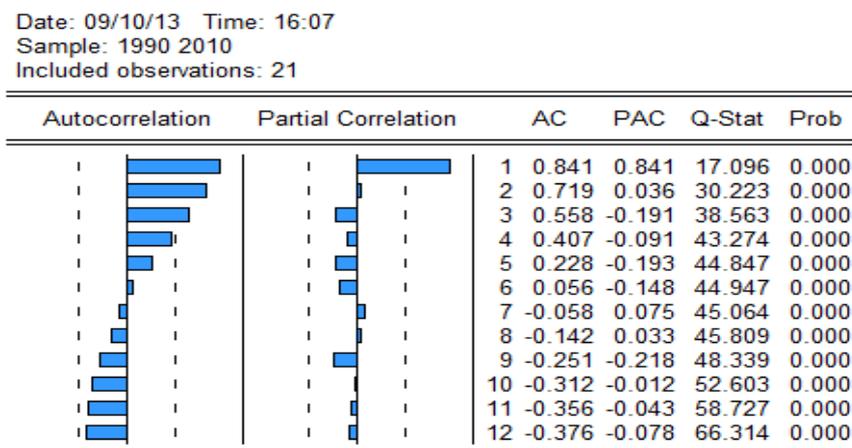


Source : Résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.1

L'analyse du corrélogrammes de la série produit intérieur brut, fait ressortir que les coefficients d'ordre 1 à 3 sortent de l'intervalle de confiance, c'est-à-dire qu'ils sont significativement différents de zéro. Ce qui laisse prédire que la série n'est pas stationnaire.

2-3-2) Analyse statistique de la série prix du pétrole (PP)

Figure n° 05: Corrélogrammes prix du pétrole (PP)



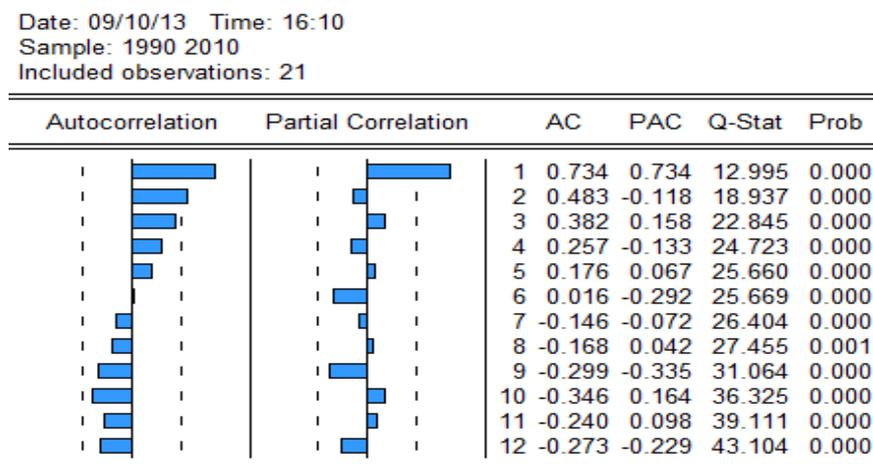
Source : Résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.1

D'après le corrélogrammes de la série prix du pétrole, nous remarquons que les coefficients d'ordre 1 à 3 sortent de l'intervalle de confiance, c'est-à-dire qu'ils sont significativement différents de zéro. Ce qui laisse prédire que la série n'est pas stationnaire.

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

2-3-2) Analyse statistique de la série l'ouverture commerciale(TOC)

Figure n°06: Corrélogrammes ouverture commerciale (TOC)

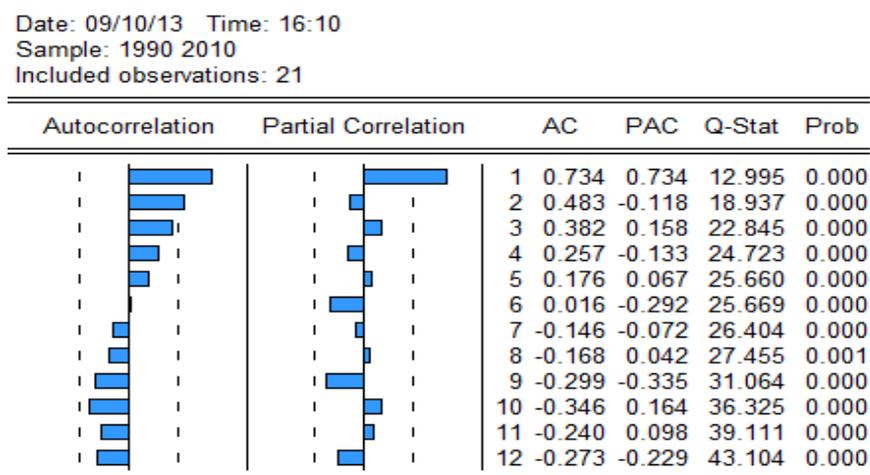


Source : Résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.

D'après le corrélogramme de l'ouverture commerciale, nous remarquons que les coefficients d'ordre 1 à 2 sortent de l'intervalle de confiance, c'est-à-dire qu'ils sont significativement différents de zéro. Ce qui laisse prédire que la série n'est pas stationnaire.

2-3-4) Analyse statistique de la série investissement direct à l'étranger

Figure n°07: Corrélogramme investissements directs à l'étranger



Source : Résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.1

D'après le corrélogramme des investissements directs à l'étranger, nous remarquons que les coefficients d'ordre 1 sortent de l'intervalle de confiance, c'est-à-dire qu'il est significativement différent de zéro. Ce qui laisse prédire que la série n'est pas stationnaire.

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

Section 3 : Etude analytique (modélisation vectorielle)

L'étude analytique se fait à travers l'application des tests de: test de Stationnarité, test de causalité, l'analyse de l'impulsion et la décomposition de la variance.

3-1) Etude de la stationnarité

Avant toute étude statistique, nous devons vérifier les caractéristiques stochastiques des séries. Commencant tout d'abord par la détermination du nombre de retard, puis nous appliquons le test de Dickey- Fuller augmenté (ADF).

3-1-1) Détermination du nombre de retard

Pour déterminer le nombre de retard, en se basant sur les critères d'Akaike et Schwarz et ce à travers l'estimation d'un certain nombre de processus VAR pour des ordres de retards "p" allant de 1 à 3 (voir annexe N°1).

Tableau n°12: Détermination du nombre de retard

Nombre de retard	AIK*	SC**
1	-2.762194	-1.766461
2	-3.152327	-1.362863
3	-4.335923	-1.763738

*critère de Akaike, **critère de Schwarz

Source : Etabli par nous-mêmes à partir de l'annexe n°1.

A partir de ce tableau et selon le principe de Parcimonie (le choix de l'ordre qui minimise les critères), on constate que les deux critères nous conduisent à retenir un processus VAR(1).

3-1-2) Test de racine unitaire

D'après l'examen des évolutions des variables, il est clair que les séries ne sont pas stationnaires car leur moyenne n'est pas constante dans le temps, d'où la nécessité de procéder à leur « stationnarité ». Nous testerons donc ci-après la stationnarité des variables à l'aide du test de Dickey- Fuller Augmenté (ADF) voire (l'annexe N°2).

Les résultats du test ADF sont consignés dans le tableau n°13 :

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

Tableau n°13: Test de Dickey- Fuller augmenté (ADF)

Test	Modèle	En niveaux		En différence 1 ^{ème}	
		$\alpha=5\%$	Test ADF	$\alpha=5\%$	Test ADF
Log(PIB)	[3]	-3.6746	-1.654617	-3.6920	-3.431890
	[2]	-3.0294	0.641362	-3.0400	-2.684529
	[1]	-1.9602	2.226747	-1.9614	-2.003734
Log(PP)	[3]	-3.6746	-2.090200	-3.6920	-4.424504
	[2]	-3.0294	-0.189138	-3.0400	-3.798204
	[1]	-1.9602	1.321246	-1.9614	-3.259944
Log (IDE)	[3]	-3.6746	-3.125964	//	//
	[2]	-3.0294	-3.479290	//	//
	[1]	-1.9602	-3.756213	//	//
Log(TOC)	[3]	-3.6746	-2.444434	-3.6920	-3.653201
	[2]	-3.0294	-1.635694	-3.0400	-3.650596
	[1]	-1.9602	-0.090633	-1.9614	-3.718959

Source : Etabli par nous-mêmes à partir de l'annexe n°2.

En comparant les valeurs calculées d'ADF (tableaux N°13) avec la valeur critique pour un seuil de signification de 5% . Cette comparaison, nous montre que la variable IDE est stationnaire en niveau, par contre les variables PIB, PP, et TOE sont pas stationnaire en niveau, mais en différence première.

Il est à noter que la série prix du pétrole est issue d'un processus DS avec dérive, et celle Du taux d'ouverture commerciale est issue d'un processus DS sans dérive.

3-2) Estimation du modèle VAR(1)

Après avoir fixé un nombre de retard de « 1 », l'estimation qu'on a fait du modèle VAR Pour les quatre variables : (PIB), (PP), (TOE) et (IDE) est de type log- linéaire (voir annexe n°3) qui représentent chaque variable en fonction de son passé et du passé des autre variables, il se résume comme suit :

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

$\begin{aligned} \text{DLOG(PIB)} = & -0.122454 * \text{DLOG(PIB (-1))} - 0.054300 * \text{DLOG(PP (-1))} + 0.045435 * \text{LOG(IDE (-1))} \\ & [-0.28033] \qquad \qquad \qquad [-0.17291] \qquad \qquad \qquad [1.53501] \\ & + 0.377848 * \text{DLOGTOC (-1)} + 0.096862 \\ & [0.71530] \end{aligned}$
$\begin{aligned} \text{DLOG (PP)} = & -0.323824 * \text{DLOG (PIB(-1))} - 0.284868 * \text{DLOG(PP(-1))} + 0.080700 * \text{LOG(IDE(-1))} \\ & [-0.34339] \qquad \qquad \qquad [-0.42019] \qquad \qquad \qquad [1.26292] \\ & + 0.882358 * \text{DLOG(TOC(-1))} \\ & [0.77375] \end{aligned}$
$\begin{aligned} \text{LOG(IDE)} = & 0.655285 * \text{DLOG (PIB(-1))} + 0.146561 * \text{DLOG(PP(-1))} + 0.700936 * \text{LOG(IDE(-1))} \\ & [0.44994] \qquad \qquad \qquad [0.13998] \qquad \qquad \qquad [7.10291] \\ & + 1.290089 * \text{DLOG(TOC(-1))} \\ & [0.73253] \end{aligned}$
$\begin{aligned} \text{DLOG(TOC)} = & -0.009471 * \text{DLOG (PIB(-1))} - 0.174630 * \text{DLOG(PP(-1))} + 0.018374 * \text{LOG(IDE(-1))} \\ & [-0.02343] \qquad \qquad \qquad [-0.60104] \qquad \qquad \qquad [0.67094] \\ & + 0.393165 * \text{DLOG(TOC(-1))} \\ & [0.80446] \end{aligned}$

En comparant les t statistiques de chaque variable avec le t tabulé de la table de Student au seuil de 5% on constate que :

- le produit intérieur brut (PIB) ne dépend ni de ses propres valeurs passées, ni de celles des autres variables car le t statistique associé aux coefficients de ces dernières est inférieur à la statistique lue dans la table de Student (soit 1.96) ;

- le prix du pétrole, ne dépend ni de ses propres valeurs passées ni de celles des autre variables ;

- les investissements directs étrangers dépend uniquement de ses propres valeurs passées (7.10291 > 1.96) et elle est indépendante de celles des autres variables ;

- le taux d'ouverture ne dépend ni de ses propres valeurs passées, ni de celles des autres variables

Ce qui nous intéresse réellement dans cette analyse c'est la signification du coefficient du taux d'ouverture dans l'explication des autres variables. Les résultats indiquent que Le taux d'ouverture ne dépend d'aucune des valeurs passé. Ce qui implique que les variables PIB, IDE et PP évoluent indépendamment du taux d'ouverture.

3-3) Test de causalité de Granger

Le test de causalité de granger nous permet de connaitre si l'introduction d'une variable améliore la prédictibilité d'une autre variable ou non. Pour notre étude, on s' intéresse aux

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

résultats de causalité entre le taux d'ouverture et les autres variables notamment le PIB. (Voir annexe n°4).

Les résultats obtenus, pour un nombre de retards p Qui est égal à 1, sont donnés dans le tableau suivant ;

Tableau n°14: Le test de non causalité de Granger

Hypothèse nulle	Obs	F-statistique*	probabilité
Dlog(PP) ne cause pas au sens de granger Dlog(PIB)	19	0.02058	0.88773
Dlog(PIB) ne cause pas au sens de granger Dlog(PP)		0.09311	0.76420
log (IDE) ne cause pas au sens de granger Dlog(PIB)	19	1.83106	0.19481
Dlog (PIB) ne cause pas au sens de granger log(IDE)		2.61459	0.12543
DLog(TOC) ne cause pas au sens de granger Dlog(PIB)	19	0.20448	0.65720
Dlog(PIB) ne cause pas au sens de granger Dlog(TOC)		0.38612	0.54310
log(IDE) ne cause pas au sens de granger Dlog(PP)	19	0.67635	0.42293
Dlog(PP) ne cause pas au sens de granger log(IDE)		4.85619	0.04254
Dlog(TOC) ne cause pas au sens de granger Dlog(PP)	19	0.54761	0.47001
Dlog(PP) ne cause pas au sens de granger Dlog(TOC)		0.89158	0.35909
Dlog(TOC) ne cause pas au sens de granger log(IDE)	19	4.14497	0.05866
log(IDE) ne cause pas au sens de granger Dlog(TOC)		0.12537	0.72791

*La statistique de Fisher.

Source : Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 4.1

D'après ce tableau, douze hypothèses ont été testées simultanément, à savoir la causalité entre les trois variables (PIB, PP, IDE et TOC) prises deux à deux.

Nous constatons qu'au seuil de 5%, le test de Granger laisse présager d'un lien de causalité unidirectionnelle entre le prix du pétrole et les investissements directs étrangers (la probabilité associée est 0.04254 qui est inférieur à 0.05). Autrement dit, c'est les prix du pétrole qui cause IDE et non l'inverse. Pour les autres variables, ce test élimine toute relation de causalité, car toutes les hypothèses nulles de non causalité sont acceptées (toutes les probabilités associées sont supérieures au seuil de 5%).

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

Pour préciser la relation entre le taux d'ouverture et les autres variables, nous allons étudier les deux fonctions de réponse impulsionnelles et de décomposition de la variance à partir de la dynamique VAR.

3-4) Analyse des fonctions de réponse impulsionnelle entre les variables

La fonction de réponse impulsionnelle ou réaction aux chocs nous permet de mesurer l'effet d'une innovation sur les autres variables.

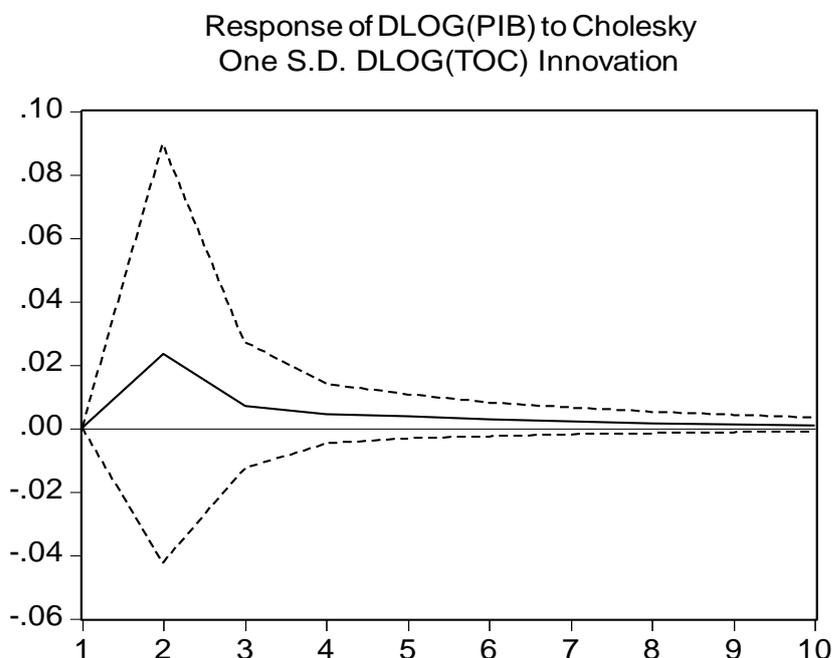
L'idée générale de ce test se résume dans l'information concernant l'évolution du taux d'ouverture suite à une impulsion (choc) des variables explicative du modèle.

Dans la simulation nous considérons un choc de chacune des variables égales à un écart type et nous étudierons l'effet du choc sur les autres variables sur dix périodes.

3-4-1) Analyse de la fonction de réponse impulsionnelle (PIB)

Le graphique ci-après, représente les résultats obtenus concernant les réponses de $D\log(\text{PIB})$ à un choc sur le taux d'ouverture.

Figure n°08 : Fonction de réponse impulsionnelle (PIB)



Source : Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 4.1

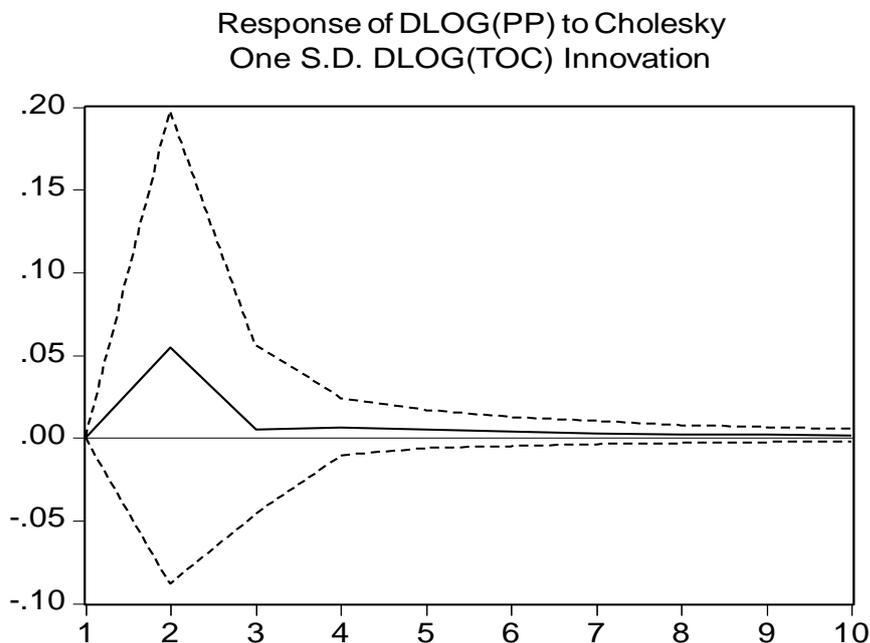
Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

A partir de la fonction impulsionnelle de la série (PIB), nous constatons que la réponse de cette variable au choc sur la série (TOC) se répercute d'une manière instantanée. Cet effet augmente pendant 2^{ème} période puis. Mais, il connaît un décroissement continu au fur et à mesure qu'on avance dans lapériode.

3-4-2) Analyse de la fonction de réponse impulsionnelle (pp)

Le graphique ci-après, représente les résultats obtenus concernant les réponses de Dlog (pp) à un choc sur le taux d'ouverture.

Figure n°09 : Fonction de réponse impulsionnelle (PP)



Source : Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 4.1

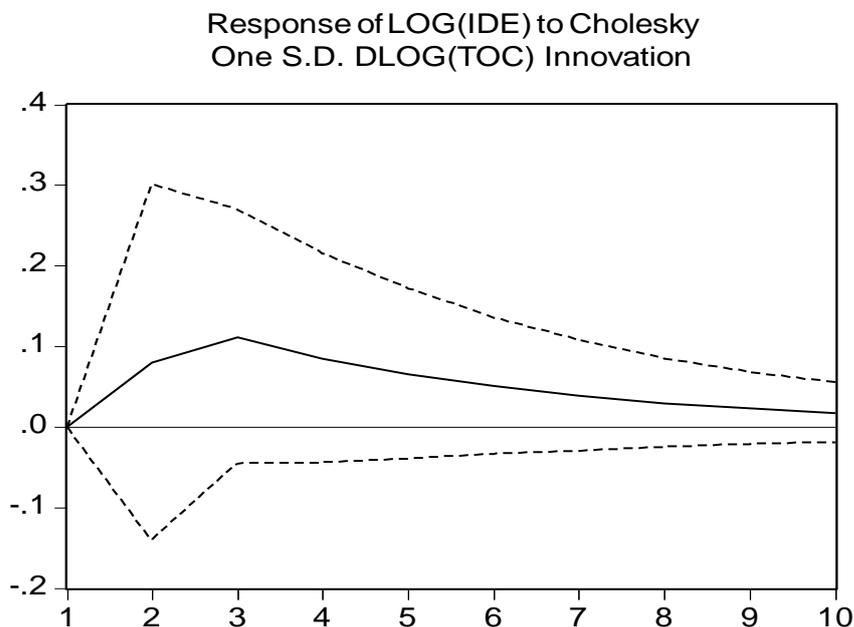
A partir de la fonction impulsionnelle de la série (PP), nous constatons que la réponse de cette variable au choc sur la série (TOC) se répercute d'une manière instantanée. Cet effet augmente pendant 2^{ème} période puis baisse pendant la 3^{ème} période. Mais, il connaît un décroissement continu au fur et à mesure qu'on avance dans lapériode.

3-4-3) Analyse de la fonction de réponse impulsionnelle (IDE)

Le graphique ci-après, représente les résultats obtenus concernant les réponses de log(IDE) à un choc sur le taux d'ouverture.

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

Figure n°10: Fonction de réponse impulsionnelle (IDE)



Source : Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 4.1

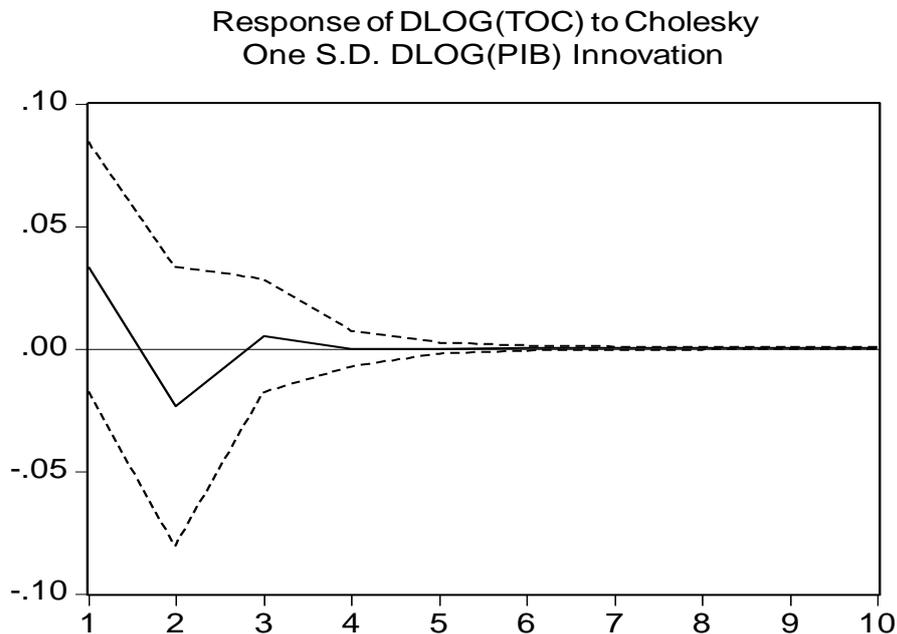
A partir de la fonction impulsionnelle de la série (IDE), nous constatons que la réponse de cette variable au choc sur la série (TOC) se répercute d'une manière instantanée. Cet effet augmente pendant la 2^{ème} période jusqu'à la troisième période. Mais, il connaît un décroissement continu au fur et à mesure qu'on avance dans la période.

3-4-4) Analyse de la fonction de réponse impulsionnelle (TOC)

Le graphique ci-après, représente les résultats obtenus concernant les réponses de Dlog(TOE) à un choc sur PIB.

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

Figure n°11: Fonction de réponse impulsionnelle (TOC)



Source : Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 4.1

A partir de la fonction impulsionnelle de la série (TOC), nous constatons que la réponse de cette variable au choc sur la série (PIB) est immédiate. Cet effet est positif sur la moitié de la première période, négatif de la 2^{ème} période jusqu'à la troisième, Les conséquences de ce choc s'amortissent pour disparaître complètement au bout de la 4^{ème} période

3-5) Décomposition de la variance

L'étude basée sur les fonctions de réponse impulsionnelle peut être complétée par une analyse de la décomposition de la variance. Cette dernière va nous permettre de voir dans quelle mesure les variables ont une interaction entre elles, et dans quel sens l'impact du choc est le plus important. La décomposition de la variance permet aussi d'expliquer la part de l'innovation de la variable étudiée elle-même et les innovations des autres variables. De façon générale, on écrit la variance de l'erreur de prévision à un horizon h (ici h va de 1 à 10) en fonction de la variance de l'erreur attribuée à chacune des variables. On effectue ensuite le rapport entre chacune de ces variances et la variance totale pour obtenir son poids relatif en pourcentage.

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

3-5-1) La décomposition de la variance de l'erreur de prévision de (PIB)

Les résultats de la décomposition de la variance de la série (PIB) obtenus à l'aide de logiciel Eviews 4.1 sont représentés dans le tableau suivant :

Tableau n°15 : Décomposition de la variance de (PIB)

Period	S.E.	DLOG(PIB)	DLOG(PP)	LOG(IDE)	DLOG(TOC)
1	0.123032	100.0000	0.000000	0.000000	0.000000
2	0.127496	95.12575	1.091067	0.399576	3.383612
3	0.127946	94.45989	1.143899	0.735901	3.660310
4	0.128165	94.14503	1.140000	0.948875	3.766100
5	0.128297	93.95166	1.137726	1.074390	3.836228
6	0.128372	93.84142	1.136532	1.147752	3.874295
7	0.128417	93.77711	1.135808	1.190566	3.896512
8	0.128442	93.73956	1.135388	1.215551	3.909498
9	0.128457	93.71765	1.135143	1.230138	3.917070
10	0.128466	93.70485	1.135000	1.238656	3.921492

Cholesky Ordering: DLOG(PIB) DLOG(PP) LOG(IDE) DLOG(TOC)

Source : Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 4.1

La décomposition de la variance indique que les variations du PIB sont dues dès la première période à ses propres innovations 100%. Pour le restant des périodes la variance du PIB est due en moyenne pour 94.64% à sa propre innovation, pour 1.01% à l'innovation (PP), 0.91% à l'innovation des (IDE), et pour 3.41% à l'innovation de (TOC).

3-5-2) La décomposition de la variance de l'erreur de prévision de (PP)

Les résultats ci-dessous, calculés par le logiciel Eviews 4.1, présentent la décomposition de la variance de l'erreur de prévision de (PP).

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

Tableau n°16 : Décomposition de la variance de (PP)

Period	S.E.	DLOG(PIB)	DLOG(PP)	LOG(IDE)	DLOG(TOC)
1	0.123032	51.94238	48.05762	0.000000	0.000000
2	0.127496	53.20530	42.87077	0.137275	3.786658
3	0.127946	53.15305	42.78120	0.266598	3.799159
4	0.128165	53.07952	42.72444	0.349981	3.846063
5	0.128297	53.03640	42.68986	0.399186	3.874556
6	0.128372	53.01245	42.67050	0.428040	3.889009
7	0.128417	52.99831	42.65910	0.444898	3.897691
8	0.128442	52.99006	42.65245	0.454743	3.902748
9	0.128457	52.98525	42.64856	0.460492	3.905696
10	0.128466	52.98244	42.64629	0.463850	3.907419

Cholesky Ordering: DLOG(PIB) DLOG(PP) LOG(IDE) DLOG(TOC)

Source : Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 4.1

Pour la variance des prix du pétrole, on constate qu'elle est départagée en moyenne entre la PIB (51.94) et ses propres innovations (48.05). Pour le restant des périodes la variance de pp est due en moyenne pour 43.24% à sa propre innovation, pour 52.93% à l'innovation (PIB), 0.34% à l'innovation des (IDE), et pour 3.48% à l'innovation de (TOC).

3-5-3) La décomposition de la variance de l'erreur de prévision de (IDE)

Les résultats ci-dessous, calculés par le logiciel Eviews 4.1, présentent la décomposition de la variance de l'erreur de prévision de (IDE).

Tableau n°17 : Décomposition de la variance de (IDE)

Period	S.E.	DLOG(PIB)	DLOG(PP)	LOG(IDE)	DLOG(TOC)
1	0.123032	7.847688	27.27286	64.87945	0.000000
2	0.127496	8.194662	20.62080	68.30986	2.874675
3	0.127946	7.083474	17.81483	67.84559	7.256101
4	0.128165	6.582964	16.53031	67.57936	9.307370
5	0.128297	6.323141	15.85727	67.42189	10.39769
6	0.128372	6.179582	15.48808	67.32956	11.00278
7	0.128417	6.098985	15.28043	67.27776	11.34283
8	0.128442	6.052889	15.16167	67.24807	11.53737
9	0.128457	6.026291	15.09316	67.23093	11.64962
10	0.128466	6.010866	15.05342	67.22099	11.71473

Cholesky Ordering: DLOG(PIB) DLOG(PP) LOG(IDE) DLOG(TOC)

Source : Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 4.1

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

Pour la variance des IDE, on constate qu'elle est due majoritairement à ses propres innovations avec 67.23%, la variable (PIB) avec 6.64%, le reste de la variation des (IDE) et départagé en moyenne entre (PP) avec 17.41%, et (TOC) avec 8.70 %.

3-5-4) La décomposition de la variance de l'erreur de prévision de (TOC)

Les résultats ci-dessous, calculés par le logiciel Eviews 4.1, présentent la décomposition de la variance de l'erreur de prévision de (TOC).

Tableau n°18: Décomposition de la variance de (TOC)

Period	S.E.	DLOG(PIB)	DLOG(PP)	LOG(IDE)	DLOG(TOC)
1	0.123032	8.613435	59.04114	2.612832	29.73259
2	0.127496	11.84492	54.22826	2.408524	31.51830
3	0.127946	12.00358	54.12840	2.417606	31.45041
4	0.128165	11.99909	54.11089	2.432668	31.45735
5	0.128297	11.99696	54.10128	2.442491	31.45926
6	0.128372	11.99587	54.09608	2.448394	31.45965
7	0.128417	11.99520	54.09300	2.451856	31.45995
8	0.128442	11.99481	54.09121	2.453881	31.46011
9	0.128457	11.99458	54.09016	2.455064	31.46020
10	0.128466	11.99444	54.08955	2.455755	31.46025

Cholesky Ordering: DLOG(PIB) DLOG(PP) LOG(IDE) DLOG(TOC)

Source : Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 4.1

La variance du taux d'ouverture est due principalement à l'innovation des prix de pétrole à 54.60%, à ses propres innovations avec 31.29%, à l'innovation du (PIB) avec 11.64% et la contribution des (IDE) avec 2.45%.

Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie

Conclusion

L'analyse empirique sur des données relatives à l'Algérie nous a communiqué les résultats suivants :

Le teste de la stationnarité nous montre que la variable IDE est stationnaire en niveau, par contre les variables PIB, PP, TOE et sont stationnaire en niveau en première différence ;

La série prix du pétrole et des investissements directs étranger sont significatives, elles sont issue d'un processus DS avec dérive, et celle du taux d'ouverture commerciale n'est pas significative, elle est issue d'un processus DS sans dérive ;

Mais ce qui nous intéresse réellement dans cette estimation du modèle (VAR) est la signification du coefficient du taux d'ouverture dans l'explication des autres variables, Les résultats indiquent que Le taux d'ouverture ne dépend d'aucune des valeurs passé. Ce qui implique que les variables PIB, IDE et PP évoluent indépendamment du taux d'ouverture.

Conclusion générale

Conclusion générale

Au terme de cette analyse, nous avons essayé de mettre en évidence l'impact de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie sur la période de 1990 jusqu'à 2010 en s'inspirant des données de la banque mondiale. L'objectif principal de cette étude cerner l'économie algérienne après son ouverture.

La relation ouverture-croissance est intéressante à analyser empiriquement puisque les études théoriques n'arrivent pas à un consensus, tandis que les études empiriques arrivent toutes à trouver un effet significatif. La réponse à cette question peut également avoir des implications importantes au niveau des décisions politiques qui sont prises concernant la libéralisation. La nouvelle théorie de la croissance endogène suggère que le commerce international, ainsi que l'investissement direct étranger, permettent le transfert de connaissance et le développement de technologies, et conséquemment, la croissance de l'économie sera stimulée. Dans cette optique, les gouvernements et les organisations internationales ont donc des raisons d'encourager et amorcer des politiques de libéralisation. Cependant, ces politiques doivent s'adapter au stade de développement du pays, car des politiques accés sur une ouverture immédiate et brutale comme l'ouverture de l'économie algérienne pourraient s'avérer inefficaces voire même néfastes si elles sont réalisées à un stade prématuré du développement du pays.

Dans notre analyse empirique, nous avons utilisé le modèle VAR pour nos différents tests : stationnarité, causalité, fonction de réponse d'impulsion, décomposition de la variance. Nous avons utilisé comme variable : le PIB, le prix du pétrole, les IDE, et le taux d'ouverture commerciale. À partir de ces tests, nous sommes parvenus à des résultats importants.

Le teste de stationnarité a révélé que toutes les variables sont stationnaires en première différence et il n'y a eu qu'une seule qui est stationnaire en niveau. Le modèle est globalement significatif, donc le modèle est acceptable et peut être utilisé pour la prévision.

L'analyse de la causalité appliquée à ces variables prise deux à deux pour un retard optimal d'une période, indique qu'il y a effet de causalité entre les IDE et le prix de pétrole (PP qui cause IDE sans effet inverse). Par ailleurs, on ne note aucune relation de causalité au sens de Granger entre les autres variables.

Conclusion générale

Notre étude présente des limites dues à la nature des données disponibles, et aux difficultés rencontrées dans la modélisation lors de l'application du modèle VAR, faute de n'avoir guère la chance d'étudier le modèle VAR durant tous notre cursus à l'université.

Les résultats obtenus d'estimation des variables à travers l'application de modèle VAR nous ont conduit à conclure que la croissance du produit intérieur brut ne dépend d'aucune des variables utilisés, ce qui n'est pas compatible avec la réalité de l'économie algérienne, car le PIB est constituer de plus de 50% des hydrocarbures.

Rappelons-nous que l'ouverture est considérée comme un choix de politique économique globalement préférable, elle favorise la diffusion internationale de l'innovation à travers les flux de services et de marchandises, surtout de biens d'équipements, des marchés intégrés liés à l'économie mondiale, un secteur privé dynamique, des infrastructures adaptées constituaient les facteurs-clés de succès économique pour les pays en développement. L'ouverture des marchés serait la voie la plus sûre vers la croissance et le développement.

Or, qu'aujourd'hui on affirme que l'ouverture n'est pas un moteur de la croissance mais plutôt un catalyseur susceptible de l'accélérer sous certaines conditions. Mais on reconnaît aussi que l'ouverture comporte des risques pour les pays en développement qui ne savent pas s'y préparer. Et l'Algérie en fait partie.

Suite à ces résultats, nous concluons que l'ouverture n'a pas d'influence sur la croissance économique.

Bibliographie

Bibliographie

➤ **Ouvrage :**

1. **AGHION Philippe, HOWITT Peter**, « théorie de la croissance endogène », DUNOD, paris, 2000.
2. **BALASSA Bela**, « la spécialisation internationale dans les rapports Nord-Sud, in internationalisation et autonomie de décision : les choix français », Paris, Economica, 1982.
3. **BELHIMEUR.A**, « la dette extérieure de l'Algérie », casbah éditions, Alger, 1998.
4. **BENACHENOU Mourad**, « Inflation Dévaluation Marginalisation », Dar-Echrifa, Alger, 1993.
5. **BENISSAD Hocine**, « Algérie : de la planification socialiste à l'économie de marché (1962-2004) », éd ENAG, Alger, 2004.
6. **BODIN Jean**, « les Six Livres de la République », Paris, 1576, livre V.
7. **BOUDJENAH Yasmine**, «Algérie : décomposition d'une industrie, la restructuration des entreprises publiques (1982-2000) : l'Etat en question », Édition l'Harmattan, 2002.
8. **BOURBONNAIS** ; « économie » ; 7eme édition ; Ed DUNOD ; Paris ; 2009.
9. **DAHMANIA**, « l'Algérie à l'épreuve : économie politique des réformes, 1980-1997 », casbah édition, Alger, 1999.
10. **DE MELO J, GRETHER J-M.**, « commerce international : théorie et applications », De Boeck, 1997.
11. **GAUTHIER De Villiers**, « l'Etat démiurge : le cas algérien », l'Harmattan, Paris, 1987.
12. **HASSANE Fodil**, « chronique de l'économie algérienne, vingt ans de réformes libérales, 1986-2004 : les chemins d'une croissance retrouvée », éd l'économiste d'Algérie, 2005.
13. **LAGGOUNE Walid**, « le contrôle de l'Etat sur les entreprises privées industrielles en Algérie », préface par MAHIOU AHMED, les éditions internationales, ALGER, 1996.
14. **LASSURDIE-DUCHENE Bernard, DENIZÜNAL-KESENCI**, « L'avantage comparatif, notion fondamentale et controversée », Édition La Découverte, collection Repères, Paris, 2001.
15. **MALTHUS Thomas Robert**, « Essai sur le principe de population ». Paris : Éditions Gonthier, 1963.

Bibliographie

16. **MARX Karl**, « Bibliothèque de la Pléiade », Gallimard, 1977, *Œuvres*, tome 2.
 17. **MEDJAHEB Mohamed Tayeb**, « le droit de l'OMC et perspective d'humanisation du système algérien de défense commerciale », édition Houna, Alger, 2008.
 18. **MULLER Jacques**, « Manuel et application économique », DUNOD, Paris, 1999.
 19. **NEZEYS Bertrand**, « commerce international croissance et développement », *Economica*, 2^{ème} Edition, Paris, 1990.
 20. **PERROUX François**, « les théories de la croissance », DUNOD, Paris, 2004.
 21. **RAINELLI Michel**, « la nouvelle théorie du commerce international », 3^e édition, Paris, 2003.
 22. **SADI Necer Eddine**, « la privatisation des entreprises publiques en Algérie », éd l'Harmattan, Paris, 2005
- **Revue, articles et documents**
1. **ABBAS Mehdi**, « l'accession de l'Algérie à l'OMC, entre ouverture contrainte et ouverture maîtrisée », document de travail, université de Grenoble, 2009.
 2. Article de la review of Economic Studies, « protection and real Wages », 1941.
 3. Article fondateur de Trevor Swan est « Economic Growth and Capital Accumulation », *Economic Record*, 32.63: 334-361.
 4. **BEKOLO EbeBruno**, L'Afrique ne va-t-elle pas vers une diminution de ses avantages comparatifs ? *Africa Développement*, Vol. XXV, Nos. 3 & 4, 2000.
 5. **BELMIHOUB M.C**, « les rigidités institutionnelles face aux transformations économiques en Algérie: UN problème de gouvernance ».
 6. **BENDERRA Omar, HIDOUCI Ghazi**, « Algérie : économie, prédation et Etat OMC, statistique du commerce mondial 2012, l'évolution du commerce mondial, Genève.
 7. **BENISSAD Hocine**, « Algérie : du modèle de développement », *El Watan*, lundi 23 mars 2009.
 8. **BENISSAD Hocine**, « Algérie, restructuration et réformes économiques » (1978-1993), OPU, Alger, 1994.
 9. **BERTRAND Blancheton**. « Le concept de développement en débat ». conférence à l'université Montesquieu-Bordeaux IV. 2004.
 10. **BLEIN Roger**, « Commerce international : le nouvel ordre des plus forts », in *politique africain*, N^o71, octobre 1998.
 11. **BOELLY Rolande**, « l'abandon de la dette, un préalable », *El Watan*, 21 janvier 1999.

Bibliographie

12. BOELLY Rolande, « l'abandon de la dette, un préalable », El Watan, 21 janvier 1999.
13. DIEMER Arnaud, « théories de la croissance endogène et principes de convergence », document de travail, MCF IUFM D'Auvergne.
14. DIMAND Robert W., SPENCER Barbara J., « Trevor Swan and the Neoclassical Growth Model » NBER Working Paper n°13950, 2009.
15. Données et statistiques Pays : Algérie, African Economic Outlook.org.
16. Exportations hors hydrocarbures : Pour l'amélioration des résultats, Par D. Akila, Journal. El Moudjahid, 11 juin 2012
17. FMI : l'Algérie demeure la moins endettée dans la région MENA et 2e détentrice des réserves de change, La rédaction, APS, 21 avril 2012. Le commerce extérieur, Ministère Algérien du Commerce.
18. GRIM Noredine, La lente dérive de la monnaie algérienne, Paru dans le Journal El Watan , Algeria-Watch, 23 janvier 2012.
19. LEMOINE Philippe, « les nouvelles théories et ses paradoxes », LASER, 2000, paris, cahier N°3.
20. Les enjeux de l'accession de l'Algérie à l'OMC, article paru le 19 janvier 2010.
21. NASHIBI Karim, ALONSO-GAMO Patricia, BAZZOUNI stefania, FELER Alain, LAFRAMBOISE Nicole, PARIS-HORVITZ Sébastien, « Algérie: stabilisation et transition à l'économie de marché », FMI, Washington, 1998.
22. ROMER Paul, « why, indeed, in America? Theory, history and origins of modern economic growth », papier de travail 5443, université de Californie, Berkeley, 1996.
23. ROMER Paul, « human capital and growth: theories and evidence », papier de travail n°3173, université de Cambridge, 1989.
24. ROMER Paul, *Increasing Returns and Long Run Growth*, *Journal of Political Economy*, October, 1986.
25. ROMER Paul, « Increasing Returns and Long Run Growth, *Journal of Political Economy* », October 1986
26. SMITH Adam, « Commerce International », Edition 2, 1990.
27. SOLOW Robert, « A contribution to the theory of economic growth », *Quarterly Journal of Economics*, 1956.

Bibliographie

28. SOLOW Robert, «Technical Change and the Aggregate Production Function», the Review of Economics and Statistics, Vol. 39, N°. 3.policier », comité de justice, dossier N° 14, Mai 2004.
29. TRIPLETT Jack E., the Solow productivity paradox: what do computers do to productivity? Business week, Brookings Institution, 20 Mai, 1998.
30. VERNON R, international investissements and international trade in the product life, quarterly journal of economics vol. Lxxx, Mai1966.
31. World Investment Directory Revue, Volume X Africa 2008.

➤ **Rapports :**

1. L'ONUDI PME : Programme d'appui aux petites et moyennes entreprises en Algérie
2. OMC, Rapport sur le commerce mondial 2005 : Analyse des liens entre le commerce, les normes commerciales et l'OMC, Genève, 2005.
3. PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 2005 : La coopération internationale à la croisée des chemins. L'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités, éd. Economica, Paris 2005.
4. Rapport de la CNUCED : examen de la politique de l'investissement en Algérie, 2004.
5. Rapport du conseil national économique et social (CNES) sur : « la dette des pays du sud de la méditerranée : obstacle au partenariat euro-méditerranéen, dossier du colloque international, Annaba, 4-5-6 décembre, 1999.
6. Statistiques Financières Internationales, FMI, édition française, 1993.

➤ **Mémoire et thèses :**

1. ABDERHMANI F ; « Essai d'application de la théorie de la cointégration d'erreurs (ECM) à la détermination de la fonction de demande de monnaie : cas de l'Algérie » ; mémoire de magister, dirigé par KHERBACHI Hamid, université de Bejaïa ; 2004.
2. ALLOUI Farida, «l'impact de l'ouverture du marché sur le droit de la concurrence », mémoire de magistère en droit, option droit des affaires, faculté de droit, université mouloud MAMMERI Tizi-Ouzou, 2011.
3. BOUARABA Nida, « effet des IDE de l'ouverture commerciale sur la croissance économique : cas de l'Algérie 1980-2009 », mémoire de master en management économique des territoires et d'entrepreneuriat : université de Bejaïa, 2012.
4. CANALIS Emilie, EBERT Corinne, « croissance et population », Licence Analyse et Politiques Economiques, 1999-2000.

Bibliographie

5. CHERRAT, HAMACHE, « les déterminants de l'inflation en Algérie de 1970 jusqu'à 2010 Approche VAR et VECM ». mémoire de master en science économique, université de Bejaïa ; 2012.
6. FERHANI Rym, « l'insertion de l'économie algérienne dans la mondialisation : Cas de l'accord d'association Algérie-UE » ; mémoire de master en management économique des territoires et d'entrepreneuriat, université de Bejaïa ; 2012.
7. OUALI Fariza, OUALI Adel, « l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie : Approche VAR », mémoire de master en Monnaie, banque et Environnement International : université de Bejaïa ,2012.
8. OUKACI Kamel, « impact de la libéralisation sur l'intégration et le développement économique : Cas de l'économie algérienne-216f ».Thèse de doctorat : Gestion de développement : université de Bejaïa ,2008.
9. TALEB Horia, « ouverture économique et modélisation déterminants territoriaux de la création d'entreprises dans la wilaya de Bejaïa ».Thèse de doctorat en science économique : université mouloud Mammeri Tizi-Ouzou ,2011.

➤ Textes juridiques

1. Article 13 de la loi n°63-277 portant code des investissements 1963
2. Loi n°63-277 du 27/07/1963 portant code des investissements, JORA n°53 du 2 aout
3. Ordonnance n°66-284 du 15/09/1966 portant le code des investissements, JORA n°80 du 17/09/1966.
4. La loi 82-11 du 21/08/1982 portant code des investissements, JORA, n°34 du 24/08/1982.

➤ Divers :

1. .ABDRAHMANI, cours « méthodes statistiques », master1 EAIF, 2011.
2. Article 6 de l'accord d'association entre l'Algérie et l'UE.
3. BEITONE Alain, DOLLO Christine, GUIDONI Jean Pierre, LEBARDEZ Alain Dictionnaire des sciences économiques, Armand Colin, paris, 1991.
4. Cours de Mr MOUSLI, « Technique quantitatives ».
5. Cours « les théories du commerce international » par E. Legrand-IUFM d'Auvergne /Université de Rennes1
6. MINON : cours de pratique de commerce international, 2° Graduat, ISPL, 1993-1994
7. Synthèse, l'ouverture des économies, chapitre 4.

Bibliographie

➤ **Site internet :**

1. www.ons.dz
2. www.africatime.com
3. www.Outlook.org
4. www.cours-Seko.fr

Annexes

Annexes

Annexe n°1 : Détermination du nombre de retard Estimation du modèle VAR (1)

Date: 09/10/13 Time: 16:24
 Sample(adjusted): 1991 2010
 Included observations: 20 after adjusting endpoints
 Standard errors in () & t-statistics in []

	LOG(PIB)	LOG(PP)	LOG(IDE)	LOG(TOC)
LOG(PIB(-1))	1.242961 (0.32080) [3.87462]	1.635306 (0.62903) [2.59972]	-0.816418 (1.22764) [-0.66503]	0.580769 (0.25566) [2.27164]
LOG(PP(-1))	-0.348349 (0.30393) [-1.14617]	-0.645160 (0.59595) [-1.08257]	0.831914 (1.16308) [0.71527]	-0.610843 (0.24222) [-2.52189]
LOG(IDE(-1))	0.035483 (0.01530) [2.31941]	0.033305 (0.03000) [1.11025]	0.490140 (0.05854) [8.37213]	0.001477 (0.01219) [0.12116]
LOG(TOC(-1))	0.780477 (0.41889) [1.86321]	1.672433 (0.82138) [2.03613]	1.029008 (1.60303) [0.64191]	1.446435 (0.33384) [4.33275]
C	-7.415363 (7.96284) [-0.93125]	-40.72621 (15.6139) [-2.60833]	14.05505 (30.4727) [0.46123]	-13.90956 (6.34606) [-2.19184]
R-squared	0.957986	0.900531	0.898473	0.710628
Adj. R-squared	0.946782	0.874006	0.871400	0.633462
Sum sq. resids	0.190344	0.731862	2.787570	0.120896
S.E. equation	0.112648	0.220886	0.431089	0.089776
F-statistic	85.50605	33.95034	33.18611	9.209100
Log likelihood	18.16775	4.700191	-8.673149	22.70678
Akaike AIC	-1.316775	0.029981	1.367315	-1.770678
Schwarz SC	-1.067842	0.278914	1.616248	-1.521745
Meandependent	24.96084	3.413814	-0.494642	3.346775
S.D. dependent	0.488311	0.622293	1.202115	0.148286
DeterminantResidual Covariance		1.00E-07		
Log Likelihood (d.f. adjusted)		47.62194		
Akaike Information Criteria		-2.762194		
Schwarz Criteria		-1.766461		

Estimation du modèle VAR (2)

VectorAutoregressionEstimates
 Date: 09/10/13 Time: 16:38
 Sample(adjusted): 1992 2010
 Included observations: 19 after adjusting endpoints
 Standard errors in () & t-statistics in []

	LOG(PIB)	LOG(PP)	LOG(IDE)	LOG(TOC)
LOG(PIB(-1))	0.207521 (0.27164)	-0.084097 (0.87324)	0.092745 (1.67393)	0.071993 (0.42489)

Annexes

	[0.76394]	[-0.09630]	[0.05541]	[0.16944]
LOG(PIB(-2))	1.547632 (0.29406) [5.26306]	2.965131 (0.94528) [3.13676]	-3.357373 (1.81203) [-1.85282]	0.752331 (0.45994) [1.63571]
LOG(PP(-1))	-0.546802 (0.18250) [-2.99619]	-0.566617 (0.58667) [-0.96582]	0.955731 (1.12460) [0.84984]	-0.373016 (0.28545) [-1.30675]
LOG(PP(-2))	-0.594298 (0.21515) [-2.76225]	-1.562227 (0.69163) [-2.25876]	2.662092 (1.32580) [2.00792]	-0.536384 (0.33652) [-1.59390]
LOG(IDE(-1))	-0.202316 (0.04481) [-4.51456]	-0.191461 (0.14406) [-1.32902]	0.605806 (0.27615) [2.19373]	-0.007556 (0.07010) [-0.10780]
LOG(IDE(-2))	0.129070 (0.02547) [5.06681]	0.138694 (0.08189) [1.69369]	0.061018 (0.15697) [0.38871]	0.026548 (0.03984) [0.66628]
LOG(TOC(-1))	1.041254 (0.28531) [3.64957]	1.622909 (0.91717) [1.76948]	1.847050 (1.75813) [1.05057]	1.115974 (0.44626) [2.50072]
LOG(TOC(-2))	2.145124 (0.46217) [4.64146]	3.009203 (1.48570) [2.02545]	-5.753954 (2.84796) [-2.02038]	0.711703 (0.72289) [0.98453]
C	-25.52640 (5.64804) [-4.51952]	-76.61585 (18.1564) [-4.21976]	82.29249 (34.8044) [2.36443]	-20.22564 (8.83429) [-2.28945]
R-squared	0.992508	0.952488	0.926449	0.806445
Adj. R-squared	0.986514	0.914478	0.867608	0.651602
Sum sq. resids	0.032585	0.336732	1.237343	0.079720
S.E. equation	0.057083	0.183503	0.351759	0.089286
F-statistic	165.5865	25.05889	15.74493	5.208122
Log likelihood	33.53943	11.35279	-1.010841	25.04011
Akaike AIC	-2.583098	-0.247662	1.053773	-1.688432
Schwarz SC	-2.135732	0.199703	1.501139	-1.241067
Meandependent	24.98269	3.440494	-0.327360	3.350721
S.D. dependent	0.491545	0.627483	0.966749	0.151267
DeterminantResidual Covariance		1.14E-08		
Log Likelihood (d.f. adjusted)		65.94710		
Akaike Information Criteria		-3.152327		
Schwarz Criteria		-1.362863		

Estimation du modèle VAR (3)

VectorAutoregressionEstimates

Date: 09/10/13 Time: 16:46

Sample(adjusted): 1993 2010

Included observations: 18 after adjusting endpoints

Annexes

Standard errors in () & t-statistics in []

	LOG(PIB)	LOG(PP)	LOG(IDE)	LOG(TOC)
LOG(PIB(-1))	-0.807038 (0.60563) [-1.33256]	-3.002345 (1.88647) [-1.59151]	5.974256 (1.32032) [4.52486]	-1.491170 (0.83723) [-1.78108]
LOG(PIB(-2))	1.437248 (0.44370) [3.23924]	3.581060 (1.38207) [2.59108]	-3.561543 (0.96730) [-3.68195]	1.527567 (0.61337) [2.49044]
LOG(PIB(-3))	1.313629 (0.69613) [1.88705]	3.217647 (2.16836) [1.48391]	-3.418034 (1.51761) [-2.25225]	1.049219 (0.96233) [1.09029]
LOG(PP(-1))	-0.258704 (0.27408) [-0.94392]	-0.057548 (0.85371) [-0.06741]	-1.342599 (0.59750) [-2.24701]	-0.027006 (0.37888) [-0.07128]
LOG(PP(-2))	-1.055120 (0.33602) [-3.14008]	-3.125281 (1.04665) [-2.98597]	5.331560 (0.73254) [7.27817]	-1.365382 (0.46451) [-2.93940]
LOG(PP(-3))	-0.357516 (0.32369) [-1.10451]	-0.789032 (1.00825) [-0.78258]	-0.645290 (0.70566) [-0.91445]	-0.346277 (0.44746) [-0.77386]
LOG(IDE(-1))	-0.195071 (0.06314) [-3.08936]	-0.187206 (0.19668) [-0.95181]	0.372349 (0.13766) [2.70491]	-0.006622 (0.08729) [-0.07587]
LOG(IDE(-2))	-0.073504 (0.10438) [-0.70422]	-0.496213 (0.32512) [-1.52623]	1.105446 (0.22755) [4.85805]	-0.275933 (0.14429) [-1.91234]
LOG(IDE(-3))	0.131759 (0.06418) [2.05308]	0.378870 (0.19990) [1.89529]	-0.518609 (0.13991) [-3.70678]	0.163045 (0.08872) [1.83781]
LOG(TOC(-1))	0.810419 (0.39180) [2.06845]	1.672883 (1.22041) [1.37075]	2.200028 (0.85415) [2.57568]	1.139113 (0.54163) [2.10314]
LOG(TOC(-2))	2.899069 (0.68055) [4.25991]	5.600844 (2.11983) [2.64212]	-8.502238 (1.48364) [-5.73065]	1.953065 (0.94079) [2.07598]
LOG(TOC(-3))	1.828715 (1.03546) [1.76609]	4.598338 (3.22533) [1.42569]	-7.805894 (2.25737) [-3.45796]	2.395602 (1.43142) [1.67359]
C	-36.20444 (10.4706) [-3.45773]	-117.1756 (32.6147) [-3.59272]	60.60883 (22.8266) [2.65518]	-36.10629 (14.4746) [-2.49447]
R-squared	0.995998	0.976330	0.992418	0.917552
Adj. R-squared	0.986393	0.919521	0.974221	0.719678
Sum sq. resids	0.016769	0.162703	0.079699	0.032046
S.E. equation	0.057912	0.180390	0.126253	0.080058
F-statistic	103.6945	17.18618	54.53762	4.637050
Log likelihood	37.26638	16.81490	23.23793	31.43757

Annexes

Akaike AIC	-2.696265	-0.423878	-1.137548	-2.048618
Schwarz SC	-2.053219	0.219168	-0.494502	-1.405572
Meandependent	25.00426	3.465481	-0.191514	3.358954
S.D. dependent	0.496461	0.635873	0.786337	0.151209
DeterminantResidual Covariance	4.76E-10			
Log Likelihood (d.f. adjusted)	91.02331			
Akaike Information Criteria	-4.335923			
Schwarz Criteria	-1.763738			

Annexe n°2: Tests de racine unitaire pour les différentes séries (P = 1)

• Test ADF : modèle (3) pour la série Log(PIB)

ADF Test Statistic	-1.654617	1% Critical Value*	-4.5348
		5% Critical Value	-3.6746
		10% Critical Value	-3.2762

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOG(PIB))
 Method: Least Squares
 Date: 09/10/13 Time: 17:06
 Sample(adjusted): 1992 2010
 Included observations: 19 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG(PIB(-1))	-0.212876	0.128656	-1.654617	0.1188
D(LOG(PIB(-1)))	-0.138303	0.204720	-0.675570	0.5096
C	5.103795	3.102174	1.645232	0.1207
@TREND(1990)	0.024787	0.010838	2.286972	0.0371
R-squared	0.279004	Meandependent var		0.066581
Adjusted R-squared	0.134805	S.D. dependent var		0.118969
S.E. of regression	0.110660	Akaike info criterion		-1.380039
Sumsquaredresid	0.183686	Schwarz criterion		-1.181209
Log likelihood	17.11037	F-statistic		1.934849
Durbin-Watson stat	1.909931	Prob(F-statistic)		0.167345

• Test ADF : modèle (2) pour la série Log(PIB)

ADF Test Statistic	0.641362	1% Critical Value*	-3.8304
		5% Critical Value	-3.0294
		10% Critical Value	-2.6552

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOG(PIB))
 Method: Least Squares
 Date: 09/10/13 Time: 17:22
 Sample(adjusted): 1992 2010

Annexes

Included observations: 19 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG(PIB(-1))	0.044795	0.069843	0.641362	0.5304
D(LOG(PIB(-1)))	-0.014439	0.221995	-0.065040	0.9489
C	-1.048920	1.736756	-0.603954	0.5543
R-squared	0.027605	Meandependent var		0.066581
Adjusted R-squared	-0.093945	S.D. dependent var		0.118969
S.E. of regression	0.124432	Akaike info criterion		-1.186173
Sumsquaredresid	0.247734	Schwarz criterion		-1.037051
Log likelihood	14.26865	F-statistic		0.227108
Durbin-Watson stat	2.005514	Prob(F-statistic)		0.799360

• Test ADF : modèle (1) pour la série Log(PIB)

ADF Test Statistic	2.226747	1% Critical Value*	-2.6968
		5% Critical Value	-1.9602
		10% Critical Value	-1.6251

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LOG(PIB))

Method: Least Squares

Date: 09/10/13 Time: 17:28

Sample(adjusted): 1992 2010

Included observations: 19 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG(PIB(-1))	0.002619	0.001176	2.226747	0.0398
D(LOG(PIB(-1)))	0.038258	0.200280	0.191021	0.8508
R-squared	0.005437	Meandependent var		0.066581
Adjusted R-squared	-0.053067	S.D. dependent var		0.118969
S.E. of regression	0.122085	Akaike info criterion		-1.268895
Sumsquaredresid	0.253381	Schwarz criterion		-1.169480
Log likelihood	14.05450	Durbin-Watson stat		1.979564

• Test ADF : modèle (3) pour la série Dlog(PIB)

ADF Test Statistic	-3.431890	1% Critical Value*	-4.5743
		5% Critical Value	-3.6920
		10% Critical Value	-3.2856

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LOG(PIB),2)

Method: Least Squares

Date: 09/10/13 Time: 17:36

Sample(adjusted): 1993 2010

Included observations: 18 after adjusting endpoints

Annexes

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOG(PIB(-1)))	-1.536834	0.447810	-3.431890	0.0040
D(LOG(PIB(-1)),2)	0.398163	0.332520	1.197412	0.2510
C	-0.098998	0.087295	-1.134063	0.2758
@TREND(1990)	0.017175	0.008689	1.976504	0.0681
R-squared	0.592350	Meandependent var		0.006140
Adjusted R-squared	0.504997	S.D. dependent var		0.168324
S.E. of regression	0.118427	Akaike info criterion		-1.235916
Sumsquaredresid	0.196348	Schwarz criterion		-1.038055
Log likelihood	15.12324	F-statistic		6.781067
Durbin-Watson stat	1.850659	Prob(F-statistic)		0.004712

• Test ADF : modèle (2) pour la série Dlog(PIB)

ADF Test Statistic	-2.684529	1% Critical Value*	-3.8572
		5% Critical Value	-3.0400
		10% Critical Value	-2.6608

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOG(PIB),2)
 Method: Least Squares
 Date: 09/10/13 Time: 17:44
 Sample(adjusted): 1993 2010
 Included observations: 18 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOG(PIB(-1)))	-0.879373	0.327571	-2.684529	0.0170
D(LOG(PIB(-1)),2)	-0.099587	0.237245	-0.419765	0.6806
C	0.060666	0.036153	1.678031	0.1140
R-squared	0.478599	Meandependent var		0.006140
Adjusted R-squared	0.409079	S.D. dependent var		0.168324
S.E. of regression	0.129393	Akaike info criterion		-1.100917
Sumsquaredresid	0.251137	Schwarz criterion		-0.952521
Log likelihood	12.90825	F-statistic		6.884332
Durbin-Watson stat	2.062420	Prob(F-statistic)		0.007565

• Test ADF : modèle (1) pour la série Dlog(PIB)

ADF Test Statistic	-2.003734	1% Critical Value*	-2.7057
		5% Critical Value	-1.9614
		10% Critical Value	-1.6257

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOG(PIB),2)
 Method: Least Squares
 Date: 09/10/13 Time: 17:59
 Sample(adjusted): 1993 2010
 Included observations: 18 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
----------	-------------	------------	-------------	-------

Annexes

D(LOG(PIB(-1)))	-0.584570	0.291740	-2.003734	0.0623
D(LOG(PIB(-1)),2)	-0.220090	0.238602	-0.922418	0.3700
R-squared	0.380722	Meandependent var		0.006140
Adjusted R-squared	0.342018	S.D. dependent var		0.168324
S.E. of regression	0.136538	Akaike info criterion		-1.039993
Sumsquaredresid	0.298281	Schwarz criterion		-0.941063
Log likelihood	11.35994	Durbin-Watson stat		2.155180

• Test ADF : modèle (3) pour la série Log(PP)

ADF Test Statistic	-2.090200	1% Critical Value*	-4.5348
		5% Critical Value	-3.6746
		10% Critical Value	-3.2762

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOG(PP))
 Method: Least Squares
 Date: 09/10/13 Time: 17:54
 Sample(adjusted): 1992 2010
 Included observations: 19 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG(PP(-1))	-0.421632	0.201719	-2.090200	0.0540
D(LOG(PP(-1)))	-0.013194	0.233271	-0.056560	0.9556
C	0.978227	0.492362	1.986806	0.0655
@TREND(1990)	0.047088	0.020651	2.280153	0.0376
R-squared	0.269490	Meandependent var		0.077572
Adjusted R-squared	0.123388	S.D. dependent var		0.253730
S.E. of regression	0.237562	Akaike info criterion		0.147884
Sumsquaredresid	0.846533	Schwarz criterion		0.346713
Log likelihood	2.595101	F-statistic		1.844534
Durbin-Watson stat	1.985059	Prob(F-statistic)		0.182427

• Test ADF : modèle (2) pour la série Log(PP)

ADF Test Statistic	-0.189138	1% Critical Value*	-3.8304
		5% Critical Value	-3.0294
		10% Critical Value	-2.6552

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOG(PP))
 Method: Least Squares
 Date: 09/10/13 Time: 18:00
 Sample(adjusted): 1992 2010
 Included observations: 19 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG(PP(-1))	-0.021069	0.111394	-0.189138	0.8524
D(LOG(PP(-1)))	-0.102035	0.258418	-0.394843	0.6982
C	0.153859	0.375533	0.409707	0.6875

Annexes

R-squared	0.016291	Meandependent var	0.077572
Adjusted R-squared	-0.106673	S.D. dependent var	0.253730
S.E. of regression	0.266921	Akaike info criterion	0.340209
Sumsquaredresid	1.139946	Schwarz criterion	0.489331
Log likelihood	-0.231982	F-statistic	0.132482
Durbin-Watson stat	2.038509	Prob(F-statistic)	0.876869

• Test ADF : modèle (1) pour la série Log(PP)

ADF Test Statistic	1.321246	1% Critical Value*	-2.6968
		5% Critical Value	-1.9602
		10% Critical Value	-1.6251

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LOG(PP))

Method: Least Squares

Date: 09/10/13 Time: 18:03

Sample(adjusted): 1992 2010

Included observations: 19 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG(PP(-1))	0.023931	0.018113	1.321246	0.2039
D(LOG(PP(-1)))	-0.131407	0.242121	-0.542733	0.5944

R-squared	0.005970	Meandependent var	0.077572
Adjusted R-squared	-0.052502	S.D. dependent var	0.253730
S.E. of regression	0.260306	Akaike info criterion	0.245382
Sumsquaredresid	1.151906	Schwarz criterion	0.344797
Log likelihood	-0.331130	Durbin-Watson stat	2.065093

• Test ADF : modèle (3) pour la série Dlog(PP)

ADF Test Statistic	-4.424504	1% Critical Value*	-4.5743
		5% Critical Value	-3.6920
		10% Critical Value	-3.2856

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LOG(PP),2)

Method: Least Squares

Date: 09/10/13 Time: 18:08

Sample(adjusted): 1993 2010

Included observations: 18 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOG(PP(-1)))	-1.792426	0.405114	-4.424504	0.0006
D(LOG(PP(-1)),2)	0.595512	0.305031	1.952297	0.0712
C	-0.128223	0.149875	-0.855532	0.4067
@TREND(1990)	0.023313	0.013090	1.780971	0.0966

R-squared	0.664663	Meandependent var	0.010283
Adjusted R-squared	0.592805	S.D. dependent var	0.387589
S.E. of regression	0.247328	Akaike info criterion	0.236927

Annexes

Sumsquaredresid	0.856396	Schwarz criterion	0.434788
Log likelihood	1.867653	F-statistic	9.249667
Durbin-Watson stat	2.057723	Prob(F-statistic)	0.001259

• Test ADF : modèle (2) pour la série Dlog(PP)

ADF Test Statistic	-3.798204	1% Critical Value*	-3.8572
		5% Critical Value	-3.0400
		10% Critical Value	-2.6608

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOG(PP),2)
 Method: Least Squares
 Date: 09/10/13 Time: 18:13
 Sample(adjusted): 1993 2010
 Included observations: 18 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOG(PP(-1)))	-1.454071	0.382831	-3.798204	0.0017
D(LOG(PP(-1)),2)	0.322545	0.282176	1.143062	0.2709
C	0.112821	0.068880	1.637939	0.1222
R-squared	0.588688	Meandependent var		0.010283
Adjusted R-squared	0.533847	S.D. dependent var		0.387589
S.E. of regression	0.264628	Akaike info criterion		0.330031
Sumsquaredresid	1.050422	Schwarz criterion		0.478426
Log likelihood	0.029723	F-statistic		10.73434
Durbin-Watson stat	1.860268	Prob(F-statistic)		0.001277

• Test ADF : modèle (1) pour la série Dlog(PP)

ADF Test Statistic	-3.259944	1% Critical Value*	-2.7057
		5% Critical Value	-1.9614
		10% Critical Value	-1.6257

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOG(PP),2)
 Method: Least Squares
 Date: 09/10/13 Time: 18:20
 Sample(adjusted): 1993 2010
 Included observations: 18 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOG(PP(-1)))	-1.189411	0.364856	-3.259944	0.0049
D(LOG(PP(-1)),2)	0.161802	0.278126	0.581758	0.5688

Annexes

R-squared	0.515123	Meandependent var	0.010283
Adjusted R-squared	0.484818	S.D. dependent var	0.387589
S.E. of regression	0.278197	Akaike info criterion	0.383464
Sumsquaredresid	1.238297	Schwarz criterion	0.482395
Log likelihood	-1.451179	Durbin-Watson stat	1.832523

• Test ADF : modèle (3) pour la série Log(IDE)

ADF Test Statistic	-3.125964	1% Critical Value*	-4.5348
		5% Critical Value	-3.6746
		10% Critical Value	-3.2762

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOG(IDE))
 Method: Least Squares
 Date: 09/10/13 Time: 18:24
 Sample(adjusted): 1992 2010
 Included observations: 19 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG(IDE(-1))	-0.517933	0.165687	-3.125964	0.0069
D(LOG(IDE(-1)))	-0.158819	0.126195	-1.258521	0.2274
C	-0.428626	0.443863	-0.965671	0.3495
@TREND(1990)	0.039085	0.032901	1.187950	0.2533

R-squared	0.503570	Meandependent var	0.210939
Adjusted R-squared	0.404285	S.D. dependent var	0.546320
S.E. of regression	0.421664	Akaike info criterion	1.295449
Sumsquaredresid	2.667011	Schwarz criterion	1.494278
Log likelihood	-8.306765	F-statistic	5.071922
Durbin-Watson stat	2.273745	Prob(F-statistic)	0.012710

• Test ADF : modèle (2) pour la série Log(IDE)

ADF Test Statistic	-3.479290	1% Critical Value*	-3.8304
		5% Critical Value	-3.0294
		10% Critical Value	-2.6552

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOG(IDE))
 Method: Least Squares
 Date: 09/10/13 Time: 18:31
 Sample(adjusted): 1992 2010
 Included observations: 19 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG(IDE(-1))	-0.364058	0.104636	-3.479290	0.0031
D(LOG(IDE(-1)))	-0.155603	0.127777	-1.217766	0.2410
C	0.082740	0.109633	0.754702	0.4614

Annexes

R-squared	0.456865	Meandependent var	0.210939
Adjusted R-squared	0.388974	S.D. dependent var	0.546320
S.E. of regression	0.427049	Akaike info criterion	1.280101
Sumsquaredresid	2.917928	Schwarz criterion	1.429223
Log likelihood	-9.160961	F-statistic	6.729316
Durbin-Watson stat	2.371369	Prob(F-statistic)	0.007573

• Test ADF : modèle (1) pour la série Log(IDE)

ADF Test Statistic	-3.756213	1% Critical Value*	-2.6968
		5% Critical Value	-1.9602
		10% Critical Value	-1.6251

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOG(IDE))
 Method: Least Squares
 Date: 09/10/13 Time: 18:41
 Sample(adjusted): 1992 2010
 Included observations: 19 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG(IDE(-1))	-0.380018	0.101171	-3.756213	0.0016
D(LOG(IDE(-1)))	-0.137065	0.123796	-1.107182	0.2836

R-squared	0.437531	Meandependent var	0.210939
Adjusted R-squared	0.404444	S.D. dependent var	0.546320
S.E. of regression	0.421608	Akaike info criterion	1.209818
Sumsquaredresid	3.021801	Schwarz criterion	1.309232
Log likelihood	-9.493267	Durbin-Watson stat	2.261264

• Test ADF : modèle (3) pour la série Log(TOC)

ADF Test Statistic	-2.444434	1% Critical Value*	-4.5348
		5% Critical Value	-3.6746
		10% Critical Value	-3.2762

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOG(TOC))
 Method: Least Squares
 Date: 09/10/13 Time: 18:44
 Sample(adjusted): 1992 2010
 Included observations: 19 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG(TOC(-1))	-0.806743	0.330033	-2.444434	0.0273
D(LOG(TOC(-1)))	0.552016	0.308786	1.787694	0.0940
C	2.527569	1.023261	2.470112	0.0260
@TREND(1990)	0.015661	0.008566	1.828281	0.0875

Annexes

R-squared	0.300609	Meandependent var	-0.000391
Adjusted R-squared	0.160731	S.D. dependent var	0.105239
S.E. of regression	0.096411	Akaike info criterion	-1.655732
Sumsquaredresid	0.139426	Schwarz criterion	-1.456903
Log likelihood	19.72945	F-statistic	2.149075
Durbin-Watson stat	1.868299	Prob(F-statistic)	0.136747

• Test ADF : modèle (2) pour la série Log(TOC)

ADF Test Statistic	-1.635694	1% Critical Value*	-3.8304
		5% Critical Value	-3.0294
		10% Critical Value	-2.6552

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LOG(TOC))

Method: Least Squares

Date: 09/10/13 Time: 18:47

Sample(adjusted): 1992 2010

Included observations: 19 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG(TOC(-1))	-0.277359	0.169567	-1.635694	0.1214
D(LOG(TOC(-1)))	0.163767	0.240023	0.682296	0.5048
C	0.928106	0.568291	1.633153	0.1220

R-squared	0.144756	Meandependent var	-0.000391
Adjusted R-squared	0.037851	S.D. dependent var	0.105239
S.E. of regression	0.103228	Akaike info criterion	-1.559818
Sumsquaredresid	0.170496	Schwarz criterion	-1.410696
Log likelihood	17.81827	F-statistic	1.354056
Durbin-Watson stat	1.817056	Prob(F-statistic)	0.286233

• Test ADF : modèle (1) pour la série Log(TOC)

ADF Test Statistic	-0.090633	1% Critical Value*	-2.6968
		5% Critical Value	-1.9602
		10% Critical Value	-1.6251

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LOG(TOC))

Method: Least Squares

Date: 09/10/13 Time: 18:50

Sample(adjusted): 1992 2010

Included observations: 19 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG(TOC(-1))	-0.000672	0.007417	-0.090633	0.9288
D(LOG(TOC(-1)))	0.042358	0.239150	0.177120	0.8615

Annexes

R-squared	0.002187	Meandependent var	-0.000391
Adjusted R-squared	-0.056507	S.D. dependent var	0.105239
S.E. of regression	0.108171	Akaike info criterion	-1.510903
Sumsquaredresid	0.198917	Schwarz criterion	-1.411488
Log likelihood	16.35358	Durbin-Watson stat	1.885855

• Test ADF : modèle (3) pour la série Dlog(TOC)

ADF Test Statistic	-3.653201	1% Critical Value*	-4.5743
		5% Critical Value	-3.6920
		10% Critical Value	-3.2856

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LOG(TOC),2)

Method: Least Squares

Date: 09/10/13 Time: 18:56

Sample(adjusted): 1993 2010

Included observations: 18 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOG(TOC(-1)))	-1.371360	0.375386	-3.653201	0.0026
D(LOG(TOC(-1)),2)	0.416077	0.287836	1.445535	0.1703
C	0.059521	0.061797	0.963176	0.3518
@TREND(1990)	-0.004164	0.004900	-0.849670	0.4098

R-squared	0.560841	Meandependent var	0.001987
Adjusted R-squared	0.466736	S.D. dependent var	0.146334
S.E. of regression	0.106860	Akaike info criterion	-1.441457
Sumsquaredresid	0.159868	Schwarz criterion	-1.243597
Log likelihood	16.97311	F-statistic	5.959712
Durbin-Watson stat	2.104780	Prob(F-statistic)	0.007762

• Test ADF : modèle (2) pour la série Dlog(TOC)

ADF Test Statistic	-3.650596	1% Critical Value*	-3.8572
		5% Critical Value	-3.0400
		10% Critical Value	-2.6608

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LOG(TOC),2)

Method: Least Squares

Date: 09/10/13 Time: 19:00

Sample(adjusted): 1993 2010

Included observations: 18 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
----------	-------------	------------	-------------	-------

Annexes

D(LOG(TOC(-1)))	-1.356057	0.371462	-3.650596	0.0024
D(LOG(TOC(-1)),2)	0.427209	0.284860	1.499715	0.1544
C	0.011821	0.025589	0.461952	0.6507
R-squared	0.538195	Meandependent var		0.001987
Adjusted R-squared	0.476621	S.D. dependent var		0.146334
S.E. of regression	0.105865	Akaike info criterion		-1.502287
Sumsquaredresid	0.168112	Schwarz criterion		-1.353891
Log likelihood	16.52058	F-statistic		8.740627
Durbin-Watson stat	2.057035	Prob(F-statistic)		0.003044

• Test ADF : modèle (2) pour la série Dlog(TOC)

ADF Test Statistic	-3.718959	1% Critical Value*	-2.7057
		5% Critical Value	-1.9614
		10% Critical Value	-1.6257

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOG(TOC),2)
 Method: Least Squares
 Date: 09/10/13 Time: 19:04
 Sample(adjusted): 1993 2010
 Included observations: 18 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOG(TOC(-1)))	-1.325417	0.356395	-3.718959	0.0019
D(LOG(TOC(-1)),2)	0.398099	0.270888	1.469608	0.1611
R-squared	0.531625	Meandependent var		0.001987
Adjusted R-squared	0.502352	S.D. dependent var		0.146334
S.E. of regression	0.103230	Akaike info criterion		-1.599271
Sumsquaredresid	0.170504	Schwarz criterion		-1.500341
Log likelihood	16.39344	Durbin-Watson stat		2.027023

Annexe n°3 : Estimation du modèle Var(1)

VectorAutoregressionEstimates
 Date: 09/11/13 Time: 17:10
 Sample(adjusted): 1992 2010
 Included observations: 19 after adjusting endpoints
 Standard errors in () & t-statistics in []

	DLOG(PIB)	DLOG(PP)	LOG(IDE)	DLOG(TOC)
DLOG(PIB(-1))	-0.122454 (0.43683) [-0.28033]	-0.323824 (0.94303) [-0.34339]	0.655285 (1.45637) [0.44994]	-0.009471 (0.40415) [-0.02343]
DLOG(PP(-1))	-0.054300 (0.31404) [-0.17291]	-0.284868 (0.67795) [-0.42019]	0.146561 (1.04699) [0.13998]	-0.174630 (0.29055) [-0.60104]

Annexes

LOG(IDE(-1))	0.045435 (0.02960) [1.53501]	0.080700 (0.06390) [1.26292]	0.700936 (0.09868) [7.10291]	0.018374 (0.02739) [0.67094]
DLOG(TOC(-1))	0.377848 (0.52824) [0.71530]	0.882358 (1.14037) [0.77375]	1.290089 (1.76113) [0.73253]	0.393165 (0.48873) [0.80446]
C	0.096862 (0.03616) [2.67848]	0.144624 (0.07807) [1.85251]	0.006949 (0.12057) [0.05764]	0.016882 (0.03346) [0.50456]
R-squared	0.168191	0.147727	0.859980	0.090055
Adj. R-squared	-0.069468	-0.095779	0.819975	-0.169930
Sum sq. resids	0.211917	0.987634	2.355528	0.181400
S.E. equation	0.123032	0.265604	0.410185	0.113830
F-statistic	0.707699	0.606667	21.49650	0.346385
Log likelihood	15.75217	1.130548	-7.126929	17.22930
Akaike AIC	-1.131807	0.407311	1.276519	-1.287294
Schwarz SC	-0.883270	0.655847	1.525055	-1.038758
Meandependent	0.066581	0.077572	-0.327360	-0.000391
S.D. dependent	0.118969	0.253730	0.966749	0.105239
DeterminantResidual Covariance	2.16E-07			
Log Likelihood (d.f. adjusted)	37.97476			
Akaike Information Criteria	-1.892080			
Schwarz Criteria	-0.897934			

Annexe n°4 : Test de causalité de Granger

Pairwise Granger Causality Tests

Date: 09/11/13 Time: 18:13

Sample: 1990 2010

Lags: 1

NullHypothesis:	Obs	F-Statistic	Probability
DLOG(PP) does not Granger Cause DLOG(PIB)	19	0.02058	0.88773
DLOG(PIB) does not Granger Cause DLOG(PP)		0.09311	0.76420
LOG(IDE) does not Granger Cause DLOG(PIB)	19	1.83106	0.19481
DLOG(PIB) does not Granger Cause LOG(IDE)		2.61459	0.12543
DLOG(TOC) does not Granger Cause DLOG(PIB)	19	0.20448	0.65720
DLOG(PIB) does not Granger Cause DLOG(TOC)		0.38612	0.54310
LOG(IDE) does not Granger Cause DLOG(PP)	19	0.67635	0.42293
DLOG(PP) does not Granger Cause LOG(IDE)		4.85619	0.04254
DLOG(TOC) does not Granger Cause DLOG(PP)	19	0.54761	0.47001
DLOG(PP) does not Granger Cause DLOG(TOC)		0.89158	0.35909
DLOG(TOC) does not Granger Cause LOG(IDE)	19	4.14497	0.05866
LOG(IDE) does not Granger Cause DLOG(TOC)		0.12537	0.72791

Table des matières

Table des matières

Sommaire

Liste des abréviations

Liste des figures

Liste des tableaux

Introduction générale01

Chapitre I : Etude descriptive sur la Croissance économique . 04

Introduction 04

Section 1 : généralités sur la croissance économique..... 05

1-1) Les différentes définitions de la croissance économique.....05

1-1-1)Quelques concepts de la croissance économique05

1-2) La mesure de la croissance économique.....06

1-3) les facteurs de la croissance économique08

1-3-1) Le facteur travail08

1-3-3) Le progrès technique09

Section 2 : Les théories de la croissance économique 10

2-1) Les théories de la croissance démographique 10

2-1-1) Le malthusianisme 10

2-1-1-1) Malthus et sa thèse 10

2-1-1-2) Le néo-malthusianisme 11

2-1-2) Le populationnisme 12

2-1-2-1) Les précurseurs 12

2-1-2-2) Le néo-populationnisme..... 12

2-1-3) La thèse d'Alfred Sauvy 12

2-2) La théorie de la croissance exogène 13

2-2-1) La théorie de Solow 13

2-2-2) Paradoxe de Solow..... 15

2-3) La théorie de la croissance endogène 16

2-3-1) Le modèle AK..... 17

2-3-2) Paul ROMER 18

2-3-3) Robert LUCAS..... 19

2-3-4) Robert BARRO..... 19

Conclusion du chapitre 20

Chapitre II : Le commerce international et la croissance

économique 21

Table des matières

Introduction	21
Section 1 : le commerce international	22
1-1) présentation du commerce international.....	22
1-2) L'évolution du commerce international.....	23
1-3) Les théories du commerce international.....	27
1-3-1) Théorie classique	27
1-3-1-1) Théorie de l'avantage absolu	27
1-3-1-2) Théorie des avantages comparatifs	27
1-3-2) Théorie suédoise.....	28
1-3-3) Les nouvelles théories du commerce International	29
1-3-3-1) Echanges internationaux et rendement croissants.....	30
1-3-3-2) Echanges internationaux et différenciation des produits	30
Section 2 :L'ouverture économique.....	31
2-1) Présentation de l'ouverture économique	31
2-2) La mesure de l'ouverture économique	31
2-3) La diversité des degrés d'ouverture selon les régions	32
2-3-1) Une inégale ouverture aux échanges selon les pays.....	32
2-3-2) L'évolution de la répartition géographique des échanges	33
Section 3 : Les effets du commerce international sur les facteurs de la croissance	33
3-1) l'allocation des ressources	34
3-2) les rendements d'échelle.....	36
3-3) Les progrès techniques	39
Conclusion du chapitre	42
Chapitre III : Le processus de libéralisation de l'économie algérienne.....	43
Introduction	43
Section 1 : Les facteurs de libéralisation de l'économie algérienne	44
1-1) Les facteurs internes	44
1-1-1) L'échec d'un modèle de développement.....	44
1-1-1-1) Le choix de stratégie d'industrialisation	44
- La substitution des importations	44
- Les industries industrialisante	45
- La valorisation des exportations	45
1-1-1-2) Une domination du secteur des hydrocarbures et la négligence d'autres secteurs : une quasi absence d'un secteur privé et des IDE (hors hydrocarbures)	45
1-1-1-3) Des contraintes et ambiguïté vis-à-vis des investissements privés ..	46
- Le code de 1963 (loi n°63-277 du 26/07/1963)	46
- Le code de 1966(l'ordonnance n°66-284 du 15/09/1966.....	47
- Le code de 1982 (la loi n°82-11 du 21/08/1982)	47

Table des matières

1-1-2) Le double choc : chute des prix du pétrole et du dollar	47
1-1-3) L'aggravation du stock de la dette extérieure	49
1-1-3-1) Naissance et évolution de la dette (avant 1986)	49
1-1-3-2) L'expansion de la dette extérieure (1986-1991)	50
1-1-2-3) Le reprofilage de la dette	51
1-4) les conditionnalités extérieures	52
1-2-1) Les conditionnalités du FMI et de la banque Mondial	52
1-2-2) les conditionnalités résultant du projet d'adhésion à l'OMC et de l'accord d'association avec l'union Européenne	54
1-2-2-1) les conditionnalités résultant du projet d'adhésion à l'OMC.....	54
-quelques conditions exigées en vue de l'adhésion à l'organisation mondiale du commerce.....	54
-les objectifs attendus de l'accession de l'Algérie à l'OMC	55
1-2-2-2) Les conditionnalités résultantes de l'accord d'association entre l'Algérie et UE.....	56
Section 2 : Les réformes économiques	56
2-1) La libéralisation des prix	57
2-2) La libéralisation du commerce extérieur	57
2-3) Les réformes bancaires.....	58
2-4) La loi des investissements	60
Section 3 : Les déterminants de la croissance économique en Algérie ..	62
3-1) la croissance du PIB	62
3-2) La croissance de la production pétrolière	63
3-3) La croissance des investissements étrangers	64
Section 4 : les données de l'Algérie après l'ouverture économique	66
4-1) Données Économiques et sociales	66
4-1-1) Produit Intérieur Brut (PIB)	66
4-1-2) L'investissement public.....	67
4-1-3) Le chômage	67
4-2) Finance.....	68
4-3) Monnaie	68
4-4) Dette.....	69
4-4-1) Dette extérieure	69
4-4-2) Dette intérieure	70
4-5) Commerce.....	71
Conclusion chapitre.....	73
Chapitre IV : l'analyse empirique de l'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie.....	74
Introduction	74
Section 1 : Démarche économétrique	74

Table des matières

1-1) Analyse de la stationnarité	74
1-1-1) Le teste Dickey-Fuller (DF)	74
1-1-1-1) Processus TS (Trend stationary)	75
1-1-1-2) processus DS (differency stationary)	75
1-1-2) Le test de Dickey – Fuller Augmentés (ADF).....	76
1-2) choix du modèle	76
1-2-1) La modélisation VAR permet	77
1-3) Présentation du modèle VAR.....	77
1-3-1) Détermination de l'ordre de retard	78
1-3-2) Estimation du modelé VAR	78
1-3-3) Teste de causalité de Granger.....	78
1-3-4) Analyse de la simulation des chocs sur les variables	79
1-3-4-1) Fonction de repenses impulsioneelles.....	80
1-3-4-2) Décomposition de la variance de l'erreur de prévision.....	80

Section2 : Présentation des données, analyse graphique et analyse

statistique	80
2-1) Le choix des variables	80
2-1-1) le PIB	81
2-1-2) les prix du pétrole	81
2-1-3) Le taux d'Ouverture commerciale.....	82
2-1-4) Les investissements directs à l'étranger	82
2-2) Analyse graphique des séries	83
2-3) Analyse statistiques des séries	83
2-3-1) Analyse statistique de la série produit intérieur brut (PIB)	83
2-3-2) Analyse statistique de la série prix du pétrole (PP).....	84
2-3-3) Analyse statistique de la série l'ouverture commerciale(TOC)	84
2-3-4) Analyse statistique de la série investissement direct à l'étranger	85

Section3 : Etude analytique (modélisation vectorielle)..... 86

3-1) Etude de la stationnarité.....	86
3-1-1) Détermination du nombre de retard.....	86
3-1-2) Test de racine unitaire	86
3-2) Estimation du modèle VAR(1)	87
3-3) Test de causalité de Granger.....	88
3-4) Analyse des fonctions de réponse impulsionnelle entre les variables	90
3-4-1) Analyse de la fonction de réponse impulsionnelle (PIB)	90
3-4-2) Analyse de la fonction de réponse impulsionnelle (pp)	91
3-4-3) Analyse de la fonction de réponse impulsionnelle (IDE).....	91
3-4-4) Analyse de la fonction de réponse impulsionnelle (TOC)	92
3-5) Décomposition de la variance.....	93
3-5-1) décomposition de la variance de l'erreur de prévision de (PIB)	94
3-5-2) La décomposition de la variance de l'erreur de prévision de (PP).....	94
3-5-3) La décomposition de la variance de l'erreur de prévision de (IDE)	95
3-5-4) La décomposition de la variance de l'erreur de prévision de (TOC)	96

Conclusion du chapitre

97

Table des matières

Conclusion générale98

Bibliographie.....100

Annexes

Table des matières